

Proche-Orient : la paix en panne

L'ANNÉE commence plutôt mal au Proche-Orient. La quête de la paix, qui y dure depuis plus de quarante ans, se révèle une nouvelle fois aussi laborieuse qu'on pouvait le redouter. Certes, nul ne nourrissait d'illusions au lendemain de la conférence internationale de Madrid sur la suite du processus : les négociations entre Israël d'une part, ses voisins arabes et les Palestiniens de l'autre, seraient longues et difficiles. A cet égard, hélas, l'après-Madrid tient ses promesses.

Cette fois, le « mauvais coup » porté aux espoirs de paix est venu de Jérusalem. En maintenant, en dépit du désaveu international, sa décision d'expulser douze activistes palestiniens des territoires qu'il occupe, Israël a donné à toutes les délégations arabes l'occasion d'exprimer leur mauvaise humeur. Syriens, Libanais, Jordaniens et Palestiniens ne seront pas mardi 7 janvier à Washington au rendez-vous fixé de longue date pour le repère de leurs négociations bilatérales avec l'Etat juif.

QUELS que soient les arguments de « sécurité » avancés à Jérusalem pour la justifier, l'expulsion des militants palestiniens – contraire à la quatrième convention de Genève – constitue d'évidence un geste apporté par le gouvernement de M. Shamir à son extrême droite. Rendus furieux – et inquiétés – par l'assassinat de quatre des leurs en deux mois, les colons juifs de Cisjordanie et de Gaza ne se contentent plus de hausser le ton. Ayant récemment obtenu l'autorisation de former des patrouilles armées d'autodéfense, ils entendent faire régner leur loi jusque dans les villages arabes.

Relayant les préoccupations de ces « sionistes religieux », qui subissent l'influence grandissante de quelques rabbins, ultra-orthodoxes – et politiquement intraitables – les deux partis d'extrême droite appartenant à la coalition au pouvoir à Jérusalem menacent de faire chuter le gouvernement si celui-ci s'avise d'envisager sérieusement l'instauration d'un régime d'autonomie interne pour les Palestiniens des territoires. Dans cette hypothèse, d'inévitables élections législatives anticipées paralyseraient pour de longs mois les négociations de paix.

L'INTRANSIGENCE israélienne ne peut qu'irriter les dirigeants américains, même s'ils savent bien que M. Shamir ne dispose – face aux plus extrémistes qui lui – que d'une marge de manœuvre fort étroite. Ils ont en tout cas les moyens d'amener Jérusalem à plus de souplesse, puisque Israël a un besoin urgent de 10 milliards de dollars pour financer l'installation des immigrants venus de la défunte Union soviétique. Campant sur leurs positions, MM. Bush et Baker veulent obtenir l'assurance, avant de desserrer les cordons de leur bourse, que cet argent ne servira pas à poursuivre la colonisation des territoires. Le nouveau budget israélien, qui y prévoit la construction de cinq mille nouveaux logements, n'est pas de nature à apaiser les craintes de l'administration américaine.

Lire nos informations page 8

M0147 - 0107 0 - 6.00 F



Tandis que le contrôle de la flotte de la mer Noire oppose Russes et Ukrainiens

Le président Gamsakhourdia s'est enfui de Tbilissi

Retraqué depuis plus de deux semaines à l'intérieur du Parlement de Tbilissi, le président géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, a finalement pris la fuite et s'est réfugié, lundi 6 janvier, dans la République voisine d'Azerbaïdjan, selon l'agence d'information russe. Après de violents combats, le Parlement serait en partie contrôlé par des unités de l'opposition.

Par ailleurs, le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) s'est rendu, lundi, à Kiev pour tenter de régler le différend militaire entre la Russie et l'Ukraine – le deux plus importantes Républiques de l'ex-URSS – sur la répartition des forces navales de la mer Noire.

Les vieux démons géorgiens

par Jacques Amalric

La fuite du président Zviad Gamsakhourdia – vers l'Azerbaïdjan, selon l'agence d'information russe – est une bonne chose pour la Géorgie, mais elle ne suffit pas, loin de là, à ramener le calme et à instaurer la démocratie dans l'ancien royaume de la Toison d'or. Le tempérament explosif des Géorgiens, des siècles de relations ambiguës avec leurs voisins russes (puis soviétiques), l'excitation quasi-paranoï-

que d'un passé agrémenté de toutes les vertus, la corruption enfin, ont fait de cette République de plus de cinq millions d'habitants – mais où les Géorgiens (chrétiens) doivent coexister avec près de 30 % de musulmans – la caricature de tous les dangers qui menacent la Communauté des Etats indépendants (CEI) censée succéder à l'URSS. Et cela, même si la Géorgie, qui a proclamé son indépendance en avril dernier, n'est toujours pas membre de la CEI.

Les Géorgiens n'avaient sans doute pas besoin d'un Gamsakhourdia pour se déchirer. Le fait est, pourtant, qu'ils ont pratiquement plébiscité cet ancien dissident lors des élections du 26 mai 1991 en lui accordant 87 % de leurs suffrages. L'homme, cependant, sentait déjà le souffre.

Lire la suite page 3
et nos informations
sur la fuite du président
Zviad Gamsakhourdia page 28

Le grand marchandage américano-japonais

Attendu le 7 janvier à Tokyo, M. Bush a besoin d'obtenir d'importantes concessions commerciales pour apaiser son opinion publique

TOKYO

de notre correspondant

M. George Bush est attendu en visite officielle, mardi 7 janvier, au Japon, dernière étape d'une tournée dans quatre pays de la région Asie-Pacifique. Il s'était auparavant rendu en Australie, à Singapour et en Corée du Sud. Principale étape de son périple, le Japon sera le théâtre d'un affrontement nippo-américain sur les questions économiques et commerciales.

La visite du président américain au Japon portera-t-elle les fruits que l'on pourrait légitimement en attendre ? En particulier la redéfinition des relations entre les deux géants économiques sur la toile de fond du démantèlement de l'Union soviétique et de l'émergence d'un nouvel ordre

régional en Asie, fondé sur la détente. Pour importantes que soient ces questions, il semble que, sous un emballage de considérations géopolitiques, le poids des réalités à court terme de la politique intérieure américaine domine cette dernière étape de la visite de M. Bush.

On risque de voir se répéter un scénario trop familier : des concessions minimales destinées à satisfaire les Américains qui obtiendront moins qu'ils ne demandent mais plus que les Japonais voudraient donner, laissant, de part et d'autre, plus d'amertume que de satisfaction. Ce « sommet » de Tokyo illustre, une nouvelle fois, les difficultés que les Etats-Unis et le Japon ont à gérer leur interdépendance. Aucun des deux n'est plus le pays qui signa en 1951 le traité de

San-Francisco, mettant fin à l'occupation américaine. Le Japon se lançait dans sa reconstruction et les Etats-Unis, à l'époque première puissance mondiale tant militaire qu'industrielle, prenaient l'archipel sous leur aile protectrice en passant un traité de sécurité par lequel ils s'engageaient à le défendre.

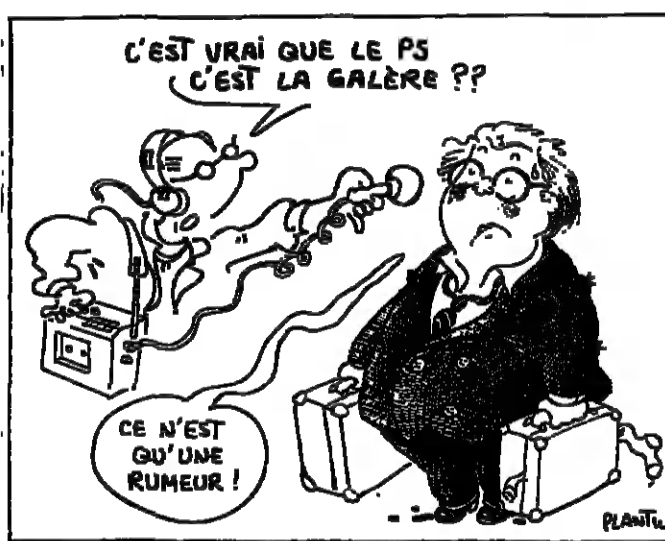
La désintégration de l'URSS a rendu à Washington son monopole de superpuissance. Mais l'économie américaine n'est plus ce qu'elle était. Déficit budgétaire et commercial : les Etats-Unis sont une nation endettée dont l'industrie est en déclin. Le Japon, en revanche, est le premier pays créancier du monde.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 5

M. Mauroy propose M. Fabius

Le maire de Lille juge le président de l'Assemblée nationale le mieux placé pour lui succéder à la tête du PS



Lire page 10 l'article de PATRICK JARREAU et d'ALAIN ROLLAT

La décennie télévisuelle

L- Le grand malentendu

par Pierre-Angel Gay

Depuis dix ans, rien n'y fait. Ni la révolution des médias, ni l'explosion de l'image, ni la multiplication des chaînes. Le discours reste désespérément le même. Responsables et hommes politiques, censés traduire les désirs de la vox populi, demandent à cet impossible couple, télévision et culture, de faire meilleur ménage. Ministre de la communication, Georges Fillioud veut « sauvegarder la créa-

tion » (1). Son successeur, François Léotard, entend « gagner la bataille des images » (2). Catherine Tasca ne se résigne pas « à ce que les heures de grande écoute soient automatiquement dévolues à des programmes médiocres et racoleurs » (3). Et, pour ne point déroger à la tradition, aussitôt que nommé, M. Georges Kiejman déclare voir dans la télévision « la première école » (4). Tant d'insistance tendrait à prouver que l'antienne reste sans effet. Décidément

rebel, la décennie télévisuelle a condamné des programmes qu'apparemment tout le monde regrette, et accouché d'un univers que personne n'attendait. Disparus, les « Mercredis de l'information » et le « Nouveau vendredi ». « Affaires vous concernent » et « Architecture et géographie sacrée », ces magazines qui faisaient encore les beaux soirs – à 20 h 30 – de TF 1, Antenne 2 et FR 3 à l'automne 1981.

Disparus aussi « Le grand équilibriste » et les « Dossiers de l'écran », ces rendez-vous si familiers. Délaissés, les feuilletons historiques et les grands épisodes de la vie judiciaire que nous contait « Messieurs les jurés ». Oubliés, ce feuilleton bien français, les « Roues de la fortune », qui cède la place, dix ans plus tard, à un jeu américain quasi homonyme, aussi simpliste que vulgaire.

Lire la suite page 17

(1) Le Monde du 7 juillet 1986.
(2) Le Monde du 3 juin 1986.
(3) Le Monde du 6 avril 1991.
(4) Le Monde daté 19-20 mai 1991.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG

ESPACE EUROPÉEN

■ Liabonne, capitale des Douze pour la première fois le Portugal assume la présidence de la Communauté ■ Le Luxembourg doit renoncer à certains privilèges pour se conformer aux règles communautaires ■ Egon Klepsch, M. le Président à Strasbourg

pages 7 à 9

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Pauvreté et richesse dans le monde : « Jeunes et exclus en Suède » ; « Grèce : les amateurs et les autres » ■ Les cycles existant : l'étude des retournements d'activité au service des politiques économiques ■ La chronique de Paul Fabra : « Meilleur climat entre les Septs »

pages 19 à 21

Demuth

ETRANGER

CEI : le différend militaire entre la Russie et l'Ukraine

Moscou et Kiev s'affrontent pour le contrôle de la flotte de la mer Noire

Des tensions croissantes opposent la Russie et l'Ukraine sur le partage des forces militaires de l'ex-URSS. Le conflit entre les deux Républiques s'est aggravé ce week-end au sujet du contrôle des trois cents bâtiments de la flotte de la mer Noire, revendiqués par le gouvernement de Kiev.

« L'Ukraine est une puissance maritime et a le droit d'avoir sa propre marine », a déclaré dimanche M. Ivan Bohan, le vice-ministre ukrainien de la Défense, tout en soulignant que ce conflit doit se régler de façon pacifique. Mais le maréchal Evgueni Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de la Communauté des Etats indépendants (CEI), devait entamer, lundi 6 décembre à Kiev, des négociations pour tenter de convaincre l'Ukraine de ne pas

« annexer » la flotte basée à Sébastopol. Il s'agit d'un problème « critique » de l'ancienne Armée rouge et avait lancé une mise en garde concernant le « flanc sud » des forces stratégiques et conventionnelles de la CEI, qui risquent d'être totalement désorganisées si l'Ukraine s'empare des pièces maîtresses stationnées sur son territoire.

Les Etats baltes et l'Armée rouge

Le maréchal Chapochnikov s'est également insurgé contre l'obligation faite aux militaires servant en Ukraine de prêter serment aux autorités de Kiev, alors qu'il y a parmi eux environ 75 000 officiers russes et plusieurs dizaines de milliers de soldats d'autres nationalités.

Le litige entre Kiev et Moscou tourne principalement autour de la définition des « forces stratégiques », dont le maréchal Chapochnikov a été nommé commandant en chef le 30 décembre à Minsk par les présidents de onze Etats membres de la CEI. Il affirme que la flotte de la mer Noire fait partie de ces forces, alors que l'Ukraine estime que seuls les bâtiments équipés d'armes nucléaires peuvent entrer dans cette catégorie. Le maréchal Chapochnikov demande également que le transfert des hommes et du matériel soit étalé sur une « période transitoire » de deux ans pour éviter « les larmes et le sang ». Or, selon l'agence Tass, le ministre de la Défense ukrainien a d'ores et déjà pris le contrôle de trois districts militaires de la flotte de la mer Noire.

Ces différends étaient perceptibles dès lundi dernier lorsque les onze dirigeants de la CEI ont accepté un commandement unique pour les forces nucléaires, sans pouvoir s'entendre sur les forces conventionnelles. L'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie ont ensuite décidé de créer leurs propres armées conventionnelles, suivies après par trois autres Républiques : l'Ouzbékistan, la Biélorussie et le Turkménistan. Les chefs d'Etat de la CEI ont donné jusqu'à la fin février au maréchal Chapochnikov pour qu'il s'entende avec les Républiques les conditions et le rythme du partage des « restes » de l'Armée rouge.

Les présidents des trois Etats baltes ont par ailleurs formulé, dimanche, une déclaration commune exigeant le retrait « immédiat » des forces soviétiques encore stationnées sur leur territoire et l'abandon sur place de leurs équipements. Ces troupes avaient commencé à se retirer des trois capitales baltes au novembre dernier, mais leur retrait ainsi que les négociations sur leur départ ont ensuite été suspendues. (AFP, Reuters, AP.)

Des munitions nucléaires dans l'escadre

L'ancienne flotte soviétique de la mer Noire, qui est l'objet d'un litige entre la Russie et l'Ukraine, mobilise, en nombre de navires de combat, le sixième de la marine de guerre de l'ex-URSS. Cette escadre, dont le PC est à Sébastopol, en Crimée, devait faire contrepoids à la VI^e flotte américaine en Méditerranée et à la marine française, qu'elle dépassait très nettement en volume et en puissance. Si elle est dépourvue de sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques (relevant des escadres du Nord et du Pacifique), cette flotte de la mer Noire représentait pour l'ex-URSS le seul moyen d'avoir accès en permanence aux « mers chaudes », à la différence des autres escadres dont les bases peuvent être bloquées par les glaces.

Le sort des chantiers navals Nikolaev

Quelques soixante-quinze unités de surface, d'un tonnage supérieur à celui d'une corvette (au-dessus de 1 000 tonnes), forment l'outil de combat principal de cette escadre. Elles sont accompagnées de quelques deux cent vingt navires de défense des côtes (d'un tonnage inférieur) ou de soutien logistique. La force de frappe est organisée autour de deux porte-avions (l'un à décollage court ou vertical et l'autre à décollage classique), dont le tonnage est plus important que celui des porte-avions français. Cette escadre s'appuie sur un parc de trois cents avions de tous les types (attaque, interception, guet aérien et surveillance maritime), qui sont généralement basés à terre.

Le reste de la flotte de surface comprend essentiellement des croiseurs ou des destroyers lance-missiles, des frégates et des corvettes pour la lutte antisous-marine, le combat aérien ou antinavire, et pour des opérations amphibies.

Il est difficile d'apprécier si ces navires de surface embarquent tous, aujourd'hui, des armes nucléaires tactiques. Le fait est qu'ils ont été conçus aussi dans ce but et que certains d'entre

eux - les porte-avions ou les croiseurs - peuvent emporter des missiles aérodynamiques (autrement dit, des missiles de croisière très rapides par rapport à des engins occidentaux) ou des munitions anti-sous-marines à tête nucléaire. Selon les cas, ces charges nucléaires auraient une puissance allant de 5 à 500 kilotonnes (la bombe américaine sur Hiroshima avait une énergie inférieure à 20 kilotonnes).

Quant à la flotte sous-marine, l'escadre de la mer Noire aligne deux sous-marins à propulsion classique lance-missiles aérodynamiques et dix-huit sous-marins classiques d'attaque (lance-torpilles). Ils ont été réservés à l'entraînement des équipages. Leur déplacement est très surveillé : ils doivent, en effet, transiter en surface par les détroits du Bosphore.

Outre l'armement nucléaire des bâtiments, une autre difficulté majeure des discussions entre Moscou et Kiev sera l'existence en mer Noire des chantiers navals Nikolaev, et donc leur fonctionnement au profit de la Russie ou l'Ukraine. Dans ces chantiers ont été construites la plupart des grandes unités de l'ancienne marine soviétique. Si parait réglé le sort de l'Amiral Razoumov, ce porte-avions classique qui a rallié la flotte du Nord au bénéfice de la Russie, il reste à définir l'avenir du porte-avions nucléaire L'Yanovsk - le premier qui sera équipé de catapultes et qui a été mis sur cale dans les chantiers Nikolaev en 1988 - et celui d'un second porte-avions probablement du même type, encore en assemblage. Avec quatre porte-avions, s'ils lui revenaient, l'Ukraine disposerait pratiquement de la moitié de la force aéronavale de l'ancienne URSS. Trois autres porte-avions (avec l'Amiral Razoumov) relèvent de la flotte du Nord, et deux de celle du Pacifique. Avec sensiblement la même population que l'Ukraine, la France aligne deux porte-avions et un porte-hélicoptères.

JACQUES ISNARD

Les vieux démons géorgiens

Suite de la première page

Fondateur en 1975 du Comité géorgien de surveillance des élections d'Helvicki, il avait dû sa libération, en 1978, à une déclaration de repentir télévisée. Et certains, à Tbilissi, s'interrogent depuis longtemps sur la mort « accidentelle » de deux de ses compagnons de prison qui avaient été arrêtés en même temps que lui. Mais dans l'euphorie de l'indépendance proclamée, ces réserves ne peuvent pas plus que certaines déclarations de Gamsakhourdia, refusant la nationalité géorgienne ou le bénéfice de la privatisation des terres aux « ennemis de la patrie », c'est-à-dire pour l'essentiel aux minorités musulmanes d'Abkhazie, d'Ossète du Sud et d'Adjara, ont les particularismes ont été estimés et encadrés par le plus célèbre enfant du pays, Staline, et par son frère Bérta, autre Géorgien de gauche méconnu.

Trois peu de temps après son élection, Gamsakhourdia, poussé par sa femme Manana - que les démocrates géorgiens comparent volontiers à Elena Ceausescu - a fait donner toute la mesure de sa mégalomanie : ne supportant aucune critique, il prend le contrôle absolu de la radio et de la télévision, menace les journalistes de la presse écrite qui refusent de célébrer son culte, suspend la libéralisation de l'économie, procède à une vague inconnue de ses ministres bien souvent au profit d'anciens nomenklaturistes, y compris d'anciens responsables du KGB, fait arrêter d'anciens dissidents comme Gia Chanturia, chef du Parti national démocratique, Georgi Khosidava, réalisateur de documentaires, Djava Iosseliani, professeur d'art dramatique.

Hérat de l'ultranationalisme

C'est, cependant après le putsch raté du mois d'août dernier que les actions de Gamsakhourdia commencent à chuter considérablement : celui qui se veut le héros de l'ultranationalisme géorgien a fait preuve, en effet, d'une étrange complaisance à l'égard des putschistes de Moscou en obéissant à leurs consignes et en décrétant la dissolution de la garde nationale, créée quelques mois plus tôt par un ancien condisciple du président, le sculpteur Tengiz Kitovani.

Kitovani, dont les troupes viennent de s'emparer du Parlement de Tbilissi où était réfugié Gamsakhourdia, refuse d'obéir, se réfugie avec une partie de ses hommes dans les collines proches de la capitale et propose ses services à une opposition démocratique qu'il risque désormais de contrôler. Le premier ministre, Tengiz Sigua, un ancien responsable du Parti com-

muniste, donne sa démission, suivi par le ministre des affaires étrangères, Georgi Kossola. Signe des temps : c'est Murman Omanidze, connu pour ses liens avec la mafia, qui prend la tête du gouvernement.

Le ralliement de Kitovani à l'opposition démocratique transfère les affrontements dans les rues de Tbilissi, où un président aux abois fait donner sa garde personnelle ainsi que des milliers de ses partisans qui lui font venir de la campagne. On connaît la suite : le Parlement transformé en fort Chabral d'un dictateur au petit pied, des centaines de morts et la destruction du cœur de l'ancienne Tiflis où il pouvait faire si bon vivre - les « colonisés » géorgiens ont toujours bien mieux vécu que leurs « colonisateurs » - la libération des prisonniers politiques, la fuite enfin d'un apprenti tyran, ancien traducteur de Shakespeare, encore plus grotesque qu'odieuse.

Fidélité clientéliste

Gamsakhourdia se serait-il pris pour Machbeth ? Peut-être, mais peu importe. Le plus grave, c'est qu'il a réveillé les vieux démons d'un peuple profondément abîmé par l'histoire, un peuple qui n'a connu qu'une très brève expérience démocratique et dont l'intelligence a été déformée, humiliée ou asservie par Lénine, Staline, Bérta et les autres. Il est clair aujourd'hui que les démocrates authentiques sont minoritaires en Géorgie, ce « village » où tout le monde se connaît et est armé, où les fidélités clientélistes sont à la mesure des haies d'hiver, où les particularismes et les patriotismes de hameau s'opposent sans seulement les orthodoxes aux musulmans, où beaucoup ont perdu leur âme en « se débrouillant » par tous les moyens pour survivre au communisme.

La raison va-t-elle maintenant prévaloir ? Elle consisterait pour l'opposition, plutôt que de se lancer dans des règlements de comptes innombrables ou à se précipiter dans une nouvelle élection présidentielle, à organiser au plus vite des élections législatives, le Parlement élu en 1990 n'étant plus représentatif. Rien n'est moins sûr, au pays des hommes « providentiels » qui ont toujours été censés sauver la nation du désastre. Peut-être aussi M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev, que l'on dit assez proche de l'ancien premier ministre Sigua, saisira-t-il l'occasion pour faire sa rentrée dans sa République natale, où il réussit encore à être populaire bien qu'il y ait longtemps dirigé le KGB local avant d'être le premier secrétaire du Parti communiste.

JACQUES AMALRIC

■ **BULGARIE** : suspension des livraisons d'électricité ukrainienne. - La Bulgarie, où l'énergie est déjà strictement rationnée, est privée, depuis samedi 4 janvier, d'électricité ukrainienne, Kiev ayant suspendu ses livraisons à l'expiration d'un accord de troc, selon la commission bulgare d'énergie. Les Ukrainiens demandent maintenant à être payés en devises fortes, selon les autorités de Sofia. La Bulgarie est en proie à une grave crise énergétique, notamment à cause de la fermeture de réacteurs de la dangereuse centrale nucléaire de Kozlodouk. (Reuters.)

■ **ITALIE** : un policier et sa femme assassinés en Calabre. - Salvatore Alversa, âgé de soixante ans, chef de la section de police judiciaire de Lamezia Terme, en Calabre, a été tué de quinze coups de feu, en même temps que son épouse, samedi 4 janvier en plein centre de la ville, alors qu'il ouvrait la portière de sa voiture. Il était chargé des dossiers sur les activités de la Mafia, en particulier celles des « familles » locales contrôlant le trafic de drogue. (AFP.)

La Chine a établi des relations diplomatiques avec quatre Républiques de l'ex-URSS

La Chine a établi des relations diplomatiques avec quatre des anciennes Républiques soviétiques devenues indépendantes, coupant une nouvelle fois l'herbe sous le pied du régime nationaliste de Taïwan, qui cherchait à en obtenir une reconnaissance.

PÉKIN

de notre correspondant

Après avoir reconnu, fin décembre, la totalité des membres de la Communauté des Etats indépendants, Pékin a annoncé l'établissement de relations diplomatiques avec l'Ukraine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Selon la formule consacrée, « nous ne sommes pas à nous entretenir de rapports à ne pas entretenir de rapports », la Chine a officiellement reconnu ces quatre Républiques de l'ex-URSS. Les communistes chinois ont publié au cours du week-end un communiqué dans lequel ils ont déclaré que les liens de la Chine avec ses nouveaux partenaires « ne seront pas affectés par les différences d'idéologies et de systèmes sociaux ».

M. Delors souhaite un exécutif fort pour une Communauté européenne « à 24 ou à 35 »

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, s'est prononcé dimanche 5 janvier pour un exécutif fort dans la perspective d'une future Communauté européenne « à 24 ou à 35 ».

Si demain la Communauté passe à 24 ou à 35 membres, a dit M. Delors, « d'autres institutions seront nécessaires », sinon « nous retournons à une simple zone de libre-échange, les liens établis entre ces pays se délitent et nous aurons perdu tout l'acquis de trente ans d'intégration politique et économique ». « Il faudra, a-t-il indiqué, que les chefs d'Etat ou de gouvernement se réunissent régulièrement, trois fois par an, et qu'ils désignent une personnalité chargée de former le gouvernement de cette Communauté ». Cette personnalité, responsable devant le Conseil européen, « choisira elle-même ses ministres, et sera en même temps responsable devant le Parlement européen. Il y aura donc une personne qui représentera l'Europe dans les domaines où cette Communauté sera compétente, et uniquement dans ces domaines ».

M. Delors a, d'autre part, estimé que si les Européens se dotaient d'une véritable politique extérieure commune, la France devrait mettre sa force nucléaire au service de cette politique. Il a ajouté que pour l'instant la France devait conserver l'indépendance de sa force nucléaire.

■ **IRLANDE DU NORD** : explosion d'un véhicule piégé à Belfast. - L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a fait exploser une camionnette piégée avec une bombe de 300 kilos, dimanche 5 janvier dans le centre de Belfast. La déflagration, entendue à 20 kilomètres à la ronde, a provoqué de très importants dégâts matériels et fait quelques blessés légers dans les rangs des forces de sécurité, qui avaient fait évacuer la zone, après avoir été prévenues par l'IRA, une demi-heure avant l'explosion. (AFP.)

YUGOSLAVIE : trêve largement respectée en Croatie Les Serbes de la Krajina s'opposent au plan de paix de l'ONU

Le nouveau secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, devait présenter, lundi 6 janvier au Conseil de sécurité à New-York, un rapport sur la situation en Yougoslavie. M. Cyrus Vance, l'ambassadeur spécial de l'ONU, s'est félicité « des efforts sérieux réalisés par les parties yougoslaves pour maintenir la cessez-le-feu » entré en vigueur le 3 janvier.

La respect d'une trêve durable est, rappelle-t-il, la condition préalable posée par les Nations unies au déploiement de « casques bleus » en Croatie. L'opération internationale de maintien de la paix, dont les modalités devaient être publiées lundi, prévoit notamment l'envoi de 10 000 soldats dans trois régions croates : la Slavonie orientale, la Slavonie occidentale et la Krajina. M. Boutros-Ghali souhaiterait recommander, dans un premier temps, l'envoi d'un nouveau contingent d'une cinquantaine d'observateurs en Yougoslavie dans un bref délai.

Au siège des Nations unies à New-York, on estimait, dimanche, qu'un obstacle subsistait encore à l'envoi de « casques bleus » : la position de la minorité serbe de la Krajina, qui s'est autoproclamée « République autonome » et qui a annoncé qu'elle rejetait le plan de l'ONU. Le président de cette « République serbe », M. Milan Babic, a estimé qu'un tel engagement « est contraire aux intérêts du peuple serbe de la Krajina ». « Notre République, a-t-il ajouté, n'acceptera la présence de « casques bleus » qu'aux frontières de la Krajina », ce qui selon lui assurerait la protection des Serbes « contre l'agression croate ». Il n'accepte donc pas l'idée de l'évacuation des troupes fédérales de la région et leur remplacement par des soldats de l'ONU. A Belgrade, plusieurs responsables politiques de Serbie et des membres de la présidence fédé-

rale réduite au « bloc serbe » ont vivement critiqué M. Babic, accusé de revenir sur un accord conclu avec la Serbie concernant le plan des Nations unies.

D'autre part, la conférence de paix sur la Yougoslavie, suspendue depuis un mois, doit reprendre ses travaux, jeudi 9 janvier, à Bruxelles. Son président, lord Carrington, a estimé que l'entrée en vigueur du nouveau cessez-le-feu - le quinzième depuis le début des hostilités, il y a six mois - justifiait une nouvelle rencontre des responsables des six Républiques yougoslaves. La trêve était toujours respectée, dans l'ensemble, dimanche soir, aussi bien par les forces croates que par l'Armée fédérale et les forces serbes, mais chacune des deux parties a lancé des mises en garde contre le « renforcement » et le « regroupement » des forces de l'adversaire.

Tout en confirmant que la situation « est calme » sur le front de Slavonie occidentale (est de la Croatie), le commandant des milices serbes d'Okucani (120 kilomètres à l'est de Zagreb), Rajko Narancic, a estimé dimanche, dans une conférence de presse, que l'armée croate « met à profit la trêve pour se regrouper et lancer une nouvelle attaque dans la matinée du 7 janvier ».

Des représentants de l'armée fédérale et de la défense territoriale serbe, cités par l'agence Tanyug, ont affirmé dimanche « respecter totalement » le cessez-le-feu et accusé les forces croates d'en avoir profité pour « s'emparer » du village de Sirci, dans les environs de Nova-Gradiška (Slavonie occidentale). Des sources militaires fédérales avaient indiqué la veille qu'une « attaque d'un millier de soldats croates », lancée samedi soir contre des positions de l'armée dans le secteur de Sirci, avait été repoussée. (Reuters, AFP.)

■ **Mourmansk** interdit la récupération du combustible des sous-marins nucléaires. - Le combustible des sous-marins atomiques soviétiques hors service ne pourra plus être stocké à terre. Des députés et des militants écologistes qui estiment que cette pratique de la marine de guerre représente un danger pour l'environnement, ont obtenu cette décision du préfet de Mourmansk (Russie), et ils ont organisé des piquets de surveillance devant le chantier de réparation des sous-marins atomiques. Selon l'agence Tass, une de ces opérations de stockage à terre a failli se terminer par un accident, en raison de « violations grossières des règles de sécurité nucléaire ». (AFP.)

■ **Moscou** refuse de bœuf britannique. - Craignant que la viande ne soit contaminée par la maladie de la « vache folle », Moscou a refusé 120 tonnes de bœuf britannique envoyées par avion en Russie au titre de l'aide alimentaire, mais les autorités de la ville de Mourmansk, dans la presqu'île de Kola, les ont acceptées, a déclaré, dimanche 5 janvier, le Foreign Office. L'expédition en Russie de deux autres chargements de bœuf britannique - l'un de 120 tonnes, l'autre de 1 800 tonnes - a été suspendue, les autorités russes exigeant des garanties sanitaires sur la viande. (AFP, Reuters.)

■ **L'Iran** propose la création d'un « marché commun islamique » avec les Républiques musulmanes de l'ex-URSS. - Le *Tehran Times*, quotidien proche du gouvernement iranien, a proposé, dimanche 5 janvier, l'adhésion des Républiques musulmanes de l'ex-URSS à l'Organisation de coopération économique (ECO), qui regroupe l'Iran, le Pakistan et la Turquie, afin de créer un « marché commun islamique ». A Bakou, pour inaugurer l'ambassade d'Iran en Azerbaïdjan, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, a déclaré que son pays soutenait « la demande d'adhésion de l'Azerbaïdjan au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale » après avoir soutenu l'entrée de ce pays dans l'ECO, a rapporté, samedi 4 janvier, Radio-Téhéran. (AFP.)

AFRIQUE

ALGÉRIE : les suites des recours en annulation et les réactions en France face au succès du FIS

Le Conseil constitutionnel écarte l'éventualité d'un troisième tour de scrutin

L'annulation de résultats dans certaines circonscriptions ne nécessite pas un troisième tour. Puisque le second tour est fixé pour le 16 janvier, les élections pour les circonscriptions dont les résultats ont été annulés s'effectueront le même jour, a-t-il déclaré. Un des sept membres du Conseil constitutionnel, M. Said Bouchair, professeur de droit, dans un article, paru dimanche 5 janvier, dans le quotidien *Algérie-Aujourd'hui*. Il souligne que le Conseil, chargé du contrôle des élections, n'est pas habilité à fixer un troisième tour.

Au total, 341 recours pour irrégularités ont été déposés, dont 174 par le FLN, 30 par le Front des forces socialistes (FFS) et 17 par le Front islamique du salut (FIS). Selon la radio algérienne, les plaintes concernent 145 des 430

circonscriptions. Le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, a affirmé, dimanche, à la télévision nationale, que « la volonté d'un changement radical », exprimée lors du premier tour des élections législatives, risquait d'être « dévoyée ». Cette volonté « se retrouve piégée et exposée à un détournement », a-t-il souligné. « Je considère comme une garantie pour le processus démocratique que les Algériens participent massivement au vote (du second tour), pour ne pas fausser les résultats d'un rendez-vous historique. »

Le chef de gouvernement, qui a émis des doutes sur la « loyauté » de tous les protagonistes dans la course électorale, a marqué son inquiétude en estimant que « l'avenir de l'Algérie, de l'unité nationale et de la démocratie était menacé par des dangers nombreux et

réels ». De son côté, le responsable des relations extérieures du FIS, M. Rabah Kebir, a appelé l'armée à « protéger le choix du peuple » et à ne pas céder aux appels de « certaines parties, qui veulent faire couler le sang des Algériens ». Le dirigeant du FIS a également lancé un appel aux cadres, les conviant à ne pas s'expatrier : « L'Etat islamique que nous projetons d'établir a, sans aucun doute, besoin de cadres dans tous les domaines. » Dans une déclaration, publiée samedi par le quotidien *Al Hayat*, M. Kebir avait précisé que le FIS œuvre pour l'instauration d'un « Etat islamique inspiré des expériences d'Iran, d'Arabie saoudite et du Soudan ». — (AFP, Reuters)

M. Pasqua souhaite une révision de la politique de coopération

L'éventualité d'une arrivée au pouvoir en Algérie du Front islamique du salut (FIS) et les conséquences qui en résulteraient sur les relations franco-algériennes suscitent des réactions contrastées dans la classe politique française. Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 5 janvier, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a estimé que « l'arrivée au pouvoir des intégristes constituerait la négation des droits de l'homme, et je ne parle pas des droits de la femme ». Pour M. Pasqua, « les Algériens doivent savoir d'ores et déjà que dans cette hypothèse les principes de la politique de coopération entre la France et leur pays seraient révisés ».

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a défendu une position plus nuancée, refusant a priori d'envisager une suspension

de l'aide de la CEE à l'Algérie. « Si on s'aperçoit demain que le régime se livre à une chasse aux sorcières, met des milliers de gens en prison, on en reparlera », a-t-il déclaré, dimanche, lors de l'émission « De la vérité » d'Antenne 2, mais je ne veux pas accoler tout de suite perspective de régime islamique avec un non absolu à une coopération avec l'Algérie, à la fois par réalisme et par équité, compte tenu de ce que nous faisons dans d'autres régions du monde. »

M. Kouchner : « L'Algérie n'est pas l'Iran »

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a également appelé à ne « pas dramatiser d'avance sur l'islam qui, après tout, est extrêmement proche de nous ».

« L'Algérie ce n'est pas l'Iran et les intégristes ne se ressemblent pas tous », a-t-il expliqué, dimanche, au cours de l'émission de TF1 « 7 sur 7 », faisant observer que s'il y avait eu en Méditerranée des « boat-peuple » marocains et albanais, il n'y en aurait pas eu en d'Algériens « et il n'y en aura peut-être pas ».

De son côté, Dominique Baudis, président exécutif du CDS, interrogé au Forum RMC/Express, a prononcé des « troubles graves en Algérie » dans l'hypothèse où le FIS remporterait en cause les élections libres. Evoquant les risques d'une prochaine vague d'immigration en France de cadres algériens, il a estimé que « ce qu'il faut leur expliquer, c'est qu'ils ne veulent pas leur pays et qu'ils travaillent pour la démocratie dans leur pays ».

MAROC : après la libération des frères Bourquiat

Le président Mitterrand exprime au roi Hassan II ses « plus vifs remerciements »

Le président François Mitterrand a exprimé au roi Hassan II du Maroc ses « plus vifs remerciements » pour la libération des trois frères Bourquiat, dans un message de vœux, adressé au souverain à l'occasion de l'anniversaire du Nouvel An, et rendu public, samedi 4 janvier, à Rabat. « Je vois dans la libération, qui est intervenue il y a quelques jours, de trois ressortissants français, un nouveau témoignage de l'importance que le roi « attache à la qualité » des relations entre le Maroc et la France, souligne notamment le président français.

M. Mitterrand se déclare, par ailleurs, persuadé, « tout comme » Hassan II, « qu'il est de l'intérêt (des) deux pays de maintenir et de développer encore les relations anciennes, qui se sont établies dans un climat exemplaire de confiance et de coopération ». Selon le chef de l'Etat français, « les liens de grande amitié qui unissent et lieront toujours nos deux peuples ne pourront que se renforcer encore dans l'avenir. Je

m'y emploierai pour ma part », conclut-il.

Les trois frères Bourquiat, qui sont arrivés en France vendredi soir, avaient été libérés le lundi 30 décembre (le Monde du 1^{er} janvier), après plus de dix-sept ans de détention au Maroc, pour des raisons qui n'ont jamais été officiellement expliquées par Rabat.

« Notre détention a été terrible », a déclaré l'aîné des frères, René Midhat, lors de la conférence de presse, organisée à leur arrivée à l'aéroport d'Orly. « Nous étions enfermés dans des espèces de tombes et nous pensions que nous n'en sortirions jamais », a-t-il poursuivi. Les trois frères, qui disent avoir souffert de la faim et, surtout, du froid, ont reçu des soins médicaux, avant d'être libérés, les autorités tenant à leur donner une allure « présentable », ont-ils précisé.

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, qui était l'invité, dimanche

soir, de l'émission « 7 sur 7 » sur TF1, a qualifié cette affaire d'« immonde » et de « scandaleuse ». « Dix-sept ans en cellule, sans jugement et au secret, c'est quelque chose qui me révolte », a-t-il affirmé. « Puisqu'on les a libérés, c'est que les droits de l'homme avancent, mais ils avancent sur leur dos », a déclaré M. Kouchner. « Bien sûr, l'espérance que les dirigeants seront tous punis », a conclu le secrétaire d'Etat. —

[On comprend que M. Mitterrand souhaite, pour de multiples raisons, que les relations avec Rabat s'améliorent. Mais était-ce vraiment nécessaire qu'il adresse ses « plus vifs remerciements » au roi Hassan II pour avoir — enfin — accordé sa grâce à trois Français emprisonnés depuis plus de dix-sept ans sans jugement, les autorités tenant à leur donner une allure « présentable » ? Qu'il ait dit cela sur les traitements qu'ils ont subis dans les geôles marocaines ? Qu'il ait dit cela à une audience scandaleuse est une bonne nouvelle. En revanche, celui qui en était responsable est suspect.]

TCHAD : l'armée ayant enrayé l'offensive des rebelles

M. Dumas a évoqué le prochain retrait des renforts français

Le ministre français des affaires étrangères a évoqué, dimanche 5 janvier, le retrait des renforts militaires français envoyés au Tchad vendredi dernier, à la suite de l'attaque des partisans de l'ancien président Hissène Habré dans la région du lac Tchad.

« Nous savons que le pouvoir du président Idriss Déby a rétabli la situation, donc c'est une question de quelques jours ou de quelques semaines », a déclaré M. Roland Dumas dans une interview à France-Info depuis Lagos (Nigéria).

« L'envoi de quelques centaines de soldats pour compléter les effectifs se trouvant déjà au Tchad avait essentiellement pour but de protéger la communauté française, a rappelé le ministre. Or il apparaît aujourd'hui que les choses ont bien été reprises en main par le pouvoir légal et que les inquiétudes que nous pouvions nourrir s'éloignent. »

Une délégation des forces armées occidentales (FAO) a sollicité en vain une intégration auprès de M. Roland Dumas, au cours de son passage samedi et dimanche au Nigéria, selon l'entourage du

ministre. La délégation, conduite par M. Ibrahim Mallah, premier vice-président des FAO, a transmis à M. Dumas un courrier dans lequel elle détaille la composition des forces armées de l'opposition engagées dans les combats.

Selon M. Mallah, ces forces, constituées en une coalition dénommée Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD), sont composées des FAO, conduites par leur deuxième vice-président Issa Moussa, et « du reste des soldats des FANT (forces armées nationales tchadiennes) sous la direction de Goukouni Guet ». M. Goukouni Guet, ancien collaborateur de M. Hissène Habré, ne représente plus les intérêts de l'ancien président tchadien, a affirmé un de ses lieutenants à l'AFP à Lagos.

Selon un envoyé spécial de Radio-Tchad, l'armée nationale tchadienne (ANT) « maîtrise bien la situation » à Bol, la localité qui avait été conquise par les rebelles. Les combats ont été « très meur-

triers », mais l'ANT a coupé la route aux rebelles, a ajouté Radio-Tchad. « Le sol était jonché de cadavres que les paysans tenaient désespérément d'enterrer. Il y avait eu des combats au corps à corps, et les défilées mortelles ont dû être regroupées pile-mêle dans des fosses communes », a précisé le journaliste. — (AFP, Reuters, AP)

La France veut renforcer ses relations avec le Nigéria. — La France souhaite renforcer ses relations politiques et économiques avec le Nigéria, quelle considère comme un « pays d'espoir », a déclaré M. Roland Dumas, dimanche 5 janvier, à Lagos, au cours d'une tournée qu'il avait menée, la veille, au Ghana, et le jour-même au Gabon. Interrogé à Libreville sur le soutien apporté par la France au processus démocratique en Afrique, le ministre des affaires étrangères a affirmé que « la démocratie n'était pas un problème à l'ordre du jour au Gabon ». M. Dumas devait arriver mardi à Abidjan, en Côte-d'Ivoire. — (AFP)

EN BRIEF

■ M. Genscher propose une réunion CEI-OTAN. — Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a proposé l'intégration des pays de la CEI dans le conseil de coopération nord-atlantique, instance qui réunit les pays membres de l'OTAN et les anciens membres du pacte de Varsovie. M. Genscher suggère qu'une réunion du conseil se tienne à cet effet en février. D'autre part, dans un entretien au journal de Halle *Mitteldeutsche Zeitung*, le ministre allemand propose que les Douze mettent en place des ambassades communes dans les Etats de la CEI. Cette idée paraît cependant avoir été écartée par d'autres pays européens dont la France.

■ ARGENTINE : le président Menem souhaite un arbitrage inter-

national sur les Malouines. — Le président argentin Carlos Menem a proposé, samedi 4 janvier, que le différend territorial entre Londres et Buenos-Aires sur les Iles Malouines soit soumis à un arbitrage international. « Je n'ai pas le moindre doute que les Iles Malouines seront récupérées par l'Argentine, objectif impossible à atteindre par la guerre », a déclaré M. Carlos Menem. L'Argentine et la Grande-Bretagne ont rétabli, en février 1990, leurs relations diplomatiques, rompues en 1982, lors de la guerre des Malouines. M. Menem doit se rendre à Londres cette année. — (AFP, Reuters)

■ KENYA : démission d'un sixième ministre. — Le ministre kenyan de l'environnement, M. Njoroge Mungai, a annoncé,

dimanche 5 janvier, sa démission et son ralliement au Forum pour le rétablissement de la démocratie (FORD), organisation d'opposition. M. Mungai est le sixième membre du gouvernement à avoir démissionné en deux semaines.

■ SOMALIE : un médecin de l'UNICEF est dans le Nord. — Une pédiatre du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), la doctoresse Martinka Pampalova, de nationalité bulgare, a été tuée, dimanche 5 janvier, à Bosaso, dans le nord de la Somalie, lors d'une attaque contre les locaux de l'ONU. Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a estimé, dimanche, à New York, que cet « événement tragique souligne, une nouvelle fois, les dangers encourus par les personnels de l'ONU, qui risquent leur vie en luttant en faveur de la paix ».

Manifestation à Paris

Pour la démocratie, contre le voile

Deux mille cinq cents à trois mille personnes se sont rassemblées place de la République, dimanche 5 janvier, à l'appel de la branche immigration du Front des forces socialistes (FFS), le parti de M. Hocine Alt Ahmed, qui avait organisé, le 2 janvier à Alger, la « marche pour la démocratie ».

Ils auraient bien voulu marcher comme à-bas, à Alger. Rédiger, sur le pavé de Paris, « la manifestation grandiose » du 2 janvier où 300 000 personnes, emmenées par M. Alt Ahmed, le leader du Front des forces socialistes (FFS), avaient, dans une joyeuse cohue, crié leur défilé à l'obscuration et à la peur.

Mais la police française ne les avait autorisés qu'à pénétrer quelques heures durant sur les trottoirs de la place de la République. Au cœur d'un Paris du dimanche, badaud devant ces Arabes sortis des ghettos, et qui, jamais, ne s'est mêlé à eux. Alors, utilisant au mieux ce qu'on leur avait concédé, ils avaient investi l'espace, distribué de petits tracts qui affirmait, comme on conjure le peur : « La situation est grave, mais rien n'est perdu ».

Il y avait de vieux ouvriers en pardessus sage, des jeunes en blouson, des femmes avec bébés et bibérons, et de moins jeunes, manifestant pour la première fois. Sur le toit d'une petite camionnette, les militants du FFS-Imm-

gration s'étaient époumonnés dans un micro asthmatique : « Non aux forces du passé. A bas le FIS. Votez au deuxième tour. Refusons la double fausseté d'une république islamique et d'un Etat policier. » Les discours improvisés tournaient un peu à vide quand les femmes se sont mises à fendre la foule, à bousculer les frères et les frères. On leur faisait la courte échelle et elles attrapaient le micro, réclamant le silence, l'écoute, avec une incroyable autorité. Karima, douze ans peut-être, et des jolies rondes de petite fille, les toisés avant de prendre la parole.

Fiers d'être Kabyles

Dans la foule, un vieux qu'elle ne pouvait entendre, a dit pour lui seul : « Vite, ma grande, Vite, dis-leur que tu ne veux pas du voile ni du fard ». Et Karima a poussé sa voix claire : « Nous, les Algériens, on veut pas se faire emmerder par les barbus ». Maquillées de rouge à joues, à lèvres, de bleu et de noir épais autour des yeux, d'autres femmes ont sauté, poussées des « you-you » et ri de voir leur cadette donner l'exemple. Elles ont, à leur tour, voulu parler. Samia, « au nom des jeunes Algériens de France », a dit sa peur : « Si avec Le Pen, on n'a pas notre place en France, à-bas, si l'Algérie est intégrée, on n'a pas notre place non plus. Je ne sais pas où on ira... »

Libres de dire leur peine d'un FLN « corrompu » qui « pendant trente ans a leur a sucé le sang »,

leur rejet viscéral du FIS et de son intolérance, ils se sont fait plaisir, et se sont réchauffés en mangeant des merguez de la démocratie qui grésillaient dans la fumée. Accroché à un réverbère, un jeune bouc s'est fait la tête de Gue. Virevoltant avec son Parfetto et ses gants de cuir noir. Les discours politiques, la présence parfois un peu lourde de militants du FFS glorifiant sans cesse leur leader, lui paraissent sans doute bien compliqués. Il a crié : « On veut la démocratie. Et puis c'est tout. » Un vieux a regardé un tout petit garçon et murmuré : « C'est eux, l'avenir de l'Algérie. Pour nous, c'est déjà trop tard. »

Beaucoup étaient kabyles et fiers du sursaut incarné par M. Alt Ahmed et le FFS, fiers de leur Kabylie qui, en votant massivement contre le FIS, avait « sauvé l'honneur de l'Algérie ». Cela sonnait comme une revanche après une si longue oppression.

Comme le toit de la camionnette commençait à s'élever, se gondoilaient sous le poids des orateurs d'occasion, et comme défilait était interdit, les organisateurs, après avoir rappelé qu'il était indispensable de voter au deuxième tour, décidaient de faire un tour d'honneur au milieu d'une circulation que la police interrompait à peine. Ce fut vite fait. Mais, dans la nuit tombée, ils n'arrivaient pas à partir. Refaisant l'histoire de leur passé sans trop savoir à quoi ressemblerait celle de demain.

AGATHE LOGEART

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
créée le 10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les éditeurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
Publicite

Jacques Lesourne, président
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonne-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-63-72-73
Téléc. MONOPUB 634 125 F
Téléfax : 46-63-44-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composée 30-15 - Tapes LEMONDE
ou 30-16 - Tapes LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-00

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE selon
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 065 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

FF, Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ص: ١٤٤٤٤٤٤٤

DIPLOMATIE

En échange d'un contrôle des installations nucléaires de Pyongyang

M. Bush propose de renoncer aux manœuvres militaires «Team Spirit» en Corée du Sud

La Corée du Nord signera d'ici à la fin de la semaine un accord autorisant des équipes internationales d'experts à inspecter ses installations nucléaires, a affirmé, lundi 6 janvier, un responsable du ministère sud-coréen des affaires étrangères.

Arrivé dimanche à Séoul, venant de Singapour (le Monde daté 5-6 janvier), le président américain a tendu la main à la Corée du Nord, avec laquelle les Sud-Coréens ont signé en décembre une série d'accords de paix. Lundi, au cours d'une conférence de presse, M. George Bush a proposé de renoncer aux manœuvres conjuguées américano-sud-coréennes si le régime du maréchal Kim Il-sung mettrait en pratique son engagement d'accepter un contrôle de l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA). «Si la Corée du Nord remplit ses obligations (...) le président [sud-coréen]

Roh Tae-woo et moi-même sommes prêts à abandonner les exercices «Team Spirit» pour cette année», a indiqué M. Bush, avant de rappeler son «engagement» d'assurer la sécurité de son allié. Les Etats-Unis seront présents dans ce pays «tant que cela restera nécessaire et tant qu'ils y seront bien accueillis. Qu'il n'y ait pas d'erreur à ce propos», Washington maintient au Sud 39 000 hommes et a interrompu le retrait de 6 000 soldats, dans l'attente du respect par Pyongyang de ses engagements.

«Une action prompte par le Nord marquera une nouvelle étape sur la voie de la paix (...). J'appelle la Corée du Nord à démontrer sa sincérité en acceptant ces inspections, pour suivre M. Bush, selon lequel «les promesses sur le papier ne suffisent pas à maintenir la paix». «Mes amis, s'est exclamé le président américain, le jour viendra où cette dernière blessure de la guerre froide guérira. La Corée sera de nouveau unie». De son côté, M. Roh a déclaré «parta-

ger» avec M. Bush «une position commune et inaliénable que la Corée du Nord doit ratifier sans délai l'accord de garanties nucléaires».

Le président Bush a, d'autre part, abordé le contentieux commercial «entre Séoul et Washington. Recevant des chefs d'entreprise coréens, il s'est livré à un vibrant plaidoyer contre le protectionnisme : «Je suis déterminé, en tant que président des Etats-Unis, à combattre les vagues du protectionnisme, qui sont quasiment inévitables lorsqu'une économie ne va pas bien (...). Nous restons engagés pour un commerce libre, et il est assuré. Je pense que c'est ce que veut le peuple américain, en dépit des sirènes du protectionnisme». M. Bush souhaite convaincre Séoul de réduire ses taxes à l'importation, tâche délicate alors que la Corée du Sud vient d'enregistrer, pour la première fois depuis 1983, un déficit commercial avec les Etats-Unis. Il devait quitter Séoul pour Tokyo mardi. (AFP, Reuters)

Selon un rapport d'experts

Les Etats-Unis devraient fortement réduire leurs armements stratégiques

Les Etats-Unis devraient réduire de 11 000 (actuellement) à 5 000 ogives leur arsenal d'armements nucléaires stratégiques déployés, et modifier leur déploiement à la suite de la désintégration de l'URSS, selon un rapport d'experts commandé par le Pentagone.

Ce rapport, rédigé par 21 spécialistes nucléaires, a été commandé par le général de l'armée de l'air Lee Butler, directeur du bureau américain du positionnement des armements nucléaires (US nuclear targeting).

Il propose de ramener le niveau des armements stratégiques américains à 4 000 ogives de moins que le niveau prévu par le traité START signé l'année dernière par les Etats-Unis et l'URSS.

Le rapport ajoute que d'autres réductions pourraient être effectuées mais que le nombre d'ogives américaines doit rester supérieur au total des ogives françaises, anglaises et chinoises, soit 1 500 actuellement. (AFP)

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : l'élection présidentielle de 1992

Deux candidats démocrates dévoilent leur programme économique

Deux candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre 1992 ont fait connaître dimanche 5 janvier leurs intentions en matière économique. M. Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, a déclaré sur la chaîne NBC que, s'il était élu président, il multiplierait par deux les crédits fédéraux consacrés à l'éducation et aux infrastructures telles que le réseau routier.

Selon M. Clinton, une grande partie du déficit actuel est dû au renflouement des caisses d'épargne et des banques en difficulté. Ses projets permettraient d'en finir avec cette situation. M. Bob Kerrey, sénateur du Nebraska, a affirmé sur la chaîne CNN qu'il créerait de nouveaux ministères destinés à permettre une action industrielle à long terme.

Il s'agit, selon M. Kerrey, d'enrayer le déclin des Etats-Unis dans les secteurs de la haute technologie au profit de l'Allemagne et du Japon. Le sénateur du Nebraska a d'autre part proposé l'instauration d'un système national d'assurance-maladie pour tous les Américains. (UPI)

SALVADOR

Le désarmement des rebelles est prévu en trois étapes

Continuant d'annoncer au compte-gouttes le contenu des accords de paix signés le 1^{er} janvier au siège de l'ONU à New-York, le président salvadorien Alfredo Cristiani a indiqué au cours du week-end que le désarmement des guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) se fera en trois étapes, d'ici au 31 octobre, sous la supervision de l'ONU.

La première phase prévoit le rassemblement des rebelles sur une cinquantaine de sites, dans huit des quatorze provinces du Salvador, dont la capitale. Dans un deuxième temps, l'armée cessera ses patrouilles et se rassemblera elle-même dans certaines zones distinctes, de manière que les rebelles puissent rendre leurs armes devant des observateurs de l'ONU, sans interférence militaire. Le FMLN devra avoir enfin complètement démantelé ses structures militaires avant la fin d'octobre, dernière étape.

Le gouvernement et les guérilleros se sont engagés à fixer le calendrier de ce processus et les modalités des ententes signées, avant le 10 janvier, faute de quoi l'ONU imposera un compromis. (UPI)

PHILIPPE PONS

La visite en Chine du ministre nippon des affaires étrangères

Le chef du PCC, M. Jiang Zemin a été invité à Tokyo

Le chef en titre du PC chinois, M. Jiang Zemin, se rendra au Japon au cours du premier semestre de 1992, a-t-on annoncé à Pékin à l'issue de la visite de M. Michio Watanabe, chef de la diplomatie japonaise, dans la capitale chinoise du 3 au 6 janvier.

PÉKIN

de notre correspondant

L'invitation adressée au plus haut responsable chinois par le Japon constitue un beau cadeau pour Pékin, après une année 1991 durant laquelle la Chine a réussi à faire plier le boycott diplomatique occidental imposé après la répression du mouvement de la place Tiananmen en juin 1989. Depuis le voyage historique de M. Deng Xiaoping, patriarche du régime, en 1978, puis celui, en 1983, du secrétaire général du PCC, le voisin nippon

avait préféré inviter des responsables gouvernementaux.

M. Jiang, dont la position de «noyau central de la troisième génération de dirigeants (communistes)» reste précieuse, s'en trouve renforcé. Pour Tokyo, c'est une manière de rassurer les dirigeants chinois, inquiets de la tournure que risque de prendre la politique régionale japonaise en réponse aux bouleversements mondiaux en cours.

Cette invitation ne signifie pas pour autant que les relations entre la Chine et le Japon, qui a mené tambour battant l'effort de réconciliation entre le monde capitaliste et Pékin, soient revenues au beau fixe. Pour Tokyo, renouer avec la Chine relève d'une nécessité de voisinage. «Nous pensons que le meilleur moyen de soutenir les réformes et l'ouverture de la Chine est de traiter avec la direction actuelle», note un diplomate japonais.

Mais, M. Watanabe a répondu évasivement à l'invitation insistante de Pékin à l'empereur Akihito de se

rendre en Chine cette année pour le vingtième anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques entre les deux puissances asiatiques au passé chargé d'hostilité. L'empereur, invité ailleurs, «étudie encore son emploi du temps», répond-on poliment du côté japonais.

Le chef de la diplomatie nipponne a également réitéré dans les mêmes termes que l'ancien premier ministre M. Kaifu, lors de sa visite à Pékin l'été dernier, l'espoir de voir la Chine prendre en compte les préoccupations des pays démocratiques. Il n'en est évidemment rien resté dans les comptes rendus officiels chinois. Mais Pékin n'en aura pas moins relevé que cette considération demeure une constante obligation de la diplomatie du Japon. Ce dernier demeure soucieux de ne pas apparaître au monde occidental, en particulier américain, comme une puissance asiatique cyniquement dépourvue d'intérêt pour les idéaux démocratiques.

FRANCIS DERON

L'AUTRE JOURNAL

100 raisons d'être gais, 100 raisons d'être tristes

Il existe infiniment plus de raisons d'être gai ou triste que vous ne l'imaginez...

L'exil sans fin des juifs soviétiques

Ils sont plus de 400 000 qui ont fui leur pays pour gagner la terre promise. Mais des centaines d'entre eux réclament le droit d'asile en Europe, dénonçant les discriminations dont ils sont victimes en Israël.

Naissance d'une passion

Dix histoires d'amour qui ont commencé par un quiproquo ou une plaisanterie.

Suisse, un anniversaire

La confédération helvétique fête sa sept centième année. Comment vivre à Lausanne quand on a vingt-cinq ans ?

Les terrains de sport

Ils ont de douze à vingt ans. Chaque samedi ils courent se rouler dans l'herbe et se baigner à vingt dans l'odeur de caoutchouc des tapis de gymnase.

Entretien avec Guy Bedos

«Ca m'énerve qu'on s'endorme quand je cause. J'ai le droit de tout dire, dans mon boulot la prudence est une faute professionnelle.»

... et des contes, des chroniques, des musiques, un inédit, l'horoscope...

L'Autre Journal, si c'est un roman, c'est le nôtre.

L'Autre Journal n° 20. Janvier 1992. 35 F

au succès du FIS

le une révision e coopération

Paris

contre le voile

ONSEMENTS

ABONNEMENT

Partie choisie

6 titres

PROCHE-ORIENT

Incertitude sur la reprise des négociations

L'ensemble des délégations arabes retardent leur départ pour Washington

L'incertitude demeure, lundi 6 janvier, sur le moment de la reprise des négociations bilatérales israélo-arabes, initialement prévue mardi. Pour protester contre les mesures d'expulsion prises par les Israéliens et en signe de solidarité avec la délégation palestinienne qui avait dès vendredi ajourné son départ vers Washington, les représentants syriens, libanais et jordaniens ont eux aussi reporté leur voyage dans la capitale américaine. Notre correspondante au Proche-Orient, Françoise Chipaux, nous indique que cette attitude solidaire des pays arabes dans

cette affaire est un succès pour l'OLP, qui, bien que non officiellement invitée à ces négociations, tient aujourd'hui le devant de la scène.

C'est lundi que la centrale palestinienne devait faire connaître sa décision sur la reprise des négociations, sans doute à l'issue de la visite que doit effectuer, dans la journée, à Damas le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat a multiplié les contacts depuis l'annonce de la décision israélienne, demandant notamment une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce week-end, il s'est

rendu successivement au Caire puis à Amman. S'il ne fait pas de doute que les délégations arabes iront à Washington, nul ne souhaitait rompre les négociations. M. Arafat entend marquer le coup, sachant que la décision israélienne a été quasi unanimement condamnée dans le monde.

Après la sévère condamnation américaine, accueillie «positivement» par l'OLP, la CEE a jugé en effet «illégal au regard du droit international» le bannissement de douze Palestiniens.

M. Shamir justifie les expulsions de Palestiniens

JERUSALEM

de notre correspondant

Foin des critiques internationales, «Israël se doit d'agir contre tous ceux qui soutiennent et encouragent le terrorisme et la violence». Ainsi M. Itzhak Shamir, ignorant avec superbe une condamnation quasi générale sur la scène internationale, a-t-il justifié et réitéré, dimanche après-midi, 5 janvier, la décision prise jeudi dernier par son gouvernement, d'expulser une douzaine d'activistes palestiniens. Le premier ministre, qui répondait à une question du cardinal américain, John O'Connor, en visite à Jérusalem, pour tenter d'améliorer

les relations entre le Vatican et l'Etat juif, a ajouté qu'il espérait que la mesure prise après le meurtre d'un colon juif, dans les territoires occupés – le quatrième en deux mois – contribuerait à mettre un terme au terrorisme.

Les familles des déportés en puissance – la mesure prise à leur encontre ne sera exécutoire que dans quelques semaines, après que les recours légaux auront été épuisés – ont certes demandé, dimanche au cours d'une conférence de presse à Jérusalem-Est, l'arrêt immédiat des négociations de paix, mais personne, y compris dans le camp palestinien, ne songeait sérieusement à cette possibi-

lité. L'opinion majoritaire à Jérusalem sur ce point, est que les pays arabes, à l'instar des négociateurs palestiniens avec lesquels ils coordonnent leur action, se satisfaisaient finalement d'une résolution des Nations Unies condamnant fermement la politique d'expulsion engagée par l'Etat juif.

«Le moment n'est jamais bon quand il s'agit de prendre une mesure inacceptable pour les autres», commentait pour sa part M. Ehud Olmert, l'un des ministres les plus proches de M. Shamir. «Mais il nous faut bien réagir à la violence et montrer qu'on ne peut pas à la fois conduire des négociations de paix et tuer des gens. Plus

sérieuses, et en tout cas plus immédiates, sont pour le premier ministre, les considérations de politique intérieure.

La Knesset devait notamment voter, lundi soir ou mardi matin, pour ou contre le projet d'élire dorénavant le premier ministre d'Israël au suffrage universel. M. Shamir est totalement opposé à ce bouleversement du système politique local et on lui prête l'intention de déclencher des élections législatives anticipées au cas où ce projet, cher à l'opposition, aurait des chances d'être approuvé par le parlement.

PATRICE CLAUDE

Selon le «Sunday Times»

L'Irak aurait livré de l'uranium à l'Algérie

L'Irak a envoyé en Algérie des experts et plus de 10 tonnes d'uranium naturel, affirme le *Sunday Times* dans sa dernière édition. Le chargement aurait été convoyé par camion jusqu'en Jordanie, puis embarqué vers Alger avant l'arrivée de la première équipe d'inspection des Nations unies en mai dernier. Selon le journal britannique, qui cite des sources proches des services secrets occidentaux, l'uranium et les techniciens seraient destinés au réacteur chinois en cours de construction à 200 kilomètres au sud d'Alger.

Ce réacteur de 15 mégawatts, qui devrait être opérationnel dans deux à trois ans, inquiète effectivement les experts, qui s'interrogent sur l'usage qu'en fera l'Algérie (*le Monde* daté 26-27 mai 1991). Et la percée du Front islamique aux élections algériennes pourrait effectivement faire craindre un axe Bagdad-Alger pour la mise au point d'une «bombe islamique».

Reste, souligne un porte-parole de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne, que «l'uranium naturel, qui n'est pas sujet à contrôle, peut s'acheter

sans problème sur le marché international». De plus, précise-t-il, «des pourparlers avec l'Algérie ont abouti à un accord que le conseil des gouverneurs de l'AIEA devrait approuver le mois prochain». Cet accord prévoit la possibilité pour les experts de l'AIEA d'inspecter le réacteur d'Aïn Oussera, conformément à l'intention affirmée par l'ancien premier ministre algérien, M. Mouloud Hamrouche, dans une interview qu'il nous avait accordée (*le Monde* du 17 mai 1991).

J.-P. D.

□ Mission de l'ONU sur les droits de l'homme. – Une équipe de l'ONU, chargée de mener en Irak la première enquête sur le respect des droits de l'homme dans ce pays, est arrivée vendredi 3 janvier à Bagdad. Présidée par M. Max Van der Stoep, ancien ministre néerlandais des affaires étrangères, cette mission est mandatée pour «se documenter sur toutes les accusations de violations des droits de l'homme». – (AFP)

□ LIBAN : assassinat d'un responsable du Fath. – Un représentant du Fath, principale composante de l'OLP, le «colonel» Hani Soliman, chef de l'ancienne garde personnelle de M. Arafat, a été tué, dimanche 5 janvier, à Saïda. Un inconnu armé d'un revolver muni d'un silencieux a ouvert le feu sur lui alors qu'il quittait son domicile. – (AFP)

□ Un Français tué par balle à Beyrouth. – Un ressortissant français, Vincent Quétel, cinquante-trois

ans, a été retrouvé tué d'une balle dans la tête, vendredi 3 janvier, à son domicile d'Achrafieh, le quartier chrétien de Beyrouth. D'origine égyptienne, installé au Liban depuis le début des années 60, Vincent Quétel, employé administratif à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu de France, était un chrétien militant, fondateur de l'Union fédérale des chrétiens d'Orient, une association caritative qui publiait régulièrement des communiqués appelant à l'union de la communauté chrétienne d'Orient. – (AFP)

Océan Indien

Vent de démocratie aux Seychelles

Après quatorze années de socialisme autoritaire, cet archipel de l'Océan Indien se convertit au multipartisme et libéralise son économie

VICTORIA (Seychelles)

de notre envoyé spécial

Le vent de la démocratie, venu d'Afrique, cresse enfin les superbes rivages seychellois. Après quatorze ans de socialisme autoritaire, le régime du président Franco-Albert René se convertit, à son tour, au pluralisme. L'archipel a pris ses rendez-vous avec le changement, fixés le 3 décembre dernier lors d'un congrès du parti unique, le Front progressiste du peuple seychellois (FPPS) (*le Monde* du 6 décembre 1991).

Depuis le 1^{er} janvier, qui se souvient peut-être d'un parti, pourvu d'un minimum de cent adhérents. Les exilés – politiques ou non – sont conviés à rentrer au pays. En juillet 1992, une commission constituante sera élue à la proportionnelle. Chaque parti ayant recueilli au moins 5 % des suffrages participera ensuite à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, soumise à référendum. Des élections générales auront lieu avant la fin de l'année.

Éviter

une coûteuse solitude

Ce scénario bien huilé, qui se veut un «modèle de transition», diffère à dessein des capricieuses mutations africaines, où la démocratie, ces temps-ci, s'invente lentement – et avec des bonheurs divers – dans les longues palabres des «conférences nationales». Ici, on vante trop la stabilité politique pour lui faire l'affront d'un désordre; on vénère trop la fragile unité nationale pour l'émettre en querelles superflues. Les Seychellois vivent donc un changement sans risque.

Et dans la continuité? Le chef de l'Etat y compte bien. Comme le dit Mgr Félix Paul, l'évêque catholique de Victoria (1), Franco-Albert René est un «fin rusé». Et son homologue anglican, Mgr French Chang Him, concède que l'octroi de la démocratie a pris de court tous les opposants – dont les gens d'Eglise – contraints d'applaudir un homme dont ils n'attendaient pas tant, et surtout si vite.

«Je n'ai jamais eu l'ambition de finir dans la peau d'un vieux président», nous dit M. René – à cinquante-six ans, dont plus de qua-

torze au pouvoir. Avant d'ajouter aussitôt que si, d'aventure, son parti restait maître du jeu, il proposerait la tenue, dès cette année, d'une élection présidentielle. Qui doute qu'il serait à nouveau candidat?

Si Franco-Albert René, naguère fervent avocat du parti unique, a soudain viré de bord, ce n'est pas seulement pour complaire à des opposants qu'il juge désormais plus raisonnables. C'est, à l'intérieur, pour redorer son régime, et pour échapper, à l'extérieur, au piège d'une solitude trop coûteuse.

Avant de se résoudre à une libéralisation qu'il tenait pour inéluctable, M. René avait parrainé – le 1^{er} décembre – un scrutin local censé ravivier le FPPS. Peine perdue: plus d'un électeur sur deux s'abstint ou désavoua les candidats du parti. Symptôme de lassitude envers le système? Quarante-huit heures plus tard, le président reprenait l'initiative, en inscrivant la démocratie à l'ordre du jour.

Les minuscules Seychelles n'ont pas échappé à la métamorphose du monde. Dans une région stratégiquement dépréciée, les brises océaniques ont chassé les dernières traces d'une guerre froide déjà bien lointaine. La mort de l'URSS prive M. René – comme beaucoup d'autres adeptes du socialisme tropical – du menu chantage amoureux qui fut longtemps l'arme des petits envers leurs grands parrains.

La rivalité Est-Ouest ayant disparu, ici comme ailleurs, on ne peut plus en jouer. Que valent, face à l'aide occidentale, quelques milliers de tonnes de mauvais ciment nord-cogé? L'argent vient surtout de l'Europe – M. René le sait – et d'abord de la France, premier bailleur de fonds et premier pourvoyeur de coopérants (2).

Les Seychellois, quoiqu'elles s'en défendent, ne pouvaient trop longtemps – sans s'isoler fâcheusement – faire la sourde oreille au discours de La Baule, qui lie aide et démocratie, surtout lorsque le Kenya lui-même, voisin d'Afrique anglophone cité en référence dans l'archipel – quoique si peu socialiste – finissait par succomber au multipartisme.

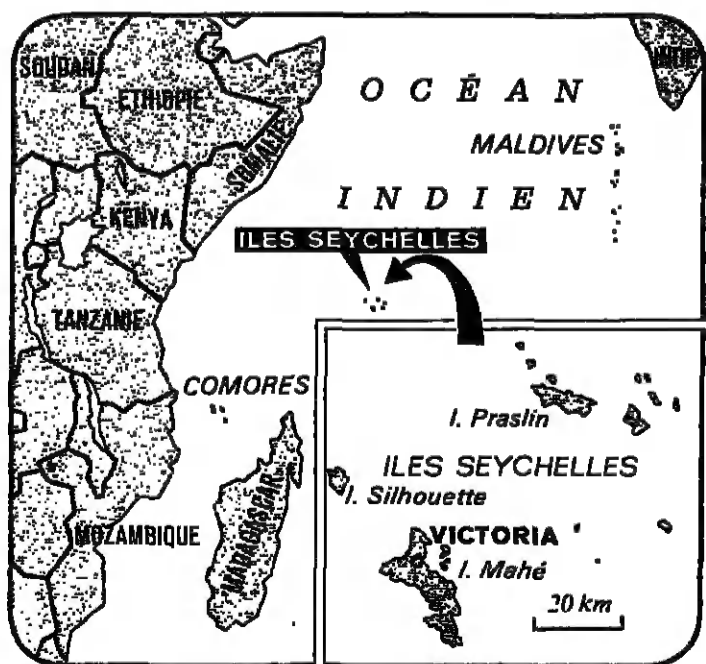
Pour attester sa bonne foi, M. René tient à donner des garanties. Les nouveaux partis recevront un pécule, la presse s'exprimera librement, la radio d'Etat cèdera la place à une station indépendante.

Autre gage: des observateurs du Commonwealth sont invités à superviser les élections. Le climat politique a déjà changé. L'évêque catholique a félicité en chaire le président. Les opposants, hier craintifs, commencent à prendre la parole.

Jugeant l'évolution «irréversible», le plus célèbre des quelques dizaines de milliers d'exilés seychellois,

cocotiers? Naguère porte-parole avoué du monde des marchands, l'ancien président conserve une clientèle dans la petite bourgeoisie, brimée par quinze ans de rigidité socialiste.

Mais il n'est d'évidence, pour un opposant, pire ennemi que l'exil, et son double, l'oubli. La jeunesse ignore tout de «Sir James», sauf le



James Mancham, s'apprête à revenir d'Angleterre. «Sir James», l'ennemi de classe de Franco-Albert René, son vieux rival destitué par la force en 1977, son contraire en politique et dans la vie, relèvera-t-il le gant présidentiel?

Avant le retour de «Sir James»

Si oui, la campagne électorale tournerait vite au duel entre les deux plus fortes personnalités du pays. Ou bien, comme on le murmure, envisage-t-il, sage et respecté, une douce retraite à l'ombre des

mal qu'on lui en a dit. Un divorce accru distingue les exilés des opposants de l'intérieur. Avec une dizaine d'intellectuels, Jean-François Ferrari – fils de l'ancien ministre Maxime Ferrari – lança l'an dernier, à coup de tract, le «Parti seychellois», comme une grosse blague semi-clandestine.

Depuis, ces jeunes «sociaux-démocrates» qui réclament «plus de liberté» – économique et politique – se sont pris au jeu et veulent «faire leur classe». Mais ils manquent d'âge, d'expérience et de moyens pour prétendre assurer vite la relève. De leur propre aveu, l'opposition, dans son ensemble, représente au mieux, pour l'instant, un gros tiers des Seychellois.

Celle-ci ne conteste pas les acquis du système, en matière de logement, de santé ou d'éducation, même si la scolarisation massive a rabaisé la qualité de l'enseignement. Le niveau de vie moyen ayant au moins doublé, en ces années socialistes, les Seychellois ont un revenu par tête – environ 5 000 dollars – supérieur à celui du Portugal.

Bien des Seychellois, qu'inquiète en outre un éventuel retour massif des émigrés, craignent de perdre au change. Même le «service national de la jeunesse», de plus en plus contesté, trouve ses défenseurs parmi des parents trop heureux que l'Etat, tout en formant leurs enfants à la vie communautaire, les prenne en charge pendant un an.

Le régime de Franco-Albert René garde une base sociale forte, que ce dernier s'attache à préserver en distribuant promotions et faveurs, comme aux conseillers de district, fraîchement élus et dotés de confortables émoluments. «Le président est déjà en campagne électorale», note Mgr Félix Paul. Il se comporte comme l'intendant de l'Évangile qui dilapide les biens de son maître pour ménager son propre avenir.

L'inconvénient d'être petit

Au nom du droit d'entreprendre, l'opposition veut rétablir le secteur privé, qui n'emploie que 40 % de la population active. Accablant la libéralisation de l'économie, le pouvoir desserre son carcan sur les prix et les licences d'importation et se dit prêt à vendre certaines des vingt sociétés d'Etat – dont dix hôtels – qu'il contrôle encore. Il n'empêche, affirme-t-on ici, que ces sociétés tant critiquées, parfois à juste titre, rapportent à l'Etat quatre fois plus en dividendes qu'elles ne lui coûtent en subventions.

Sur ces îles granitiques peu fertiles, l'agriculture traditionnelle (coco, canelle, vanille) décline inéluctablement. Faute de matières premières et de sources d'énergie, l'industrie reste embryonnaire (une conserverie de thon, quelques modestes usines de transformation). La pêche offre de meilleures perspectives. Le gouvernement, qui a concédé des licences aux flottilles

européennes et japonaises, touche des droits sur les cargaisons que celles-ci déclarent, sans avoir cependant les moyens de surveiller les campagnes des quarante-six thoniers qui décument ensemble l'immense zone maritime économique des Seychelles (environ 1 million de kilomètres carrés).

Dans cet archipel splendide, le tourisme procure la moitié des recettes en devises et reste la ressource reine. Elle le restera pourvu que le marché soit élargi, l'environnement protégé, l'hôtellerie rationalisée et, de manière générale, le rapport qualité-prix encore amélioré.

Mais la beauté – pourrait-on dire – ne nourrit pas ses îles. Avec leurs 67 000 habitants, les Seychelles illustrent trop bien l'inconvénient d'être petit, dénué et lointain. Mieux on y vit, plus on y consomme de produits importés, et plus on fait souffrir la balance des paiements, alors que le service de la dette est déjà lourd (10 % du PIB). Comme disent les experts, la croissance (5 % par an) ne s'émulera pas dans l'économie, faute de pouvoir diversifier les investissements rentables.

Aux Seychelles, on produit pour développer l'emploi, pas le profit, puisqu'il serait souvent moins coûteux d'acheter à l'étranger. A cause de l'étréoussé du marché, les coûts fixes sont disproportionnés par rapport aux bénéfices. On ne peut investir à la fois dans deux projets, tout aussi urgents. Entre un second thonier, un réservoir à eau supplémentaire et un deuxième avion pour Air Seychelles, il faut choisir. Ce pays jeune manque de cadres mais ne peut, le plus souvent, leur offrir un profil de carrière très alléchant (éventail des salaires trop étroit, espoirs de promotion trop lointains).

La démocratie ne règlera pas seule ces annus d'attente. Du moins peut-elle inciter au retour ceux qui l'ont attendue, sous le pâle soleil de l'exil.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) L'archipel compte 98 % de chrétiens (dont 92 % de catholiques et 6 % d'anglicans), 170 musulmans et quelques dizaines de bouddhistes.
(2) L'aide française annuelle comprend 25 millions de francs de dons et 40 millions de prêts de la Caisse centrale de coopération économique, trente-cinq coopérants français servent aux Seychelles, soit le plus fort taux par habitant après Djibouti.

صكزامت الأصل

ESPACE EUROPEEN

Lisbonne, capitale des Douze

Pour la première fois depuis son entrée dans la Communauté le Portugal assume la présidence. Avec sérieux et modestie.

LISBONNE

de notre correspondante

DEPUIS le 1^{er} janvier, le drapeau étoilé et bleu européen flotte sur le centre culturel de Belem, qui sera, pendant six mois, le siège de la présidence portugaise du conseil des ministres de la CEE. La brève cérémonie qui a rassemblé, mercredi dernier, les principaux responsables du pays, le président Mario Soares et le premier ministre Anibal Cavaco Silva, ainsi que les représentants du corps diplomatique des Douze, a marqué solennellement l'inauguration des nouvelles responsabilités européennes du Portugal et va faire de ce pays, pendant six mois, la vitrine de l'Europe.

Six ans plus tôt, jour pour jour, le 1^{er} janvier 1986, le Portugal faisait son entrée dans la CEE et se voyait confronté immédiatement aux mêmes responsabilités. Mais le tout jeune nouveau membre de la Communauté demandait à passer son tour, arguant de son manque de préparation pour assumer la présidence. Cette fois-ci, à Lisbonne, la sérénité est de mise. On assure que tout est prêt, même si les travaux du centre de Belem ont dû être menés tambour battant nuit et jour, sans relâche, par plus d'un millier d'ouvriers et de techniciens pour qu'à minuit le 31 décembre tout soit pratiquement terminé.

Cependant, les responsables portugais ne dissimulent pas que la tâche qui les attend sera rude. Succéder à la présidence mouvementée des Pays-Bas, ils vont trouver sur leur table de travail une avalanche de dossiers aussi volumineux que délicats alors que la situation est loin d'être stabilisée, notamment en Europe

de l'Est, avec le conflit yougoslave dont on ne voit pas la solution, la désintégration de l'ex-Union soviétique et les difficultés dans lesquelles s'enlèvent les économies des nouvelles démocraties. A cet égard, l'échéance du 15 janvier, date à laquelle la Communauté devra avoir défini des critères précis de reconnaissance de l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie, sera un premier test de la nouvelle présidence, d'autant plus que l'Allemagne, sans attendre ses partenaires, a décidé de reconnaître ces deux Républiques. Il faudra donc que le nouveau président fasse preuve de beaucoup de souplesse mais aussi d'une grande fermeté, voire d'autorité, pour convaincre les autres Etats-membres de parvenir à une position commune sur ce point.

Des initiatives vers l'Europe de l'Est ?

Le Portugal va être également confronté au problème du démantèlement de l'ex-URSS et, en tant que président, amené à suggérer des initiatives d'inter-vention de la CEE comme l'envoi sur place d'une mission de la « troïka », ainsi que le lui auraient suggéré ses prédécesseurs néerlandais. Dans le domaine communautaire, Lisbonne devra faire avancer le dossier de l'élargissement et de l'aide aux pays de l'Est. Les responsables portugais ont déjà indiqué qu'ils entendaient entamer très vite les discussions préliminaires en vue de l'adhésion de la Suède et de l'Autriche. Ils devront aussi inciter les Douze à se pencher sur la candidature norvégienne, qui pourrait être présentée au printemps 1992.

En ce qui concerne l'aide à accorder aux Républiques issues de l'ex-Union

soviétique, le Portugal, tout comme la Commission et certains Etats membres, estime qu'il s'agit d'une mission bien trop lourde à assumer pour la seule CEE et que les Etats-Unis doivent prendre leur part du fardeau. Le ministre portugais des affaires étrangères, M. João de Deus Pinheiro, a même suggéré récemment à Bruxelles que les structures de l'OTAN puissent être utilisées pour ce type d'opération.

Autre dossier est-européen qu'il incombera à la présidence portugaise de faire avancer : la négociation d'accords d'association avec la Roumanie et la Bulgarie, sur le modèle de ceux qui ont été conclus en décembre 1991 avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Toujours dans le domaine des relations avec les autres pays européens, le Portugal a affirmé sa détermination de tout faire pour que puisse entrer en vigueur, au 1^{er} janvier 1993, l'accord conclu en 1991 entre la CEE et l'AEE (Association économique de libre-échange), qui rassemble l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suède et la Suisse), créant un espace économique européen. La Cour suprême de justice de Luxembourg avait émis des réserves sur cet accord, qui devait déboucher sur la création d'un marché de 380 millions de personnes représentant 40 % du commerce mondial, bloquant ainsi son adoption. Il appartiendra au Portugal de rouvrir le dossier afin qu'il puisse être rapidement renégocié.

Mais le Portugal n'entend pas rester le regard fixé vers l'Est. Fort de son passé de grande puissance coloniale, à l'origine de l'épopée des grandes découvertes, il entend aussi resserrer les liens entre la CEE et les pays d'Afrique, notamment luso-

phones, d'Amérique latine et du Maghreb. D'autre part, un des temps forts de la présidence portugaise devrait être la renégociation, pour la période 1993-1997, du budget de la CEE, qui arrive à terme fin 1992. Pour le Portugal, il convient de s'atteler très vite à la tâche, d'autant que, par rapport aux cinq années précédentes, la CEE se voit désormais nantie de nouvelles obligations financières à l'égard des jeunes Républiques de l'ancienne Union soviétique et des pays de l'Est.

Ce budget tient particulièrement à cœur aux autorités, à qui il permettra de concrétiser la création d'un fonds de cohésion économique et social en vue de venir en aide aux régions les plus défavorisées des pays les moins riches de la Communauté que sont, outre le Portugal, l'Espagne, la Grèce et l'Irlande. Il faudra à la nouvelle présidence déployer beaucoup de force de conviction pour que ses partenaires plus puissants soient certains qu'elle ne cherche pas seulement à faire avancer ses intérêts d'Etat-membre en se servant de ses fonctions d'Etat-président.

Ne pas négliger les intérêts nationaux

Les dirigeants portugais seront confrontés à un autre problème similaire lorsque, toujours dans le cadre des discussions budgétaires, viendra le chapitre de la révision du niveau de soutien des prix des produits agricoles. A l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays européens, et notamment en France, la politique agricole commune, telle qu'elle est menée actuellement, est mal accueillie. De puissantes organisations professionnelles, comme la CAP (Confédération des

agriculteurs portugais), ont commencé à exercer de fortes pressions sur les politiques pour les inciter à mieux défendre les intérêts de leur agriculture, qui représente 6 % du PIB et emploie encore 21 % de la population active. Là aussi, les responsables portugais devront veiller à se comporter en tant que porte-parole d'une Europe confrontée dans ce secteur à l'agressivité des Etats-Unis, quand reprendront les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), sans donner pour autant l'impression à leur opinion publique de brader ce secteur de leur économie, en proie à de sérieuses difficultés.

Car, d'une manière plus générale, au cours de ces six prochains mois, le gouvernement de Lisbonne devra veiller à ne pas se concentrer sur les problèmes européens au risque de négliger les problèmes intérieurs. Après cinq années d'expansion, le Portugal aborde une période plus délicate avec une inflation toujours très élevée (11,4 %), des perspectives de croissance réduite (2,7 % en 1991 et 1992, contre 4 à 4,5 % les années précédentes) et d'accroissement du chômage, qui pourrait passer de 3,9 % en 1991 à 4,5 % en 1992 et à 5,3 % en 1993, selon l'OCDE. Le budget 1992, qui aurait dû être adopté en décembre dernier, n'a toujours pas été présenté au Parlement, les partenaires sociaux s'attendant à ce qu'il ait un goût de rigueur, voire d'austérité. D'ailleurs, le premier ministre a annoncé la couleur en prévoyant pour les Portugais une année difficile, où il leur faudra « travailler beaucoup ».

ALICE ILICCE

Egon Klepsch, M. le Président à Strasbourg

Un démocrate-chrétien allemand accède au perchoir de l'Assemblée européenne. Son programme : de bonnes idées, jamais appliquées.

STRASBOURG

(Communautés européennes) de notre correspondant

VOILA plus de dix ans qu'il en rêve. Cette fois, il est proche du but. Egon Klepsch (CDU) a de sérieuses chances d'accéder la semaine prochaine au perchoir de l'hémicycle de Strasbourg. L'actuel président des démocrates-chrétiens au Parlement de la CEE, regroupés au sein du Parti populaire européen (PPE), peut compter sur l'appui du groupe socialiste, son chef de file, Jean-Pierre Cot (PS), l'en a assuré.

En juillet 1989, à l'issue d'un accord conclu entre les deux principaux groupes de l'Assemblée des socialistes (179 sièges) et le PPE (123) - Jean-Pierre Cot publiait le communiqué suivant : « Si Enrique Baron est normalement élu président du Parlement européen, nous considérerons comme naturel que le second groupe espère alors, en 1992, à cette responsabilité et examinerons avec sympathie une candidature émanant du PPE. » Le socialiste espagnol avait été élu au premier tour. Egon Klepsch avait bien tenu ses troupes et peu de voix avaient manqué au socialiste espagnol.

L'accord tient encore bon, même si certains acceptent difficilement de s'y conformer. Ainsi, les travaillistes britanniques manifestent l'intention de présenter l'un des leurs contre le représentant de la CDU. Dans les rangs des démocrates-chrétiens aussi les mouvements d'humeur sont fréquents, mais à chaque fois, Egon Klepsch est parvenu à rétablir l'ordre. Jean-Pierre Cot avait exigé dès septembre dernier que le PPE lui communique le nom de son candidat, provoquant des déclarations outragées du type : « Nous ne sommes pas aux ordres des socialistes. » Peine perdue : le 1^{er} octobre suivant, le groupe

démocrate-chrétien désignait Egon Klepsch comme son candidat officiel.

L'échange de bons procédés entre les deux hommes n'a pas cessé depuis deux ans et demi : Egon Klepsch veut dix-huit parlementaires allemands de plus à Strasbourg pour tenir compte de la réunification, le gros de la troupe socialiste suit ; Jean-Pierre Cot demande le blocage de plusieurs rapports économiques qui ne prennent pas suffisamment en compte les aspects sociaux du grand marché, le PPE renonce à faire revenir les dossiers en session plénière...

Une volonté et un espoir

Derrière cette coopération sans faille, se profile la volonté farouche d'Egon Klepsch de devenir président et le secret espoir de Jean-Pierre Cot d'éviter plus de pouvoir que ne lui en donne la seule présidence du groupe socialiste. Mais le député du PS se fait peut-être quelques illusions s'il pense pouvoir être, derrière Egon Klepsch, le vrai « patron » du Parlement.

Si tout le monde s'accorde à dire qu'il ne dégage pas un réel charisme, le chrétien-démocrate allemand n'est pas dépourvu des qualités - et des défauts ! - nécessaires pour diriger l'Assemblée. Calculateur, habile, voire retors, ce Sudète de soixante et un ans tient depuis trop longtemps la « boutique » pour s'en laisser compter. Membre du Parlement européen depuis 1973, avant même qu'elle ne soit élu au suffrage universel direct, ce docteur en philosophie - diplômé qu'il a obtenu en RFA après s'être enfui de RDA en 1950 - a participé depuis de longues années à toutes les « cuisines » internes du Parlement, aux négociations pour l'élection des vice-présidents du Parlement et des présidents des commissions. Sans compter qu'il est devenu un passage obligé pour la



promotion des fonctionnaires, « depuis les grades A jusqu'aux huissiers », disent même les mauvaises langues.

Il est d'notoriété publique que Egon Klepsch observe et note tout. Lors des réunions de son groupe, il enregistre les présents et les absents parmi les parlementaires et les fonctionnaires attachés à sa formation. Sous ses allures de « bon gros », il est en réalité un superbe organisateur qui

dirige avec beaucoup d'autorité cent vingt-deux démocrates-chrétiens européens. Pour que rien n'échappe à sa vigilance, il s'appuie sur ses trois compagnons préférés de skat (le jeu de cartes populaire allemand), tous élus de la CDU : Doris Pack, Bernhard Salzer, Horst Langes.

Ce dernier est d'ailleurs le président de la Fondation pour la coopération des démocrates-chrétiens d'Europe que le PPE a créée

- la plupart des autres groupes de l'hémicycle européen ont aussi leur fondation - avec des fonds atteignant 3,5 millions d'euros (24,5 millions de francs) grâce aux sommes substantielles que verse le budget communautaire à cette formation et aux autres.

Voter des deux mains

Que Klepsch utilise à merveille les moyens à sa disposition est indéniable. Il n'empêche : il est un grand travailleur qui ne rechigne pas aux tâches les plus ingrates. Dans un article récent qu'il lui consacrait, le magazine anglais *The Economist*, n'écrivait-il pas que le futur président avait donné son nom à un nouveau verbe : « To Klepsch », qui pourrait signifier « voter des deux mains ». Il faut aussi lui reconnaître beaucoup de courage et de persévérance. Malgré deux opérations du cœur, dont la dernière au printemps 1991, il est toujours aussi actif et croit plus que jamais à sa vocation.

Il explique son bel optimisme par l'accord, bien sûr, avec les socialistes mais aussi par le soutien des conservateurs qui, après le soutien pour l'élection du président, devraient rejoindre le PPE dans une « communauté de groupes ». Selon le député de la CDU, les élus du RPR seraient également favorables à sa candidature.

Ironie de l'histoire parlementaire européenne, ce sont les conservateurs qui ont largement contribué à l'échec d'Egon Klepsch lors de sa première tentative, en 1982, à la présidence de l'Assemblée. Alors que la majorité de l'hémicycle était largement de droite, un socialiste néerlandais, Piet Denker, avait été élu à la surprise générale. A l'époque, les tories avaient reproché au parlementaire allemand de se présenter malgré l'accord, qui existait d'après eux, selon lequel un conservateur britannique devait succéder à

Simone Veil. Depuis, l'un d'eux, Lord Plumb, a occupé le perchoir et, surtout, les conservateurs, moins nombreux désormais, sont acquis à l'idée qu'il faut chercher des alliances pour mieux peser sur les travaux parlementaires.

De toute évidence, Egon Klepsch, qui a « choisi l'Europe dès 1954 », juge indispensable que la CDU allemande exerce un contrôle sur la formation démocrate-chrétienne au Parlement. Sûr de l'appui de Helmut Kohl - son « ami depuis 1952 », pas au point toutefois de lui accorder un poste de commissaire à Bruxelles - qui l'a soutenu dans son initiative pour demander une Douze l'augmentation de la représentation parlementaire allemande, il ne doute pas de sa mission.

Il est d'autant moins circonspect qu'aucun concurrent sérieux ne se profile à l'horizon. Reste que son programme pour la présidence se limite à des idées maintes fois entendues et qui n'ont jamais été appliquées. C'est le cas de l'allègement de l'ordre du jour des sessions plénières afin de permettre des débats plus denses sur les grands dossiers communautaires et internationaux. Il est aussi question d'une coopération étroite avec les Parlements nationaux pour mieux contrôler les exécutifs. Dans ce registre, Egon Klepsch professe les idées de tout parlementaire européen.

Le futur président n'est certes pas un grand politicien mais il est probablement un bon politicien. Il s'est rendu tristement célèbre en déclarant, après un voyage à Bucarest, que la Roumanie était sur la bonne voie... quelques mois avant la chute du régime Ceaucescu. Mais il n'est pas le seul à s'être trompé. L'Assemblée de la CEE aura, somme toute, le président qu'elle mérite.

MARCEL SCOTTO

ESPACE EUROPÉEN

REVUE
DE PRESSELe temps
des défis

Le verdict d'El Pais est sans appel : « Le premier sommet des dirigeants de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) fut un échec retentissant. » Revenant sur la réunion des dirigeants des onze Républiques anciennement soviétiques, fin décembre à Minsk, le quotidien madrilène estime que M. Boris Eltsine a, là encore, dû « soigner » le lobby militaire. « Après la mise en place de la CEI, souligne le journal, le président russe a su gagner les faveurs de l'armée en lui faisant certaines concessions, comme le doublement des salaires et la promesse de rapidement construire de nouveaux logements pour les milliers d'officiers qui reviennent d'Europe de l'Est. » Mais à Minsk les dirigeants de la CEI ont buté sur la question militaire. « La Russie, note El Pais, s'est heurtée à l'insistance des autres Républiques, notamment l'Ukraine, qui ne veulent pas attendre plusieurs années avant de créer leurs propres armées nationales. »

Malgré ce revers, constate La Repubblica, la république de Russie, « héritière morale et matérielle de l'URSS », domine sans conteste la CEI. « Comme l'Allemagne au sein de la CEE, la « super-puissance » russe cherche à imposer sa volonté aux autres membres d'une communauté qui s'étend de la frontière polonaise au Pacifique. » Exemple : « La Russie d'Eltsine a démontré son pouvoir en décidant de libéraliser les prix à partir du 2 janvier, écrit le quotidien italien. Alors que les autres Républiques souhaitaient reporter cette décision. » C'est bien la preuve que les anciens rapports de force perdurent sous une nouvelle forme, souligne la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Or, « ce qui s'est passé à Minsk doit sembler bien injuste à M. Boris Eltsine. De tous les maîtres du Kremlin, il est celui qui a montré le plus de compréhension pour les problèmes nationaux des peuples non russes. »

La Times est moins indulgente pour le président russe. « M. Eltsine se félicite que les énormes changements qui ont conduit à la naissance de la CEI se soient déroulés pacifiquement. Pourtant, il n'y a aucune raison d'être complaisant. Les dirigeants, rassemblés à Minsk, doivent se rendre compte que la faim, la confusion, la jalousie et l'angoisse dominent la vie quotidienne (dans l'ex-URSS). S'ils ne restent pas davantage à l'écoute de ces réalités, leur nouvelle Communauté est vouée à l'échec. »

En dépit de ces nombreux obstacles, le Soir estime que « 1991 nous donne une extraordinaire raison d'espérer. Le quotidien bruxellois rappelle qu'il y a vingt ans, tous les politologues expliquaient que le système totalitaire soviétique était indestructible. Le temps et le courage de dirigeants comme Gorbatchev ont montré le contraire. » Conclusion du Soir : « Le temps des carottes n'était souvent bon que pour la paresse mentale. Le temps des défis est plus stimulant pour l'intelligence et pour la volonté. »

Y.-M. R.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

BRUXELLES
STRASBOURG

Erasmus est passé par Maastricht

La fièvre qui a entouré les discussions de Maastricht autour des grands dossiers économiques et politiques a fait passer au second plan d'autres sujets moins spectaculaires, mais appelés à avoir des répercussions importantes dans la vie des citoyens européens, comme dans le domaine de l'éducation. Pour la première fois, la formation – cette grande absente du traité de Rome – figure explicitement dans l'acte constitutif de la Communauté. Le texte approuvé à Maastricht par les chefs d'Etat précise que « la Communauté contribue au développement d'une éducation de qualité » et que son action « vise... à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance des diplômes et des périodes d'études ».

Cette disposition du traité devrait, en particulier, donner un élan nouveau aux programmes communautaires Erasmus et Comett, dont la mise en place s'est heurtée à d'innombrables difficultés, mais qui ont suscité, chez les étudiants, un engouement

considérable. L'enquête menée par le Monde de l'éducation de janvier auprès de la totalité des universités françaises permet de constater que, si la mobilité voulue par la Communauté est encore loin d'avoir l'ampleur souhaitée, le mouvement est bien lancé et, désormais, un caractère irréversible (1). Confrontées à des difficultés financières et administratives, les universités ont pris, le plus souvent avec l'aide des régions, toutes sortes d'initiatives pour répondre aux demandes des étudiants.

La réussite d'Erasmus se mesure d'abord par le nombre impressionnant des candidatures qu'il a suscitées. « Le succès de l'initiative européenne doit être jugé à l'aune de l'étonnante notoriété qu'elle a acquise en peu de temps, à la qualité des dossiers, au changement dans les mentalités », note M. Albert Prévost, directeur du Centre national des œuvres universitaires chargé de gérer l'application de ce programme en France. Malheureusement, les crédits alloués par Bruxelles sont loin de

répondre à cette attente, puisque leur répartition entre les pays de la Communauté se fait en fonction de la population étudiante de chacun et non du nombre des candidatures. Ainsi la France qui, à elle seule, a expédié 5 000 étudiants, chez l'un de ses onze partenaires, sur les 28 500 jeunes Européens ayant bénéficié de ces programmes, n'a pas reçu une somme correspondant à cette participation. La contribution perçue par un jeune Français est d'environ 800 francs par mois, ce qui est nettement inférieur à celle dont bénéficiera un Italien par exemple. Pour les aider à joindre les deux bouts, le ministère de l'éducation nationale consacre 10 millions de francs par an, soit... 300 francs par mois par étudiant.

Les collectivités locales
en pointe

Le reste est fourni par les collectivités territoriales, dont beaucoup ont compris l'intérêt qu'il y a à encourager leurs étudiants à acquérir une formation européenne. Certaines ont déjà pris une bonne longueur d'avance

dans cette course, comme la région Rhône-Alpes qui est, de loin, celle qui aide le plus ses ressortissants et qui profite le plus de l'argent de Bruxelles. Les universités Lyon-II, Grenoble-II, Chambéry et l'Institut national polytechnique de Grenoble sont parmi les établissements français les plus « européens ». Dans d'autres régions, on relève les bons résultats des universités Lille-I, Strasbourg-III, Compiègne (dont 10 % des élèves ingénieurs sont partis à l'étranger), de celle du Havre (très aidée par la ville et le département) et de l'Institut national polytechnique de Lorraine.

Les difficultés financières et matérielles, en particulier de logement, sont évidemment les principaux obstacles au développement des échanges européens. Mais les problèmes pédagogiques ne sont pas moins importants, notamment l'hétérogénéité des programmes et des calendriers universitaires. D'où l'intérêt du programme pilote baptisé ECTS (Système européen d'unités capitalisables transférables) qui permet de val-

der des périodes d'études effectuées dans un autre pays de la Communauté. Cette formule pourrait être l'émorce d'un système européen d'études universitaires.

Avec à peine 3 % d'étudiants ayant fait des études dans un autre pays de la Communauté, la France, comme ses autres partenaires, est loin de l'objectif de 10 % fixé par la CEE lorsqu'elle a lancé Erasmus. Mais, dans un processus qui touche d'abord les mentalités et les habitudes culturelles, le bilan ne se lit pas seulement dans les chiffres. L'enquête du Monde de l'éducation fait clairement apparaître qu'une étape a été franchie : les établissements d'enseignement ont commencé à s'organiser, pour faire entrer dans la réalité ce qui est longtemps resté du domaine de l'intention.

FRÉDÉRIC GAUSSEN

(1) Ce nombre contient notamment un répertoire des très nombreux organismes qui, en dehors de la Communauté, offrent des bourses pour partir étudier à l'étranger.

Tribune européenne

Une économie sanitaire et sociale de marché

par Dominique Jolly

A U moment où le débat concernant le devenir de notre système de santé s'intensifie en France dans un climat fébrile et passionné, je souhaite évoquer l'évolution, à mon avis inéluctable, de notre organisation de soins à moyen terme.

Je suis depuis quelque temps impressionné par une évidence de moins en moins contestable : quel que soit le système de santé en vigueur dans les pays industrialisés, malgré les différences d'organisation et l'importance des dépenses de santé, variant parfois du simple au double d'un pays à l'autre, ces pays sont confrontés aux mêmes types de problèmes : la qualité des soins est souvent incertaine, car appuyée sur des indicateurs essentiellement globaux ; les dépenses de santé croissent plus vite que la production nationale et vont continuer d'augmenter. Renoncer à des mécanismes qui font jouer la solidarité et, permettent l'accès aux soins de toute la population n'est souhaité par aucun pays. Il n'est pas non plus concevable de renoncer aux progrès techniques de plus en plus sophistiqués et coûteux.

Ces données engendrent un malaise grandissant chez les hommes politiques qui veulent faire de la maîtrise des dépenses de santé leur cheval de bataille ; elles expliquent aussi le malaise qui se développe chez les professionnels quelles que soient leurs responsabi-

lités car, pour eux, la maîtrise des dépenses de santé ne peut être considérée comme une fin en soi, elle risque de mettre en péril le premier objectif d'une politique de santé : « soigner au mieux les malades, avec équité et selon les progrès de la science médicale », même si cette politique doit effectivement intégrer le fait que les ressources sont globalement rares.

Des souhaits
de réformes identiques

Ce qui me frappe, c'est qu'à cette concordance de problèmes concernant la santé dans les pays industrialisés correspond une concordance de souhaits de réformes identiques, de solutions très proches où chaque pays recherche un équilibre en empruntant soit au système libéral, soit au système étatique ce qui lui fait défaut : par exemple le Royaume-Uni introduit la privatisation à côté de son système de santé national, les Etats-Unis d'Amérique, dont le système de santé est libéral et essentiellement privé, réfléchissent à l'introduction d'un mécanisme d'assurance-maladie à l'échelle nationale, inquiets qu'ils sont, à juste titre, de leurs 34 millions d'excusés.

Toutes ces évolutions, qui se font dans la même sens, vont aboutir, de façon inéluctable, au fait que les pays industrialisés vont avoir, dans quelques années, des systèmes de santé très proches les uns des

autres. Ce rapprochement, qui aura pour conséquence l'harmonisation, en particulier en Europe, des systèmes de santé et de leur financement, aura pour effet de limiter les principes de base suivants :

1) L'élaboration de la politique de santé de chaque pays sera encadrée par une loi globale sanitaire et sociale et non pas par une loi à caractère strictement hospitalier, et sera associée à une politique du bon usage des ressources financières qu'elles soient publiques ou privées.

2) Le financement restera majoritairement socialisé ou collectif, qu'il s'agisse d'un mécanisme d'assurance-maladie obligatoire ou d'un prélèvement par les impôts, en sachant contenir ces cotisations dans certaines limites au-delà desquelles leur augmentation met en péril l'économie du pays et partant la compétitivité des entreprises dans l'économie internationale par l'impact négatif des cotisations sociales sur le prix des biens et des services.

Sachant que les dépenses de santé ne feront qu'augmenter (à cause des progrès techniques et du vieillissement des populations), il ne faut pas exclure, mais bien au contraire favoriser la possibilité d'un financement complémentaire accru par les assurances privées et les mutuelles.

3) L'utilisation des ressources doit être la meilleure possible : il est donc nécessaire d'évaluer la qualité des soins, des technologies. Evaluer ne veut dire ni condamner ni contrôler ; il s'agit d'une démarche des professionnels eux-mêmes qui doivent faire le bien de ce qu'ils font dans leur pratique quotidienne par rapport au consensus scientifique sur ce qu'il faudrait faire. Il est nécessaire pour cela que les médecins reçoivent des aides méthodologiques et financières. L'évaluation médicale est la seule technique permettant de savoir si les ressources utilisées servent vraiment à améliorer la qualité des soins ou bien si un budget arbitrairement restreint pour cause de maîtrise des dépenses ne va pas remettre en cause tout à coup cette qualité.

4) Il doit y avoir dualité du système hospitalier, public et privé : c'est une source de saine concurrence, de meilleur accès aux soins et, dans les bons exemples, de complémentarité.

Une organisation
régionale

5) Sur le plan national seront réservées les grandes orientations de la politique de santé tandis que les régions auront les moyens et la compétence de définir les stratégies sanitaires adaptées à leurs propres besoins. L'Espagne, le Canada, l'Allemagne, l'Angleterre, la Suède ont déjà mis en place des organisations de ce type.

6) L'hospitalocentrisme de nos systèmes va évoluer : il y aura moins d'hospitalisations, elles seront moins longues dans le temps lorsqu'elles existeront, entraînant

une diminution importante du nombre de lits aigus et donc la fermeture d'hôpitaux entiers. Soins à domicile, hospitalisation à domicile, mais aussi hospitalisation de jour, de nuit et de week-end vont devenir des pratiques courantes.

Le nombre des personnels médicaux et infirmiers augmentera à activité égale : celle-ci ne peut plus être mesurée seulement en nombre de lits, car la charge de soins par malade augmentera en particulier dans les centres hospitaliers universitaires où consultations et nouvelles stratégies de diagnostic et de traitement nécessiteront plus de personnel.

Tous les pays vont augmenter le nombre d'établissements pour personnes âgées et reconstruire la spécialité de la gériatrie : il s'agit là d'un problème majeur qui va devenir crucial au début du vingt et unième siècle.

7) La gestion optimale des hôpitaux sera un objectif primordial et le gestionnaire hospitalier, confronté à la complexité nouvelle des énormes entreprises qui sont devenues les hôpitaux, sera nécessairement assisté d'un directeur, médecin, chargé des soins médicaux, et d'un directeur, infirmier, chargé des soins infirmiers.

8) Les hôpitaux seront tous financés par un nouveau budget global (excluant les effets pervers actuels d'un budget dont la décision est totalement administrative), fondé sur les coûts des pathologies, fonction de la gravité des cas, des malades soignés.

La rémunération des médecins libéraux évoluera également dans le cadre d'une enveloppe globale des soins de ville qui ne sera pas une enveloppe globale rigide financière mais un volume défini d'actes médi-

caux assorti à un taux de progression annuelle à justifier s'il y a dépassement ; évolution que l'on observe actuellement dans le système allemand.

9) Le corps médical s'impliquera dans l'organisation des soins et deviendra partie prenante aux problèmes d'économie de la santé, même s'il doit continuer à privilégier la relation médecin-malade. Il aura pris conscience des problèmes collectifs liés au bon fonctionnement du système et à son financement.

10) Les gestionnaires, les économistes et les hauts fonctionnaires en charge de dossiers concernant la santé auront fait l'effort de mieux comprendre les professionnels de santé et les voyant évoluer dans leur activité quotidienne : ils auront enfin réalisé les multiples difficultés de soigner les malades et la complexité des tâches.

Tous les pays vont voir évoluer leur système de santé vers un nouvel équilibre. Même si, en théorie, santé et protection sociale ne font pas partie des secteurs de l'économie « harmonisés » entre les douze pays membres de la CEE, la plupart des pays européens s'orienteront vers ce que j'appellerai une « économie sanitaire et sociale de marché » comme on parle en Allemagne après la guerre d'économie sociale de marché. Il serait regrettable que la France, en n'ayant pour seul objectif la maîtrise des dépenses de santé, s'en tienne à des décisions bureaucratiques autoritaires, au lieu de transformer d'urgence le système de santé français dans le sens de l'Histoire.

► Dominique Jolly est professeur des universités, praticien hospitalier.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
10 F
Janvier 1992

Premier dossier
Les Jeux olympiques d'hiver
Formidable enjeu pour la Savoie, les Jeux olympiques d'hiver ont été l'occasion d'un épique marathon financier, et on n'est pas encore... au bout des comptes. Les difficultés ne doivent cependant pas faire oublier l'idéal olympique et la beauté du spectacle.

Second dossier
Les PME-PMI
Les PME-PMI occupent une place prépondérante dans le tissu industriel français. Souvent dynamiques et créatrices d'emplois, elles rencontrent de nombreux problèmes que le plan lancé à la rentrée par le premier ministre devrait aider à résoudre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Gullu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amalric, Thomas Farenczi
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

مكتبات الأصل

ESPACE EUROPEEN

Le Luxembourg, dedans et dehors

Le grand-duché, qui s'apprête à recevoir François Mitterrand doit renoncer à certains privilèges pour se conformer aux règles communautaires

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

PAS de gardes devant la présidence du gouvernement luxembourgeois, pas d'escaliers monumentaux. On s'essuie les pieds sur un peilasson de caoutchouc vert, on sonne, on se présente à un huissier et on entre directement dans l'antichambre de M. Jacques Santer. « Ma porte est ouverte à mes administrés tous les jours », explique le premier ministre chrétien-social, ministre d'Etat, ministre du Trésor et des affaires culturelles. C'est l'avantage d'être un petit pays ; on peut y pratiquer la démocratie directe.

Cérémonial aussi réduit, à deux pas de là, chez l'autre Jacques Poos, celui qui représente les socialistes dans la coalition gouvernementale, vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la force publique. Même calme, même absence de coups de téléphone, même temps accordé au visiteur pour expliquer la singularité d'être luxembourgeois.

De la cuisine politique - pas nécessairement plus simple dans un pays de 395 000 habitants - et des problèmes économiques nationaux, les deux responsables sont prêts à parler longuement, avec leurs dards de sincérité, leurs omissions, leurs habiletés de chefs de parti. Mais ce qui les inspire le plus, c'est la Communauté européenne, comme si leurs esprits étaient encore tout occupés par ce qui fut leur grande affaire pendant le premier semestre de l'année dernière : la présidence des Douze.

Un paradoxe et un défi

« A quoi sert la présidence - astreignante, coûteuse et des fois fastidieuse - pour un pays de la dimension du Luxembourg ? dit M. Poos. Gérer, et bien gérer, la présidence, n'est pas seulement un devoir. C'est essentiellement l'affirmation de notre existence nationale. »

Bien faire son devoir d'Européen afin d'assurer la pérennité institutionnelle - pour le plus petit des Douze, il n'est d'avenir que dans l'ensemble communautaire dont il est un des pères fondateurs. Mais le paradoxe et le défi, pour lui, tiennent à ce que la construction européenne implique l'adoption de règles qui sont une menace pour sa spécialité : les produits financiers.

« Un pied dans l'Europe, un autre dehors, commente un responsable de l'opposition libérale. On commence à se rendre compte que la situation va se modifier. Dans le

cadre de l'union économique et monétaire, la question de la fiscalité de l'épargne va se poser. Pour le moment, la confrontation avec la Commission a été évitée, mais on sent venir la fin de la rente de situation. Est-ce la clôture prochaine du spectacle : ces rues bordées de banques annonçant toutes des « coupons » plus mirobolants les uns que les autres ? Ces Belges, Français ou Allemands passant sans problèmes une frontière symbolique pour de lucratives opérations consistant à parer un personnel polyglotte ? Avec un limier français relevant le numéro minéralogique de ses visiteurs. Ou un autre sous-doyant un employé pour en savoir davantage sur les comptes des clients qui jouent à cache-cache avec le Trésor.

Sans la sidérurgie, avant guerre, le Luxembourg n'aurait été que l'équivalent d'un petit département français à vocation rurale. L'Arbed (Acieries réunies de Burbach-Eich-Dudange) occupe toujours le plus bel immeuble de la capitale, mais, depuis 1974, elle a ramené ses effectifs de 29 000 à 10 000... sans un licenciement, uniquement avec des reclassements et des départs en retraite anticipée. L'Etat eut les reins assez solides pour prendre en charge une partie du coût social de l'opération, grâce à deux filons grands-duchiaux : le marché interbancaire des eurodollars, ces capitaux baladeurs que d'habiles professionnels sautent fixer dans la verdure des Ardennes ; et les organismes de placements collectifs (OPC), parmi lesquels la « Sicav de droit luxembourgeois » se tailla rapidement une réputation méritée.

« Si nous n'étions pas déjà une place financière, nous n'aurions aucun intérêt à en devenir une, affirme M. Jean Gullik, directeur de l'Institut monétaire luxembourgeois, l'équivalent d'une banque centrale et de la Commission bancaire en France. La concurrence joue à plein. Aujourd'hui, chaque pays est un paradis fiscal pour son voisin. Toutes les banques font des facilités aux non-résidents. Nous profitons de notre situation géographique à l'intersection de trois clientèles très portées sur ces problèmes de placement, et nous bénéficions de notre savoir-faire et de notre réputation. Malgré les fusions, le nombre des implantations continue d'augmenter ici. Nous en sommes à 187 banques, dont 21 françaises, contre 9 en 1988. Dans un groupe international, il y a division du travail, et on sait ce qu'il faut faire à Luxembourg : des euro-obligations et de la gestion de fortunes privées. L'abolition du contrôle des changes nous a aidés et nous travaillons en toute légalité. »

Avec le bénéfice aussi du secret fiscal, à l'abolition duquel le grand-

duché s'est opposé dans les instances communautaires. « Mais nous sommes d'accord pour une coopération judiciaire dans les grosses affaires », poursuit M. Gullik. Nous allons faire voter pendant cette session parlementaire une loi sur l'escroquerie fixant un cadre à cette coopération avec l'étranger.

Ce texte devrait compléter une loi adoptée en 1989 contre le blanchiment de l'argent sale, le Luxembourg ayant par ailleurs fait adopter, pendant sa présidence de la Communauté, une directive contre le recyclage des bénéfices de la drogue. « Nous surveillons les banques, nous ne pouvons pas contrôler les clients. Quand il y a enquête nous voulons coopérer. »

En vertu de quoi, trois Colombiens, accusés d'avoir blanchi 36 millions de dollars en provenance du trafic de cocaïne, sont actuellement jugés à Luxembourg, à partir d'un dossier fourni par les Américains. Une procédure dénoncée par les avocats, selon lesquels le grand-duché fait du zèle après avoir senti le vent du boulet, cet été, dans l'af-

faire de la BCCI. Mais, l'institut monétaire ne manque pas de rappeler qu'il avait plaidé très tôt pour une restructuration de ce groupe douteux, en suggérant que son siège social passe du Luxembourg à la Grande-Bretagne, où avaient lieu ses activités commerciales.

Pavillon maritime

Intéressées par un système de provision technique avantageux, soixante-dix sociétés d'assurance et cent cinquante-trois de réassurance sont installées au Luxembourg. Adoptée fin octobre par les députés, une loi sera bientôt promulguée avec la formule sacramentelle : « Nous Jean, par la grâce de Dieu, grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau ». Elle intègre les directives européennes et crée une commission aux assurances dont le rôle de surveillance sera analogue à celui de l'institut monétaire pour les banques.

Qui dit assurances, dit souvent pavillon maritime. Sans complexe,

le Luxembourg enclavé vient de créer le sien. Plus de cinquante bateaux belges l'ont déjà adopté, pour éviter de payer des charges sociales élevées.

L'effet d'entraînement joue dans tous les domaines. Parce que Radio-Luxembourg existait, le secteur de la télévision a ensuite été exploité avec le satellite Astra et la SES (Société européenne des satellites) présidée par M. Pierre Werner, ancien chef du gouvernement, auteur en 1970 d'un rapport fameux sur l'union économique et monétaire de l'Europe. « La Communauté doit attirer les capitaux, ou, au moins, retenir ceux qui pourraient partir », affirme sans inhibition, dans sa modeste demeure du road-point Robert-Schuman, cet ancien dirigeant chrétien. Dans son rôle de défenseur de l'argent européen, le Luxembourg se sent investi d'une mission pour laquelle la concurrence risque d'être rude...

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La menace de l'« immigration française »

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Heureux pays qui, en juillet 1991, selon les statistiques officielles, comptait en tout et pour tout « 854 chômeurs complets indemnisés », sur une population totale de 395 317 habitants au 1^{er} mars. Parmi les 180 000 actifs, il y a 100 000 Luxembourgeois purs jus, et 80 000 immigrés ou frontaliers. Pour le moment, pas d'incidents avec la gent allophone, exclusivement européenne : des Allemands, des Belges et des Français dans les emplois tertiaires ; des Portugais pour le travail de peine. Au bout de dix ans de présence, la nation-

nalité luxembourgeoise s'acquiert presque de droit. Le Parlement, réuni à huis clos, examine les listes de candidats, par paquets de 150. A condition d'être sobre et bon voisin, c'est une simple formalité.

Mais, il encoire, la construction européenne pose problème. Un jour, certains secteurs des fonctions publiques seront ouverts à tous les citoyens des Douze. Rien n'empêchera une infirmière ou un instituteur français de quitter Metz ou Thionville pour postuler un poste dans le grand-duché, où les salaires sont infiniment plus élevés. Pour le moment, le phénomène se limite aux secrétaires et agents d'exécution recrutés

par les institutions communautaires qui sont établies sur le plateau de Kirchberg, au nord de la capitale : Cour de justice, Cour des comptes, secrétariat du Parlement européen. Après 1993, le poids de l'immigration française risque d'être plus lourd. Les 25 000 fonctionnaires luxembourgeois s'inquiètent et cherchent une parade. Ce pourrait être d'exiger la connaissance de l'allemand, que les Luxembourgeois utilisent sur un pied d'égalité avec le français, et aussi celle de leur parler mosellan, le letzebuergesch. Rédhibitoire pour les Hexagoneux brouillés avec les langues étrangères...

J. de La G.

Le Monde

COLLOQUE : « OÙ VA L'EUROPE INDUSTRIELLE ? »

Jeudi 16 janvier 1992

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE
(Ancienne École Polytechnique) - 1, rue Descartes - 75005 Paris

MATIN

9 heures

Dans la compétition mondiale, l'Europe a-t-elle des chances : forteresse Europe ou large ouverture ?

Avec :

- Jacques LESOURNE, directeur du journal *Le Monde*.
- Riccardo PERISSICH, directeur général, DG3, Commission des Communautés européennes.
- Barry BOSWORTH, Staff Economist Brookings Institution.
- Ilisanori ISOMURA, ancien directeur général, NHK.

10 h 45

Les secteurs menacés : quelles stratégies ?

Avec :

- François PERRIN-PELLETIER, conseil du directoire, P.S.A.
- Francis LORENTZ, président groupe Bull.
- Jean CAILLOT, vice-président Thomson matériel électronique grand public.
- Jean-Philippe DAUVIN, Corporate Economics and Market Research Manager, SGS Thomson.

APRÈS-MIDI

14 h 15

La compétitivité européenne dans les hautes technologies.

Exemples de secteurs porteurs, et à quelles conditions ?

Avec :

- Henri MARTRE, président-directeur général, Aérospatiale.
- Philippe DREYFUS, vice-président, Cap Gemini.

La dynamique de l'élargissement.

Avec :

- Magnus LEMMEL, directeur général de la Fédération du patronat suédois.
- Jacques CORNUT, Head of E.C. Affairs, Ciba-Geigy.

Conclusion : Quelle politique pour la Communauté ? Menaces et opportunités.

Avec :

- Hubert CURIEN, ministre de la recherche et de la technologie.

Les débats seront animés par **Éric LE BOUCHER**, journaliste au *Monde*.

Renseignements et inscriptions :

CEFRI - 43, rue Hoche - 92130 Issy-les-Moulineaux
Tél. : 46-44-45-00

LE MONDE diplomatique

Janvier 1992

- **YOUgoslavie** : L'Europe à l'épreuve, par Alain Gresh. - La Voynodine à son tour menacée, par Catherine Lataud.
- **ALLEMAGNE** : En première ligne pour la conquête des économies de l'Est, par Laurent Carroué. - La force du mark.
- **EXTRÊME-DROITE** : Europe, glissements au bord du gouffre, par Christian de Brie. - Les murs de la haine, par Philippe Videllier.
- **DROGUE** : Les obscurs destins de l'argent, par Alain Labrousse. - Géopolitique d'un fléau (C. de B.).
- **ÉTATS-UNIS** : La dérive conservatrice altère le crédit de la Cour suprême, par Marie-France Toinet. - Deux « Amériques noires » séparées par les injustices de l'économie, par Serge Halimi.
- **ASIE** : L'Afghanistan s'installe dans la fragmentation, par Selig S. Harrison. - Premier dialogue dans la Corée divisée, par Claude Leblanc.
- **ALBANIE** : Sortie d'enfer pour la culture, par Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

L'HERMÈS Editeur
Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
TECHNIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL
par M.P. JEANDAT et F. MOREAU
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

LIVRES

ET REVUES

LA FIN DES DÉMOCRATIES POPULAIRES

Spécialiste de longue date de l'Europe centrale et orientale, François Fejtó accompagne la fin du socialisme, en mettant en valeur, derrière le formidable mouvement qui a bouleversé les marches de l'empire soviétique à la fin des années 80, la spécificité de chaque pays et le difficile apprentissage de liberté et de la démocratie.

► *La Fin des démocraties populaires. Les chemins du post-communisme*, de François Fejtó et Eva Kulazova-Milekowska, Ed. du Seuil, 504 pages, 155 F.

QUELLE EUROPE ?

Du Traité de Rome à la Confédération, de l'Atlantique à l'Oural, ce livre retrace trente ans de difficiles négociations, avec leurs rebondissements, leurs ruptures et leurs avancées, pour faire progresser la construction européenne. Il passe en revue les conceptions des différents acteurs et il esquisse ce que pourraient être de nouvelles institutions. Préfates de Raymond Barre et de Jacques Delors.

► *Quelle Europe ?*, d'Alain Prats, Commentaire, Julliard, 438 pages, 150 F.

LES NOUVELLES DÉMOCRATIES D'EUROPE CENTRALE

Spécialiste de droit international, Yves Plasseraud a écrit un petit livre qui donne les éléments historiques de base pour comprendre l'évolution de l'Europe centrale, des origines au communisme. L'effondrement de l'empire soviétique a fait ressurgir des traditions qui ont pourtant été fortement marquées par quarante ans de régime totalitaire.

► *Les Nouvelles Démocraties d'Europe centrale* : Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, d'Yves Plasseraud, Coll. « Clio-Politique », Ed. Montchrestien, Paris, 158 pages, 60 F.

COMPRENDRE

L'EUROPE

LES RENCONTRES NATIONALES POUR L'EUROPE

Organisées à l'initiative de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée chargée des affaires européennes, des Rencontres nationales pour l'Europe auront lieu le vendredi 10 et le samedi 11 janvier au Palais des congrès, à Paris. Leur but est de mieux informer le public sur l'évolution de la construction européenne, d'analyser ses attentes et d'associer le plus grand nombre de participants aux prochaines étapes définies au récent sommet de Maastricht.

Ces rencontres, auxquelles prendront part des personnalités politiques (de la majorité et de l'opposition), intellectuelles et économiques, seront ouvertes par M. François Mitterrand. M^{me} Edith Cresson prononcera le discours de clôture. Des liaisons par vidéotransmission permettront d'associer Annecy, Bordeaux, Dunkerque, Lyon et Montpellier.

► Renseignements auprès du secrétariat général des Rencontres nationales pour l'Europe : (1) 40-11-57-03 ou 40-11-57-08.

Le Monde ÉDITIONS

LE DROIT

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels

Collection "Vos Études" dirigée par Frédéric Gausson

EN VENTE EN LIBRAIRIE

POLITIQUE

Le changement à la direction du PS

M. Mauroy estime que M. Fabius est le mieux placé pour lui succéder

Le bureau exécutif du Parti socialiste devrait se réunir mardi 7 janvier dans la matinée pour entendre M. Pierre Mauroy lui annoncer sa décision de quitter le poste de premier secrétaire et proposer le nom de son successeur. Le maire de Lille estimait, lundi, que M. Laurent Fabius — qui rencontrait en milieu de journée M. Michel Rocard — était le mieux placé pour cette fonction. Le comité directeur du PS pourrait être convoqué pour désigner le nouveau premier secrétaire dès cette semaine.

« Les socialistes sont au terme d'une étape et ils ont besoin de considérer celle qu'ils vont commencer. » Quand il avait prononcé ces mots, le 15 décembre dernier, sur TF1, alors que venait de s'achever le congrès extraordinaire du PS consacré à l'adoption de son nouveau « projet », M. François Mitterrand savait que M. Mauroy envisageait de quitter le poste de premier secrétaire du parti. Il était alors, avec quelques proches du maire de Lille, le seul à le savoir. Les autres dirigeants du PS ne l'ont appris que le 3 janvier, lorsque M. Mauroy s'est entretenu avec MM. Lionel Jospin et Louis Mermaz, cosignataires de sa motion au congrès de Rennes, en mars 1990, et avec M. Fabius, son adversaire lors de ce congrès. Le même jour, le premier secrétaire a rencontré le président de la République, puis, dimanche 5 janvier, M. Edith Cresson et M. Michel Rocard, lequel rentrait d'un voyage en Polynésie française.

En agissant, ainsi, en étroite concertation avec le chef de l'Etat, M. Mauroy a fait en sorte que sa démission ne soit pas perçue comme une action d'ensemble de M. Mitterrand pour mettre en place un dispositif politique propre à affronter des élections régionales et cantonales, en mars prochain, présumées mauvaises pour la majorité, et des élections législatives, un an plus tard, qui s'annoncent décevantes pour le président de la République lui-même. Le maire de Lille a choisi son moment dans cette perspective. Différent, en effet, la désignation d'un nouveau premier secrétaire jusqu'au prochain congrès ordinaire, prévu pour l'été ou l'automne de 1993, ou l'avisé pour le lendemain du scrutin de mars prochain serait, pour les socialistes, considérer ces échéances électorales comme perdues d'avance. M. Mauroy sait bien que, ne disposant pas d'un courant au sein du PS — sans parler d'une majorité — il n'a pu diriger son parti, depuis trois ans et demi,

qu'à la faveur des rivalités opposant les trois principaux groupes, ceux de MM. Fabius, Jospin et Rocard. Or ce mode de direction a montré son impuissance lorsque le premier secrétaire a échoué, à la fin de l'année dernière, à faire admettre par les socialistes la nécessité d'un scrutin intégrant une forte dose de représentation proportionnelle pour les élections législatives.

En décidant de « rentrer à Lille » — comme il avait menacé de le faire dès le congrès de Rennes et, de nouveau, en octobre dernier, devant l'hostilité du bureau exécutif à la réforme électorale qu'il proposait — M. Mauroy tire les conséquences d'une situation qui le rend incapable d'assurer la cohérence indispensable entre les trois pôles de pouvoir que sont le chef de l'Etat, le gouvernement et le parti. Plus précisément encore, c'est la coordination entre le président et « son » parti qui, aujourd'hui, fait défaut. Sans en être personnellement responsable, M. Mauroy est conscient de ne pas avoir les moyens de la rétablir. C'est là son « passif ». A son actif, il est fondé à revendiquer d'avoir non seulement réuni ensemble, depuis mai 1988, les pièces du puzzle socialiste, mais fait en sorte que son parti rompe définitivement ses vieilles amarrées idéologiques et se dote d'instruments nouveaux, comme son hebdomadaire, *Vendredi*, un institut de formation et une fondation de recherche et de coopération. Il n'est pas parvenu, en revanche, à obtenir des courants qu'ils acceptent d'avancer dans une réforme des statuts destinée à réduire leur rôle et à renforcer celui des militants.

Les obstacles auxquels s'est heurté le maire de Lille, du fait de sa position dans le parti, sont tels qu'il ne peut envisager que cette situation soit prolongée par l'arrivée au poste de premier secrétaire d'un homme qui souffrirait des mêmes handicaps. M. Michel Delebarre, s'il a pour lui la jeunesse — quarante-cinq ans — et une image de valeur montante de la République, le ministre de la ville n'en est pas moins dépourvu, comme son ancien « patron », de forces significatives au sein du PS. Rattaché au courant de M. Jospin, il pourrait compter sur l'appui de la fédération du Nord et de son premier secrétaire, M. Bernard Roman, mais il doit compter avec l'hostilité de celle du Pas-de-Calais et de son chef, M. Daniel Percheron. Minoritaire parmi les jospinistes, il se heurte, par ailleurs, à ceux qui voient en lui un héritier, aux attaches plus démocrates-chrétiennes que socialistes, d'un système « notabiliaire » régional.

Pour ces raisons et pour d'autres, qui tiennent à la situation incertaine des socialistes du Nord face

aux élections régionales, — M. Mauroy ne conçoit pas M. Delebarre comme un successeur possible aujourd'hui. Soucieux, avant tout, d'obtenir l'adhésion de M. Fabius, le maire de Lille estime que M. Fabius est le mieux placé pour y parvenir. Une partie des jospinistes partagent cette appréciation, sous réserve que leur courant ne soit pas abaissé dans ce processus et que, au gouvernement par exemple, son importance au sein du PS soit conservée. D'autres n'entendent pas renoncer, au contraire, à la revendication de leur courant sur le poste de premier secrétaire, mais la difficulté est, alors, de désigner leur candidat. Ils évoquent le nom de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur.

Le poids de M. Rocard

Tout dépendra, finalement, du choix que fera M. Rocard. Si l'ancien premier ministre croit possible un accord avec M. Fabius, dont une base réside, déjà, dans leur commun refus de la représentation proportionnelle, le président de l'Assemblée nationale pourra accéder enfin à la tête du parti, qu'il convoite depuis cinq ans. Si M. Rocard se défie, en revanche, de ce qui pourrait lui apparaître comme un piège dirigé contre lui par M. Mitterrand, il pourrait, alors, être l'initiateur d'une contre-offensive visant M. Fabius. Il avait posé un premier jalon dans ce sens, le mois dernier, en évitant sa propre candidature au poste de premier secrétaire. Cette hypothèse, qui n'est pas encore abandonnée, ouvrirait la voie à un affrontement majeur entre le chef de l'Etat et le parti censé le soutenir.

A l'Elysée, on répète que le président de la République n'a pas l'intention d'interférer dans les débats. On renvoie à ce que disait encore M. Mitterrand le 15 décembre sur TF1 : « Les socialistes ont besoin de prendre un moment de réflexion et de faire autre chose que ce qu'ils ont fait jusqu'ici. Vingt ans, c'est une génération, c'est la mienne. Maintenant, il faut faire autre chose ; bien ! j'espère qu'ils auront l'esprit assez alerte. »

Quarante-huit heures plus tôt, en privé, M. Mitterrand rappelait que la dernière fois qu'il était directement mêlé des discussions internes au PS, en 1988, lorsqu'il s'agissait de régler la succession de M. Jospin à la direction du parti, après la nomination de M. Rocard à l'Hôtel Matignon, il avait conseillé à ses amis de coiffer à M. Fabius le poste de premier secrétaire et à M. Mauroy la présidence de l'Assemblée nationale. Histoire de souligner que lesdits amis avaient ensuite fait... le

contraire. Le choix de M. Fabius pour succéder à M. Mauroy, cette fois, ne ferait donc que correspondre, avec quatre ans de retard, au souhait du président de la République, et ce rappel ne peut évidemment que réchauffer les discussions internes, même si M. Mitterrand n'a émis devant M. Mauroy aucune objection sur les autres candidatures théoriquement avancées par son ancien premier ministre.

La question de savoir si le remplacement de M. Mauroy entraînera un remaniement du gouvernement de M. Edith Cresson suscitait, lundi matin, des réponses incertaines. Il n'y a pas forcément automatisme entre les deux choses. Si l'élection du nouveau premier secrétaire du PS implique le départ d'un membre du gouvernement — qu'il s'agisse éventuellement de celui de M. Delebarre ou de M. Strauss-Kahn — il peut suffire d'un ajustement technique limité pour pourvoir à ce remplacement.

M. Cresson peut, certes, être tentée de profiter de cette circonstance pour essayer de convaincre M. Mitterrand de lui accorder aujourd'hui ce qu'il lui a refusé ces dernières semaines. Cela devient, en effet, un secret de polichinelle : le premier ministre, en privé, porte des jugements très sévères sur plusieurs des membres de son équipe qui auraient tendance, selon elle, soit à trahir les pieds, soit à faire cavalier seul, au détriment de la cohérence de l'action gouvernementale. C'est notamment pour obtenir un nouveau soutien présidentiel que M. Cresson avait demandé la réinscription, à l'ordre du jour du conseil des ministres du 3 janvier, de son programme de délocalisations, plusieurs ministères ayant tendance à y faire obstruction.

La paternité de son équipe gouvernementale revenant pour l'essentiel à M. Mitterrand lui-même, M. Cresson aurait ainsi tout, en vain, le mois dernier, d'obtenir un profond remaniement et la constitution d'une nouvelle équipe, beaucoup plus resserrée, beaucoup plus homogène, dans sa composition technique, que celle formée en mai dernier. Mais ses propositions se seraient heurtées, notamment, par le départ du gouvernement de quelques « délégués » — MM. Jospin et Bérégovoy en tête, — et M. Mitterrand, jusqu'à présent, ne paraît pas avoir été séduit, c'est le moins qu'on puisse dire, par une telle perspective. Le président de la République peut-il épouser aujourd'hui cette tentative après qu'il est apparu plutôt anodin, jusqu'ici, à ménager ses marges de manœuvre jusqu'au lendemain des élections cantonales et régionales du mois de mars ? Rien n'autoriserait à penser, toute-

fois, lundi matin, que le premier ministre s'apprêtait à relancer une charge sur ce terrain. Les propos que le président de la République a adressés vendredi matin aux membres du gouvernement, en leur présentant ses vœux, indiquent, au contraire, que chacun des membres de l'équipe rassemblée autour de M. Cresson était prié d'aller au charbon sans délai, pour aider le premier ministre à faire face à l'adversité « avec force, homogénéité et esprit de décision ». Chacun des ministres et des secrétaires d'Etat a compris qu'il serait jugé sur son bilan personnel au lendemain des scrutins de mars et tout le monde en a conclu qu'aucun remaniement d'importance n'était prévu avant cette échéance.

Une certaine confusion a été provoquée, pendant le week-end, par une déclaration de M. Jack Lang, rapportée par le *Journal du dimanche*, qui semblait accorder l'éventualité d'un remaniement imminent : « Le temps de l'offensive est venu, d'une offensive tous azimuts, affirmait le porte-parole du gouvernement. Le président a clairement indiqué, ces derniers jours, et il le montrera, qu'il n'est pas prêt à se laisser tondre comme un mouton. Il a mis un tigre dans son moteur. Nous sommes un certain nombre qui allons repartir à l'attaque, et un véritable commando d'action et d'imagination pour créer dans l'opinion publique un mouvement positif en faveur du président et du gouvernement, pour ne pas laisser la droite sans une riposte claire et nette. »

Le ministre de la culture et de la communication nous a précisé, lundi matin, que ce propos ne visait qu'à ponctuer les vœux présidentiels et que seul « un mouvement » pouvait leur attribuer un autre sens. Selon M. Lang, « la reconquête de l'opinion est une tâche à plusieurs étages dont le premier passe par la rénovation du Parti socialiste » mais « aucun remaniement » du gouvernement n'est aujourd'hui à l'ordre du jour.

Tout cela n'empêche pas M. Jacques Delors de faire comprendre un peu partout qu'il reste à la disposition de la République. Entre les commentaires personnels que l'ancien ministre de l'Economie et des finances formulait, dimanche, sur Antenne 2, en tant que « citoyen », sur l'état de la société française et l'esquisse d'un programme de gouvernement il n'y avait pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette.

PATRICK JARREAU
et ALAIN ROLLAT

L'élection législative partielle du Nord

M. Durieux ne tentera pas de reconquérir son mandat de député

LILLE

de notre correspondant

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, ne sollicitera pas, le 26 janvier prochain, le renouvellement de son mandat de député dans la quatrième circonscription du Nord, mandat qu'il avait abandonné en octobre 1990 pour entrer au gouvernement. Il a confirmé, samedi 4 janvier, à Lille, qu'il ne serait pas candidat à l'élection législative partielle provoquée par le décès de son suppléant, Jacques Houssin. M. Durieux, qui avait été réélu sous l'étiquette CDS en juin 1988 (1), renonce donc à faire sanctionner par les électeurs son choix de l'ouverture.

Il faut dire que la perte serait difficile, voire impossible à jouer dans cette circonscription largement acquise à une opposition bien décidée à lui faire payer son changement de camp. M. Durieux le reconnaît, même s'il n'accepte pas qu'une bataille soit jamais perdue d'avance. « Les conditions de cette élection seraient très difficiles », n'a-t-il déclaré avant d'ajouter : « Elles seraient nécessitées par la présence constante sur le terrain, pendant toute la campagne. Je n'en ai matériellement pas le temps. Dans quinze mois viendront les élections législatives générales : le grand rendez-vous politique est là. » Il est évident que le gouvernement ne voulait pas prendre le risque d'un échec à deux mois des prochaines échéances électorales.

Cependant, le ministre délégué à la santé ne veut pas perdre de vue son autre priorité du moment : travailler à la recomposition du paysage politique français en réunissant les sociaux-démocrates et ceux qu'il appelle les « libéraux sociaux-européens », parmi lesquels il se situe. « La France est malade de sa politique, a-t-il affirmé. L'ensemble du système est en déclinage par rapport à l'opinion. Le PS a évolué, mais cela produit des trailements au sein du parti lui-même et au sein de son électorat. Du côté de l'opposition, l'insatisfaction est aussi grande... »

«Présent aux régionales»

M. Durieux, qui ne veut pas que l'on interprète son renoncement dans la législative partielle comme les prémices de sa mort politique dans la région, a indiqué qu'il serait « présent dans l'élection régionale », mais sans préciser de quelle façon ni même s'il y serait candidat.

Six candidats se disputent les suffrages dans la quatrième circonscription. Le favori, M. Marc-Philippe Daubresse, maire CDS de Lambert, a le soutien plein et entier des formations de l'opposition. Il aura en face de lui : M. Claude Reynard, PS, conseiller municipal de Lambert, M. Yves Le Meur, PC, conseiller municipal de Wambrechies, M. Nicolas Crochet, FN, M. Régis Dufour-Lefort, Génération écologie, et M. Jean-Jacques Letebvre, Verts. Même si elle perd son caractère spectaculaire après la défection de M. Durieux, cette législative partielle aura valeur de test avant les régionales de mars prochain.

JEAN-RENÉ LORE

(1) En 1988, les résultats du premier tour avaient été les suivants : insc., 63 326 ; vot., 41 428 ; abst., 34 57 % ; suff. expr., 40 543 ; M. Bruno Durieux, UDF-CDS, 19 041 voix (47,81 %) ; M. Marie-Cécile Laidebeur, PS, 12 628 (31,14 %) ; M. Marcel Chateau, PC, m., 10 141 (24,63 %) ; M. Daniel Remy, FN, 4 203 (10,36 %). Ceux du second tour étaient les suivants : insc., 63 326 ; vot., 43 189 ; abst., 31,19 % ; suff. expr., 41 952 ; M. Durieux, 23 974 voix (57,14 %) ; REELU, M. Laidebeur, 17 978 (42,85 %).

Au «Grand-Jury RTL-le Monde»

M. Pasqua souhaite des référendums sur l'immigration, les institutions et les accords de Maastricht

Invité du «Grand-Jury RTL-le Monde», dimanche 5 janvier, M. Charles Pasqua a notamment déclaré : « Une politique d'immigration doit être débattue devant le pays. Elle doit faire l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ensuite, à partir du moment où l'on aura défini les grandes règles de cette politique, on devra la soumettre par référendum au peuple français. C'est à lui de décider du pourcentage du nombre, de la catégorie des étrangers qui peuvent éventuellement être admis sur notre territoire. » Faisant une incartade à propos du Front national, qui ne l'intéresse que médiocrement, l'ancien ministre de l'Intérieur a affirmé : « Je n'accepterai jamais que l'on conteste, au travers de théories pseudo-

historiques, tout ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale. »

« Toute modification de la Constitution doit, après avoir été discutée par le Parlement, être soumise à l'approbation des Français par voie de référendum », a indiqué le président du groupe RPR du Sénat au sujet des projets de M. François Mitterrand. « Il faut d'abord une procédure parlementaire », a également souligné M. Pasqua à propos de la ratification des accords européens de Maastricht.

Concernant le gouvernement, il a dit : « Depuis 1988, il n'y a plus de gouvernement. [...] M. Rocard n'a pris de décision sur aucun problème important. Il a été le spécialiste de la mise au placard des dossiers. » Quant à M. Edith Cresson, il la considère

« aimable sur la forme et ruelle sur le fond ». L'actuel premier ministre lui donne l'impression d'être un « homme entré dans un bocal, qui ne sait plus comment en sortir ! »

M. Pasqua s'est dit « convaincu de la nécessité pour le RPR et l'UDF d'apporter aux Français la preuve de leur capacité de créer un seul mouvement politique rassemblant l'ensemble des forces de l'opposition ». « Cela se révélera indispensable au lendemain des élections cantonales et régionales », a souligné l'ancien ministre, qui s'est prononcé en faveur de la création d'un « avoir social », calqué sur l'avoir fiscal, « qui regrouperait les différentes aides que l'Etat apporte à ceux qui en ont besoin ».

A «L'heure de vérité» d'Antenne 2

M. Delors suggère un vaste programme de réformes

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, était, dimanche 5 janvier, l'invité de «L'heure de vérité» d'Antenne 2 (lire page 27 la chronique de Pierre Georges). Interviewé sur la santé de l'économie française, il a notamment déclaré : « Elle est convalescente. Nous avons perdu beaucoup de temps dans les années 70 et au début des années 80, parce que nous avions une structure économique relativement protectionniste et corporatiste. Nous voulons tout faire. Nous n'avons pas vu venir la nouvelle division internationale du travail. Grâce à l'objectif 92, les Français ont commencé à sentir que le monde changeait. Ils se sont réconciliés avec l'économie de marché. Avec l'argent aussi... Un peu trop. »

M. Delors a ensuite analysé les causes de la persistance du chômage en suggérant un vaste programme de réformes sur le marché du travail et dans d'autres domaines : « Notre secteur des services ne crée pas assez d'emplois par rapport aux autres pays. Le salaire de chacun doit être en fonction de la croissance du secteur national (chacun doit avoir sa part), des résultats de son entreprise et aussi des promotions qu'il peut envisager. Si on applique cette grille, la France créera davantage d'emplois dans les services. D'autre part, nous n'avons pas un vrai marché du travail. Ceux qui veulent trouver de la main-d'œuvre ne la trouvent pas. Ceux qui cherchent du travail n'en trouvent pas. Nous avons créé une Agence nationale pour l'emploi en 1997 sur une conception administrative. En 1971, on a fait une loi révolutionnaire qui donnait le droit à la formation permanente pour tous les travailleurs. Elle n'a pas été bien utilisée. »

M. Delors a alors exposé ses

conceptions sur le fonctionnement de l'éducation nationale et sur les problèmes sociaux engendrés par le développement des agglomérations urbaines. « Je suis partisan de garder les règles nationales pour le primaire et le secondaire », a-t-il déclaré. En revanche, pour les universités, je suis pour une plus grande liberté. Cela donnerait un coup d'air si elles étaient décentralisées et si c'étaient les régions et les entreprises qui les financieraient. Dès le début du secondaire, je serais partisan que les jeunes puissent avoir une activité sociale : s'occuper des personnes âgées, de l'animation des centres de villes et autres. Il faut les mettre dans la vie. Quand j'ai lancé la formation permanente, on avait calculé que sept jeunes garçons sur dix changeraient d'avis sur le métier après le service militaire. Avant, ils n'avaient aucune autre expérience sociale que la fréquentation de leurs camarades. »

« La principale cause d'inégalité en France, aujourd'hui, est la non-maîtrise du développement urbain, a estimé M. Delors. Il faut prendre chaque année 20 milliards d'argent public et les consacrer à l'aide au logement. Il faut que des gens qui ne sont pas riches puissent accéder au centre des villes. Il faut rénover les banlieues et faire en sorte que ces banlieues soient accessibles, faire en sorte qu'il y ait des Maghrébins ou des immigrés que dans les centres des villes pour les jeunes Français « pur sucre ». »

Invité à faire un pronostic sur les résultats de la gauche aux prochaines élections et à évoquer son destin personnel, M. Delors a répondu : « Elle peut limiter les dégâts. Il y a des réformes à faire indépendamment de l'échéance de mars 1993. (...) Je n'ai pas la prétention d'être un sauveur universel. »

alternatives ÉCONOMIQUES

EN KIOSQUE 18 F

janvier 92

URSS : décomposition / recomposition

ETHIQUE : le prix du sang

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

LIANA LEVI

Boulot Boulot

175 dessins de PESSIN de la crèche à la retraite

ÉDITIONS LIANA LEVI
31, RUE DE L'ARCADE - 75002 PARIS

Préparation à :

SCIENCES PO PARIS - PROVINCE

Seuls des spécialistes de janvier à juin assurent, par correspondance, la préparation des candidats à l'entrée aux Sciences Po.

SUCCÈS CONFIRMÉS

45 85 59 35 - 42 24 10 72

سكنا من الأصل

de la ligne A du RER jusqu'à Marne-la-Vallée / Chessy ■ Eurodisneyland, le prolongement de la ligne I du métro Pont de Neuilly jusqu'à la Défense, l'extension du réseau "Autrement Bus," l'organisation d'un colloque international sur la sécurité ■ enfin l'ouverture d'une ligne de tramway de Bobigny à ■ Courneuve. Aujourd'hui, avec un nouveau visage, de nouvelles ambitions et de nouveaux moyens, la RATP garde la même vocation : le service public, c'est-à-dire permettre à tous de circuler ■ Ile-de-France l'esprit libre.

RATP, L'ESPRIT LIBRE

44-38861-1011

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION

A Lyon

M. Noir refuse de signer les attestations d'accueil des touristes du Maghreb

LYON

de notre correspondant régional

Depuis le 1^{er} janvier dernier, les maires des neuf arrondissements de Lyon (Rhône) ont reçu pour consigne de ne plus signer les attestations d'accueil des touristes du Maghreb. Dans une circulaire qu'il leur a adressée, M. Michel Noir, maire (ex-RPR), leur demande de ne plus se prononcer sur la procédure qui leur paraît inappropriée en l'état de la situation. Les attestations ne constituent qu'une simple formalité administrative.

Depuis le 10 janvier 1987, peu après l'instauration de la loi relative à l'immigration de France pour les étrangers, les familles accueillant des personnes originaires du Maghreb doivent faire signer, par les maires concernés ou les services consulaires, une attestation de capacité de logement. En fonction des accords bilatéraux signés par la France avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, cette procédure est différente de la délivrance des certificats d'hébergement pour les ressortissants des pays extérieurs à la CEE, soumise à une réglementation plus sévère depuis le décret du 30 août 1991.

Pour M. Alain (sans étiquette), adjoint chargé des relations avec les administrés et du respect des droits, à l'origine de cette décision, les maires n'ont de toute façon pas les moyens de vérifier la validité de ces attestations, qui provoquent de nombreux abus. L'élus interpelle l'Etat.

FAITS DIVERS

A la suite d'une intervention « musclée » de la police

Poussée de fièvre à la Villeneuve de Grenoble

Cinq personnes d'une vingtaine d'années ont été interpellées puis relâchées dans le quartier de la Villeneuve de Grenoble à la suite d'une intervention « musclée » de la police, samedi 4 janvier, dans un local qu'elles occupaient illégalement. A l'extérieur, un feu a été tiré, depuis un immeuble, contre les forces de l'ordre, qui ont répliqué.

GRENOBLE

de notre correspondant

« Cette fois-ci, ils en ont trop fait », explique une habitante de la Villeneuve de Grenoble, à la suite d'une intervention « musclée » de la police, samedi 4 janvier, dans un local qu'elles occupaient illégalement. A l'extérieur, un feu a été tiré, depuis un immeuble, contre les forces de l'ordre, qui ont répliqué.

Après l'échec d'une

Le personnel pénitentiaire demande le renvoi du directeur de la maison d'arrêt de Nice

Six détenus ont été une tentative de suicide à la prison de l'Alpe-Maritime, le matin 1^{er} janvier, après avoir vu des explosifs être ouverts une fois dans un mur. Ils ont finalement été relâchés. Après avoir vu le gardien qu'ils ont pris en otage, ils demandant que les détenus étaient en possession de pain, de plastique, et dénonçant la « situation lamentable » existant dans la maison d'arrêt. Ils ont demandé au maire de l'Union pénitentiaire (UPAP) le renvoi du directeur de la maison d'arrêt.

Avec quelque 900 détenus pour 258 places, la prison de Nice a été le théâtre d'une série d'incidents de violence d'évasion depuis un an. En mai, en octobre, des détenus avaient été découverts dans des cellules. Cinq détenus de cette prison ont été inculpés au cours de l'année écoulée, pour avoir fourni de la drogue à des détenus, ou pour avoir commis une évasion.

Sitôt connues, les restrictions imposées par M. Noir ont suscité une vague d'associations humanitaires, comme la CIMADE et la Cimade. Elles ont réagi, se référant à la déclaration de Ville, signée par le maire de Lyon, qui stipule : « Les maires s'engagent à ne pas faire de discrimination directe ou indirecte dans la façon d'accueillir les étrangers ». Elles ont semblé informées de la récente mesure prise par la Ville de Lyon. Aucun changement ni afflux particulier n'avait été constaté dans les demandes, notamment pendant la période des fêtes.

M. D.

□ Droit d'asile : le cas des deux grévistes de la faim d'Orléans sera réexaminé. Les deux déboutés du droit d'asile qui observaient une grève de la faim depuis trente-cinq jours à Orléans (Le Monde du 4 janvier) ont suspendu leur mouvement, samedi 4 janvier. Les deux hommes, Remzi Teldur et Habi Tuncel, de nationalité turque, ont pris cette décision après que des membres du comité de soutien ont été reçus par M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, maire d'Orléans. Les deux hommes seront entendus en présence de leur avocat par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), qui procédera à un réexamen de leur dossier. (Corresp.)

SPORTS

RAID-MARATHON : le Paris-Syrt-Le Cap

Embouteillages dans la poussière

Le Finlandais Ari Vatanen (Citroën ZX) a signé, dimanche 5 janvier à Oyam (Gabon), sa troisième victoire d'étape consécutives, battant l'italien Edi (Cagiva) et le Français Stéphane Peterhansel (Yamaha), leader au classement général.

Le raid-marathon Paris-Syrt-Le Cap, organisé par le ministère de l'Ecologie, a débuté dimanche 5 janvier à Paris. Les participants ont parcouru 12 500 kilomètres, mais seulement 4 976 en spéciales. Pour moi, le Paris-Le Cap n'a duré que six jours, à l'exception de l'arrêt à N'Gazmi (Niger).

Les critiques, Gilbert (Cagiva) et le Français Stéphane Peterhansel (Yamaha), ont été particulièrement abondantes en Namibie et en Afrique du Sud où ont encore obligé Gilbert Sabine à réduire les secteurs chronométrés par rapport au programme initial. Alors que les six étapes en Libye et au Niger totalisaient 2 984 kilomètres chronométrés, les neuf étapes restantes ne comportent plus que 1 852 kilomètres de spéciales pour un total de 5 534 kilomètres jusqu'au Cap.

Pour ne pas transformer le raid en safari en Namibie, où la faune est particulièrement abondante, les organisateurs ont décidé que les étapes Grootfontein à Grootfontein (557 kilomètres), puis Grootfontein à Keetmanshoop (682 kilomètres), soient comptées comme des étapes spéciales (11 kilomètres), prévues sur la plage de Milnerton pour l'arrivée au Cap, à

depuis l'implication de Peugeot, puis de Citroën, un concours de vitesse est-il à l'origine de cette déroute? Guy Fréquentin préfère plaider pour la deuxième hypothèse en rappelant les retards accumulés par ses cinq voitures des premières spéciales pour des problèmes de navigation (coursiers sur les antennes de GPS), de casses matérielles causées par des fautes de pilotage ou pour de multiples

L'assistance suivra

« Si demain je devais préparer à nouveau le Paris-Le Cap pour le recourir dans deux mois, je ne changerais rien, affirme le directeur de Citroën Sport. Je ne vois pas ce que je pourrais faire de plus mieux que ce que j'ai fait. Nous avons connu aucun problème technique sur les voitures. Nous avons toujours pu faire ce que nous voulions aux limites de ce que nous avions prévu à l'avance. Peut-être a-t-on trop respecté le règlement... »

L'allusion sans doute à l'étape de Dikou où les Mitsubishi ont été les cinq premières au classement général. Certains avaient alors laissé échapper à l'une des trois Mitsubishi. A Oyam, Björn Waldegård, quatrième au volant de la première ZX, compte plus d'une heure et demie de retard, et Ari Vatanen, cinquième, est à près de trois heures de Hubert Auriol.

Plus que la présence en tête des

Hubert Auriol piégé

OYEM (GABON)

de notre envoyé spécial

Leader du Paris-Syrt-Le Cap depuis l'arrivée à Waw-el-Kor (Libye), Hubert Auriol (Mitsubishi Pajero) est toujours le premier à s'élancer dans les étapes. Cette position lui permet de ne pas rouler dans la poussière des autres concurrents. Mais il a l'exposé aussi aux pièges de la piste dont il a la prime. Dimanche 5 janvier, le double vainqueur à moto du Dakar (1981 et 1983) n'était plus qu'à 20 kilomètres de l'arrivée de la spéciale lorsqu'il s'est laissé surprendre par un virage dont le caractère dangereux n'était pas signalé dans le road-book.

C'était un virage à droite en montée et en descente dont on n'apercevait pas la sortie, raconte Auriol à l'arrivée. Nous

avons été piégés, on a été déporté par le vent. Nous sommes sortis à 40-50 km/h de la piste sur le toit. Le pilote et Philippe Monnet ont pu s'extraire de la voiture malgré les dégâts causés sur la carrosserie en leaving. Aidés par une dizaine de villageois, les deux hommes ont remis le véhicule sur ses roues avec une seule. Après avoir réparé un filtre à huile sectionné et une durite cassée, le leader a pu repartir et terminer la spéciale à la vingt-deuxième place à 16 minutes 23 secondes d'Ari Vatanen (Citroën ZX). Au classement général, il limite les dégâts puisque l'Allemand Erwin Weber et le Japonais Kanjiro Shinzuka.

également été annulé sous la pression des écologistes. Ainsi, lors des quatre derniers jours de course, les pilotes ne devraient plus avoir que... 103 kilomètres chronométrés. « Aller au Cap était certainement une bonne idée, mais c'est dommage d'avoir tenu à y aller à tout prix, estime Guy Fréquentin, directeur de Citroën Sport. Avec des spéciales réduites à une peau de chagrin, c'est la nature de l'épreuve qui est bouleversée. L'an dernier, le Dakar faisait 186 kilomètres, dont plus de 6 200 en spéciales chronométrées. Cette année,

trois Pajero qui avaient déjà signé une victoire sur Citroën dans la Baja espagnole en juillet 1990, c'est l'écart entre les représentants des deux marques qui est le plus surprenant. Il rappelle ceux enregistrés en 1987 lorsque Peugeot est arrivé dans les milles avec un 205 turbo 16 développée pour le championnat du monde des rallyes, puis opposée en Afrique aux « camionnettes » composées pour le tout terrain. Assisté-t-on à une passation des pouvoirs en Afrique, où le groupe Peugeot-Talbot-Sport n'avait plus connu la défaite dans le Dakar

GÉRARD ALBOUY

Les résultats

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale 1 A masculins

(2^e tour retour)

« Racing Paris b. Gravelines »	60-57
Antibes b. Villeneuve	91-81
Roanne b. Saint-Quentin	80-82
« Pau-Orthez b. Dijon »	87-76
« Montpeller b. Moulhouse »	84-74
Cholet b. La Marse »	86-78
« CRO Lyon b. Tours »	82-94
« Limoges b. Reims »	100-84

Nationale 2 A masculins

(2^e tour retour)

Nationale 3 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 4 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 5 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 6 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 7 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 8 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 9 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 10 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 11 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 12 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 13 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 14 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 15 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 16 masculins

(2^e tour retour)

Nationale 17 masculins

(2^e tour retour)

SKI NORDIQUE : combiné

La passe de trois pour Fabrice Guy

Vainqueur pour la troisième fois d'affilée d'une épreuve de Coupe du monde de combiné nordique, dimanche 5 janvier à Schonach (Allemagne), Fabrice Guy est devenu en trois mois un véritable espoir de médaille d'or pour les Français aux Jeux olympiques d'Albertville.

En Allemagne, il a franchi en vainqueur la ligne d'arrivée du combiné, devant son compatriote, respectivement le Suédois Lundberg et l'Autrichien

Sulzenbacher. Trois

trois victoires : un record

exceptionnel pour ce sport.

Il est le Français le plus

mérité de la saison.

Il a remporté ses trois

victoires en trois semaines.

Il est le Français le plus

mérité de la saison.

Il a remporté ses trois

victoires en trois semaines.

Il est le Français le plus

mérité de la saison.

Il a remporté ses trois

victoires en trois semaines.

Il est le Français le plus

mérité de la saison.

Il a remporté ses trois

victoires en trois semaines.

Il est le Français le plus

mérité de la saison.

Il a remporté ses trois

victoires en trois semaines.

Il est le Français le plus

mérité de la saison.

Il a remporté ses trois

ÉCHECS

Le Tournoi de Reggio-Emilia

Une dernière ronde décisive

Seul (contre Beliavsky) dans la sixième du Tournoi de Reggio-Emilia (Italie), jeudi 1^{er} janvier, Kasparov a deux jeunes loups, Anand et Guefand. Vendredi, le champion du monde, Kasparov, pouvait qu'annuler, mais il a dû jouer, face à Salov. La dernière ronde, lundi, sera décisive.

Championnat après huit rondes. - 1. Kasparov, Anand et Guefand, 5 points ; 2. Salov, 4 points ; 3. Guefand, 3 points ; 4. Anand, 2 points ; 5. Beliavsky, 1 point ; 6. Salov, 0 point ; 7. Guefand, 0 point ; 8. Anand, 0 point ; 9. Beliavsky, 0 point ; 10. Salov, 0 point ; 11. Guefand, 0 point ; 12. Anand, 0 point ; 13. Beliavsky, 0 point ; 14. Salov, 0 point ; 15. Guefand, 0 point ; 16. Anand, 0 point ; 17. Beliavsky, 0 point ; 18. Salov, 0 point ; 19. Guefand, 0 point ; 20. Anand, 0 point ; 21. Beliavsky, 0 point ; 22. Salov, 0 point ; 23. Guefand, 0 point ; 24. Anand, 0 point ; 25. Beliavsky, 0 point ; 26. Salov, 0 point ; 27. Guefand, 0 point ; 28. Anand, 0 point ; 29. Beliavsky, 0 point ; 30. Salov, 0 point ; 31. Guefand, 0 point ; 32. Anand, 0 point ; 33. Beliavsky, 0 point ; 34. Salov, 0 point ; 35. Guefand, 0 point ; 36. Anand, 0 point ; 37. Beliavsky, 0 point ; 38. Salov, 0 point ; 39. Guefand, 0 point ; 40. Anand, 0 point ; 41. Beliavsky, 0 point ; 42. Salov, 0 point ; 43. Guefand, 0 point ; 44. Anand, 0 point ; 45. Beliavsky, 0 point ; 46. Salov, 0 point ; 47. Guefand, 0 point ; 48. Anand, 0 point ; 49. Beliavsky, 0 point ; 50. Salov, 0 point ; 51. Guefand, 0 point ; 52. Anand, 0 point ; 53. Beliavsky, 0 point ; 54. Salov, 0 point ; 55. Guefand, 0 point ; 56. Anand, 0 point ; 57. Beliavsky, 0 point ; 58. Salov, 0 point ; 59. Guefand, 0 point ; 60. Anand, 0 point ; 61. Beliavsky, 0 point ; 62. Salov, 0 point ; 63. Guefand, 0 point ; 64. Anand, 0 point ; 65. Beliavsky, 0 point ; 66. Salov, 0 point ; 67. Guefand, 0 point ; 68. Anand, 0 point ; 69. Beliavsky, 0 point ; 70. Salov, 0 point ; 71. Guefand, 0 point ; 72. Anand, 0 point ; 73. Beliavsky, 0 point ; 74. Salov, 0 point ; 75. Guefand, 0 point ; 76. Anand, 0 point ; 77. Beliavsky, 0 point ; 78. Salov, 0 point ; 79. Guefand, 0 point ; 80. Anand, 0 point ; 81. Beliavsky, 0 point ; 82. Salov, 0 point ; 83. Guefand, 0 point ; 84. Anand, 0 point ; 85. Beliavsky, 0 point ; 86. Salov, 0 point ; 87. Guefand, 0 point ; 88. Anand, 0 point ; 89. Beliavsky, 0 point ; 90. Salov, 0 point ; 91. Guefand, 0 point ; 92. Anand, 0 point ; 93. Beliavsky, 0 point ; 94. Salov, 0 point ; 95. Guefand, 0 point ; 96. Anand, 0 point ; 97. Beliavsky, 0 point ; 98. Salov, 0 point ; 99. Guefand, 0 point ; 100. Anand, 0 point ; 101. Beliavsky, 0 point ; 102. Salov, 0 point ; 103. Guefand, 0 point ; 104. Anand, 0 point ; 105. Beliavsky, 0 point ; 106. Salov, 0 point ; 107. Guefand, 0 point ; 108. Anand, 0 point ; 109. Beliavsky, 0 point ; 110. Salov, 0 point ; 111. Guefand, 0 point ; 112. Anand, 0 point ; 113. Beliavsky, 0 point ; 114. Salov, 0 point ; 115. Guefand, 0 point ; 116. Anand, 0 point ; 117. Beliavsky, 0 point ; 118. Salov, 0 point ; 119. Guefand, 0 point ; 120. Anand, 0 point ; 121. Beliavsky, 0 point ; 122. Salov, 0 point ; 123. Guefand, 0 point ; 124. Anand, 0 point ; 125. Beliavsky, 0 point ; 126. Salov, 0 point ; 127. Guefand, 0 point ; 128. Anand, 0 point ; 129. Beliavsky, 0 point ; 130. Salov, 0 point ; 131. Guefand, 0 point ; 132. Anand, 0 point ; 133. Beliavsky, 0 point ; 134. Salov, 0 point ; 135. Guefand, 0 point ; 136. Anand, 0 point ; 137. Beliavsky, 0 point ; 138. Salov, 0 point ; 139. Guefand, 0 point ; 140. Anand, 0 point ; 141. Beliavsky, 0 point ; 142. Salov, 0 point ; 143. Guefand, 0 point ; 144. Anand, 0 point ; 145. Beliavsky, 0 point ; 146. Salov, 0 point ; 147. Guefand, 0 point ; 148. Anand, 0 point ; 149. Beliavsky, 0 point ; 150. Salov, 0 point ; 151. Guefand, 0 point ; 152. Anand, 0 point ; 153. Beliavsky, 0 point ; 154. Salov, 0 point ; 155. Guefand, 0 point ; 156. Anand, 0 point ; 157. Beliavsky, 0 point ; 158. Salov, 0 point ; 159. Guefand, 0 point ; 160. Anand, 0 point ; 161. Beliavsky, 0 point ; 162. Salov, 0 point ; 163. Guefand, 0 point ; 164. Anand, 0 point ; 165. Beliavsky, 0 point ; 166. Salov, 0 point ; 167. Guefand, 0 point ; 168. Anand, 0 point ; 169. Beliavsky, 0 point ; 170. Salov, 0 point ; 171. Guefand, 0 point ; 172. Anand, 0 point ; 173. Beliavsky, 0 point ; 174. Salov, 0 point ; 175. Guefand, 0 point ; 176. Anand, 0 point ; 177. Beliavsky, 0 point ; 178. Salov, 0 point ; 179. Guefand, 0 point ; 180. Anand, 0 point ; 181. Beliavsky, 0 point ; 182. Salov, 0 point ; 183. Guefand, 0 point ; 184. Anand, 0 point ; 185. Beliavsky, 0 point ; 186. Salov, 0 point ; 187. Guefand, 0 point ; 188. Anand, 0 point ; 189. Beliavsky, 0 point ; 190. Salov, 0 point ; 191. Guefand, 0 point ; 192. Anand, 0 point ; 193. Beliavsky, 0 point ; 194. Salov, 0 point ; 195. Guefand, 0 point ; 196. Anand, 0 point ; 197. Beliavsky, 0 point ; 198. Salov, 0 point ; 199. Guefand, 0 point ; 200. Anand, 0 point ; 201. Beliavsky, 0 point ; 202. Salov, 0 point ; 203. Guefand, 0 point ; 204. Anand, 0 point ; 205. Beliavsky, 0 point ; 206. Salov, 0 point ; 207. Guefand, 0 point ; 208. Anand, 0 point ; 209. Beliavsky, 0 point ; 210. Salov, 0 point ; 211. Guefand, 0 point ; 212. Anand, 0 point ; 213. Beliavsky, 0 point ; 214. Salov, 0 point ; 215. Guefand, 0 point ; 216. Anand, 0 point ; 217. Beliavsky, 0 point ; 218. Salov, 0 point ; 219. Guefand, 0 point ; 220. Anand, 0 point ; 221. Beliavsky, 0 point ; 222. Salov, 0 point ; 223. Guefand, 0 point ; 224. Anand, 0 point ; 225. Beliavsky, 0 point ; 226. Salov, 0 point ; 227. Guefand, 0 point ; 228. Anand, 0 point ; 229. Beliavsky, 0 point ; 230. Salov, 0 point ; 231. Guefand, 0 point ; 232. Anand, 0 point ; 233. Beliavsky, 0 point ; 234. Salov, 0 point ; 235. Guefand, 0 point ; 236. Anand, 0 point ; 237. Beliavsky, 0 point ; 238. Salov, 0 point ; 239. Guefand, 0 point ; 240. Anand, 0 point ; 241. Beliavsky, 0 point ; 242. Salov, 0 point ; 243. Guefand, 0 point ; 244. Anand, 0 point ; 245. Beliavsky, 0 point ; 246. Salov, 0 point ; 247. Guefand, 0 point ; 248. Anand, 0 point ; 249. Beliavsky, 0 point ; 250. Salov, 0 point ; 251. Guefand, 0 point ; 252. Anand, 0 point ; 253. Beliavsky, 0 point ; 254. Salov, 0 point ; 255. Guefand, 0 point ; 256. Anand, 0 point ; 257. Beliavsky, 0 point ; 258. Salov, 0 point ; 259. Guefand, 0 point ; 260. Anand, 0 point ; 261. Beliavsky, 0 point ; 262. Salov, 0 point ; 263. Guefand, 0 point ; 264. Anand, 0 point ; 265. Beliavsky, 0 point ; 266. Salov, 0 point ; 267. Guefand, 0 point ; 268. Anand, 0 point ; 269. Beliavsky, 0 point ; 270. Salov, 0 point ; 271. Guefand, 0 point ; 272. Anand, 0 point ; 273. Beliavsky, 0 point ; 274. Salov, 0 point ; 275. Guefand, 0 point ; 276. Anand, 0 point ; 277. Beliavsky, 0 point ; 278. Salov, 0 point ; 279. Guefand, 0 point ; 280. Anand, 0 point ; 281. Beliavsky, 0 point ; 282. Salov, 0 point ; 283. Guefand, 0 point ; 284. Anand, 0 point ; 285. Beliavsky, 0 point ; 286. Salov, 0 point ; 287. Guefand, 0 point ; 288. Anand, 0 point ; 289. Beliavsky, 0 point ; 290. Salov, 0 point ; 291. Guefand, 0 point ; 292. Anand, 0 point ; 293. Beliavsky, 0 point ; 294. Salov, 0 point ; 295. Guefand, 0 point ; 296. Anand, 0 point ; 297. Beliavsky, 0 point ; 298. Salov, 0 point ; 299. Guefand, 0 point ; 300. Anand, 0 point ; 301. Beliavsky, 0 point ; 302. Salov, 0 point ; 303. Guefand, 0 point ; 304. Anand, 0 point ; 305. Beliavsky, 0 point ; 306. Salov, 0 point ; 307. Guefand, 0 point ; 308. Anand, 0 point ; 309. Beliavsky, 0 point ; 310. Salov, 0 point ; 311. Guefand, 0 point ; 312. Anand, 0 point ; 313. Beliavsky, 0 point ; 314. Salov, 0 point ; 315. Guefand, 0 point ; 316. Anand, 0 point ; 317. Beliavsky, 0 point ; 318. Salov, 0 point ; 319. Guefand, 0 point ; 320. Anand, 0 point ; 321. Beliavsky, 0 point ; 322. Salov, 0 point ; 323. Guefand, 0 point ; 324. Anand, 0 point ; 325. Beliavsky, 0 point ; 326. Salov, 0 point ; 327. Guefand, 0 point ; 328. Anand, 0 point ; 329. Beliavsky, 0 point ; 330. Salov, 0 point ; 331. Guefand, 0 point ; 332. Anand, 0 point ; 333. Beliavsky, 0 point ; 334. Salov, 0 point ; 335. Guefand, 0 point ; 336. Anand, 0 point ; 337. Beliavsky, 0 point ; 338. Salov, 0 point ; 339. Guefand, 0 point ; 340. Anand, 0 point ; 341. Beliavsky, 0 point ; 342. Salov, 0 point ; 343. Guefand, 0 point ; 344. Anand, 0 point ; 345. Beliavsky, 0 point ; 346. Salov, 0 point ; 347. Guefand, 0 point ; 348. Anand, 0 point ; 349. Beliavsky, 0 point ; 350. Salov, 0 point ; 351. Guefand, 0 point ; 352. Anand, 0 point ; 353. Beliavsky, 0 point ; 354. Salov, 0 point ; 355. Guefand, 0 point ; 356. Anand, 0 point ; 357. Beliavsky, 0 point ; 358. Salov, 0 point ; 359. Guefand, 0 point ; 360. Anand, 0 point ; 361. Beliavsky, 0 point ; 362. Salov, 0 point ; 363. Guefand, 0 point ; 364. Anand, 0 point ; 365. Beliavsky, 0 point ; 366. Salov, 0 point ; 367. Guefand, 0 point ; 368. Anand, 0 point ; 369. Beliavsky, 0 point ; 370. Salov, 0 point ; 371. Guefand, 0 point ; 372. Anand, 0 point ; 373. Beliavsky, 0 point ; 374. Salov, 0 point ; 375. Guefand, 0 point ; 376. Anand, 0 point ; 377. Beliavsky, 0 point ; 378. Salov, 0 point ; 379. Guefand, 0 point ; 380. Anand, 0 point ; 381. Beliavsky, 0 point ; 382. Salov, 0 point ; 383. Guefand, 0 point ; 384. Anand, 0 point ; 385. Beliavsky, 0 point ; 386. Salov, 0 point ; 387. Guefand, 0 point ; 388. Anand, 0 point ; 389. Beliavsky, 0 point ; 390. Salov, 0 point ; 391. Guefand, 0 point ; 392. Anand, 0 point ; 393. Beliavsky, 0 point ; 394. Salov, 0 point ; 395. Guefand, 0 point ; 396. Anand, 0 point ; 397. Beliavsky, 0 point ; 398. Salov, 0 point ; 399. Guefand, 0 point ; 400. Anand, 0 point ; 401. Beliavsky, 0 point ; 402. Salov, 0 point ; 403. Guefand, 0 point ; 404. Anand, 0 point ; 405. Beliavsky, 0 point ; 406. Salov, 0 point ; 407. Guefand, 0 point ; 408. Anand, 0 point ; 409. Beliavsky, 0 point ; 410. Salov, 0 point ; 411. Guefand, 0 point ; 412. Anand, 0 point ; 413. Beliavsky, 0 point ; 414. Salov, 0 point ; 415. Guefand, 0 point ; 416. Anand, 0 point ; 417. Beliavsky, 0 point ; 418. Salov, 0 point ; 4

BILLET

Dimanche et droit acquis

Le débat sur l'ouverture des magasins le dimanche entre une phase de négociations. Sur le terrain, c'est l'opposition à ce qu'il avait fait le président de Virgin France, M. Patrick Zelnik, président de Virgin France, a renoncé à ouvrir le 5 janvier les magasins de Paris, Bordeaux et Marseille. Il a passé le jour à l'interdiction d'ouvrir ce jour-là, il aurait dû acquiescer une nouvelle loi une semaine de 500 000 heures de travail, soit un total de 500 000 heures pour le magasin des Champs-Élysées.

Un des mérites du coup d'arrêt de M. Zelnik aura été de rouvrir un dossier quelque peu oublié. Reçu par les ministres du travail, de l'économie, et de la culture, le président de Virgin France a eu l'occasion de poser la question de l'ouverture des magasins de détail vendant des produits alimentaires et des produits de consommation courante. Et c'est ainsi que, dans une semaine, des discussions auront lieu entre les ministres de l'économie, du travail, de la culture, de la consommation et de la pêche.

Le débat qui s'engage ne va pas être simple : comment définir un « bien culturel » ? Si l'on considère l'ouverture des magasins de détail vendant des produits alimentaires et des produits de consommation courante, on se rend compte que ce n'est pas une question de principe, mais une question de fait. Comment traiter les magasins de détail vendant des produits alimentaires et des produits de consommation courante, comme les autres magasins de détail vendant des produits alimentaires et des produits de consommation courante ?

Le débat de l'apparence - le combat de la culture et de la modernité contre l'archaïsme de la société française, - les vraies questions de fond touchant aux droits des salariés doivent, aussi, être traitées à froid : d'une part obtenir la garantie que les personnels concernés auront vraiment le choix de travailler ce jour-là ; d'autre part s'assurer que la qualité des contreparties à cette ouverture soit vraiment satisfaisante. Il s'agit bel et bien de négocier la fin d'un droit acquis.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Précision sur « l'opération Dragon ». - A la suite de la publication, dans notre édition du 21 décembre, de l'article intitulé « l'opération Dragon de la répression des fraudes dans le XIII^e arrondissement », l'Association des Amis de l'École Lin Nam rejette « une amalgame qui pourrait être fait entre une « présumée fraudeuse Lin Nam » et « la loi qui rappelle qu'elle a une unique fonction : protéger la culture régionale ».

Trois cent soixante-cinq morts en 1990

Pouvoirs publics et professionnels du bâtiment tentent de stopper la croissance des accidents du travail

Avec 165 000 accidents survenus en 1990 dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, le nombre des accidents du travail a continué de croître. Avec 148 accidents mortels (au lieu de 138 en 1989), les chiffres de la catastrophe humaine sont alarmants. La publication de ces derniers résultats a poussé le gouvernement à vouloir le persuader les professionnels de mieux prendre en compte la sécurité.

C'est dans ce contexte que les professionnels du bâtiment ont décidé, en 1991, de lancer une campagne de sensibilisation à la sécurité. Ils ont décidé de mieux prendre en compte la sécurité.

Les accidents et les autres

Première mesure concrète qui est mise en application au 1^{er} janvier, la mise en œuvre du système de notation des entreprises du bâtiment à la Sécurité sociale, cotisation calculée, aujourd'hui, sur la base d'un taux collectif. Préconisée par M. Max Querrien, conseiller d'Etat, dans un rapport remis au 1^{er} janvier 1991 à l'Assemblée nationale, cette mesure est contenue dans un arrêté du 31 juillet dernier. Elle instaure un système de notation des entreprises du bâtiment. Les cotisations des entreprises de plus de 300 salariés seront désormais calculées sur la base du nombre d'accidents qu'elles auront subi en 1990. Tandis que les PME de moins de 30 salariés continueront d'être cotisées sur la base d'un taux collectif.

De la même façon, le ministre des affaires sociales est en train de préparer un arrêté réformant le système de notation des entreprises du bâtiment. Les cotisations des entreprises de plus de 30 salariés seront désormais calculées sur la base du nombre d'accidents qu'elles auront subi en 1990. Tandis que les PME de moins de 30 salariés continueront d'être cotisées sur la base d'un taux collectif.

Sous-traitance en cascade

A cela s'ajoute la sous-traitance en cascade. Les entreprises de type artisanal (moins de dix salariés), qui ne sont pas soumises à la loi de 1990, sont souvent sous-traitées. Cette sous-traitance en cascade (jusqu'à six ou sept niveaux de sous-traitants), ce qui a entraîné une dégradation des conditions de travail et de sécurité.

Ce phénomène de sous-traitance en cascade a entraîné une dégradation des conditions de travail et de sécurité. Les entreprises de type artisanal (moins de dix salariés), qui ne sont pas soumises à la loi de 1990, sont souvent sous-traitées. Cette sous-traitance en cascade (jusqu'à six ou sept niveaux de sous-traitants), ce qui a entraîné une dégradation des conditions de travail et de sécurité.

Une directive européenne. Deux facteurs de la prévention des accidents du travail demeurent mal maîtrisés : l'analyse encore insuffisante des risques et la nécessaire coordination de la sécurité entre les multiples intervenants d'un chantier. Des progrès ont certes été réalisés en matière de connaissance des risques, mais les conditions de travail et de l'aménagement du temps de travail. Une négociation en cours de laquelle la FNB entend faire aussi prendre en compte la responsabilité personnelle des salariés.

En revanche, il apparaît toujours compliqué de maîtriser les responsabilités précises de l'employeur, de l'entrepreneur, du sous-traitant, du salarié, voire de ce qui est dû aux intérimaires, au moment de l'accident. De même qu'il est difficile d'établir une corrélation précise entre la sous-traitance et les accidents.

En matière de coordination des plans de sécurité, la principale réponse est, pour l'instant, proposée par les ministères européens des affaires sociales, qui viennent d'adopter une position commune sur le projet de directive relative à la prévention des accidents sur les chantiers mobiles et temporaires. En l'état actuel, ce projet prévoit la nomination par le maître d'ouvrage (ou le maître d'œuvre) d'un coordinateur chargé d'harmoniser les différents plans d'hygiène et de sécurité élaborés par les entreprises intervenant sur le chantier.

Une argumentation balayée par le ministère du travail, qui rappelle que la procédure existante n'était, en fait, que la mise en œuvre d'un système de notation des entreprises du bâtiment.

Après la libération des prix

Des ruptures d'approvisionnement sont annoncées dans la CEI

Quelques jours après la libération des prix, les responsables des entreprises de la CEI annoncent des ruptures d'approvisionnement. La situation est particulièrement préoccupante dans les secteurs de l'énergie, de la chimie, de la métallurgie, de la mécanique, de l'électronique, de la verrerie, de la céramique, de la textile, de la papeterie, de la pharmacie, de la cosmétique, de la parfumerie, de la joaillerie, de la bijouterie, de la horlogerie, de la verrerie, de la céramique, de la textile, de la papeterie, de la pharmacie, de la cosmétique, de la parfumerie, de la joaillerie, de la bijouterie, de la horlogerie.

Les responsables de plusieurs régions ont déjà manifesté leur mécontentement et le président M. Eltsine, effectuera à partir du mercredi 11 janvier une tournée dans les régions de Saint-Petersbourg, Oulanovsk, Novosibirsk et Nijni-Novgorod, afin d'expliquer les principes de la réforme économique et les populations locales.

La situation est d'autre part tendue dans plusieurs Républiques. En Moldavie, des dirigeants syndicaux ont menacé d'organiser une grève générale si le gouvernement ne revenait pas sur la libération des prix entrée en vigueur le 2 janvier. En Ukraine, le Parlement a jugé insuffisant le plan d'accompagnement de la réforme et a voté en faveur d'un salaire minimum de 400 roubles (contre 342 roubles en Russie). Selon le président de la banque centrale, M. Vladimir Lukin, les coupons qui vont être distribués à la population pour remplacer le rouble, ne seront pas suffisants pour couvrir les besoins de la population.

Les kolkhozes et les sovkhos vont être supprimés en Russie

Les kolkhozes et les sovkhos vont être supprimés en Russie. La nouvelle a été donnée, samedi 4 janvier, par l'agence Interfax, qui a précisé que ces fermes collectives et ces fermes d'Etat seraient démantelées et réorganisées en sociétés par actions, associations et coopératives ou même divisées en fermes individuelles, selon le choix des paysans. Les agriculteurs recevront gratuitement une partie des terres et du matériel des fermes, de façon proportionnelle à leur travail, indique l'agence sans autre précision. Les paysans pourront ensuite exploiter leurs terres comme ils le voient, soit individuellement, soit en associations, soit sous forme de sociétés. Ils pourront même, s'ils le veulent, vendre leurs terres à d'autres paysans.

Après la révolution (1918-1920), mais les fermes collectives et les fermes d'Etat ont été créées. Si les premiers étaient des coopératives dont les membres travaillaient pour leur compte, les seconds étaient des fermes collectives où les paysans travaillaient pour le compte de la collectivité. Les kolkhozes et les sovkhos ont été créés en 1929-1930. Les kolkhozes ont été créés en 1929-1930. Les sovkhos ont été créés en 1929-1930. Les kolkhozes ont été créés en 1929-1930. Les sovkhos ont été créés en 1929-1930.

Les fermes collectives (kolkhozes) et les fermes d'Etat (sovkhos) qui ne pourront faire face à leurs dettes seront déclarées en faillite et démantelées au début de janvier 1992, précise l'agence Interfax, qui ajoute qu'actuellement 10 % des kolkhozes et 20 % des sovkhos sont en faillite.

Pour inciter les paysans à la productivité, le pouvoir en URSS aura sans cesse été tenté entre les deux tentatives de la centralisation et d'une certaine autonomie, avec au centre de ses préoccupations la fixation du juste prix. Celui-ci aurait dû tenir compte du coût des facteurs de production, mais aussi, ce qui a toujours été très difficile, des rapports de prix entre eux, de la productivité et de la rareté des biens. L'échec de l'agriculture soviétique a probablement d'abord été celui de la mise en place d'un système économique de formation des prix.

Les premiers kolkhozes (collectifs kolkhozes) ont été créés en 1929-1930.

Face aux protestations contre les hausses de tarifs dans certains secteurs protégés

Le gouvernement polonais menace de démissionner en cas de grèves

Des hausses de prix dans les secteurs protégés (eau, électricité, gaz, chauffage, transports) ont provoqué en Pologne, et, samedi 4 janvier, le ministre des affaires sociales, l'imposition de nouvelles hausses de tarifs et de nouveaux services, le prix des boissons alcoolisées a augmenté de 20 %. Ces mesures ont provoqué de vives protestations de la part des syndicats (le 5-6 janvier), mais le premier ministre, M. Jacek Kuroniewicz, a déclaré samedi au Parlement qu'il serait prêt à démissionner si Solidarité ou l'OPZZ (l'ancien syndicat communiste) annonçaient des grèves de protestation. Plusieurs syndicats ont exprimé leur opposition aux nouvelles augmentations de prix et ont appelé à la grève. Le 5 janvier, des milliers de personnes ont manifesté devant le Parlement pour protester contre les hausses de tarifs.

duction du secteur public compensée en partie par l'élargissement du secteur privé, mais l'inflation a considérablement augmenté que le chômage montait à 16 %.

Plus de deux millions de sans-emploi

Selon le rapport, le PNB (produit national brut) a baissé de 11,6 % en 1990 et de 7 % en 1991. L'inflation, qui était de 2 000 % en 1989, a été ramenée à 250 % en 1990 et devrait se situer entre 60 et 70 % l'année prochaine. En revanche, les salaires ont augmenté de 11 % en 1991 au niveau de 1987, le salaire mensuel moyen se situant autour de 2 millions de zlotys (1 110 francs), tandis que le chômage a augmenté à 16 %, touchant plus de 11 % de la population active. Cette poussée du chômage a accompagné la chute de la production du secteur public. Le secteur privé, bien que développé jusqu'en 1989 (hors des entreprises d'Etat), représente désormais 72 % de l'activité du commerce intérieur, 45,8 % des importations, 47 % du bâtiment, 21,3 % de la production industrielle.

orientations

SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études : _____ Age : _____

Niveau de recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Chimie
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Génie Industriel
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Mécatronique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Optique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Physique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Robotique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Vie
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Terre
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de l'Univers
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de l'Environnement
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Société
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Culture
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Communication
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Gestion
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Musique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de l'Art
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Littérature
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Philosophie
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Religion
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Politique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Justice
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Sécurité
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Défense
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Publique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Mentale
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Sexuelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Reproductive
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Adulte
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Gériatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Pédiatrique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Maternelle
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	<input type="checkbox"/> Sciences de la Santé Infantile
<input type="checkbox"/> Préparatoire au Baccalauréat	

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE SEB
CALOR ROWENTA, SEB, TEFAL

Meilleurs Titres

■ à retenir pour votre information :

- 13 janvier : Ventes 1991
- 4 février : Résultats 1991
- 13 avril : Ventes du 1^{er} trimestre 1992
- 29 avril : Assemblée Générale Actionnaires
- 13 juillet : Ventes du 1^{er} semestre 1992
- 31 août : Résultats du 1^{er} semestre 1992
- 13 octobre : Ventes des 9 premiers mois
- 12 janvier : Ventes 1992

Information permanente 3615 Information SEB

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

alternatives ÉCONOMIQUES

EN KIOSQUE 18 F

janvier 92

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL :
— la nouvelle donne
— l'exemple allemand
— les leçons de 82

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

3. RUE LA BOÉTIE 112. BD ST-GERMAIN 132. BD ST-GERMAIN 18. BD DE SEBASTOPOL

3 990 F.T.T.C.
7 990 F.T.T.C.
5 390 F.T.T.C.

PANASONIC 5000
Traitement de texte portable
Lecteur disquette 3,5 d
50 000 caractères

PANASONIC CF 170
Micro-ordinateur
Compatible PC
Lecteur 3,5 d - disque dur 20 Mo

H.P. 95 LX
Compatible PC
Mémoire 512
Lotus 128

BUROAUTIQUE **DURIEZ** INFORMATIQUE

Le Monde ÉDITIONS

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
175 ANS

1. Une histoire de confiance : Comment, vu par des historiens, la Caisse des Dépôts a, depuis 1817, assuré ses missions au service du "bonheur général".

2. La confiance en question aujourd'hui : Les principaux responsables de la vie financière témoignent de l'évolution de ses missions et de leur adaptation nécessaire.

3. Finance et confiance, une urgence : Comment penser la finance, l'argent, la confiance au milieu de tant d'excès ? Les points de vue de philosophes, de sociologues et de théologiens sur les questions éternelles qui agitent les praticiens de la finance.

Un document, excepté l'annexe, 670 pages, 198 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les cycles existent

L'étude des retournements d'activité permet de mieux appliquer une double action budgétaire et monétaire

par Philippe Sigogne

L'EXISTENCE de cycles économiques a été l'explication de leurs origines des questions débattues de longue date. La définition du cycle de Gottfried Haberler, auteur en 1937 d'un rapport à la Société des Nations entièrement consacré à ce sujet, a été longtemps la référence : « Une alternance de phases de prospérité et de dépression qui revient à des intervalles de trois à douze ans ».

Cette définition s'appliquait aux fluctuations amples et récurrentes observées près d'un demi-siècle (1880-1930). Les nombreuses théories furent ébauchées pour en rendre compte. C'est ainsi que naquirent, dans l'époque allant de Marshall à Keynes, les théories monétaires pures des cycles, ainsi que les théories monétaires ou du sur-investissement et de la consommation.

Durant les décennies 40, 50, 60, le débat sur les cycles perdit de l'importance au profit de celui de la croissance. L'atténuation des fluctuations économiques, le fait qu'elles n'entraînaient souvent que des pauses dans la progression de l'activité, la confiance dans la capacité de régulation des politiques, conduisirent à désintéresser de ces théories, voire à nier la pertinence.

Un contenu opérationnel

La récession américaine de 1980-1982 a brutalement interpellé ceux qui avaient fini par nier l'existence de cycles involontaires. Les économistes s'attachèrent à introduire dans leurs modèles mathématiques des nouvelles variables plus concrètes, de mieux reproduire la croissance et ses fluctuations. Ces variables ont pour nom : l'utilisation des capacités de production, la durée du travail, les variations des stocks, les salaires d'ajustement, les imperfections du marché. La plupart sont bien connues en conjoncture depuis les années 30, sans avoir à se douter que leur sélection découlaient directement de réflexions sur les cycles.

Mais la longue période de croissance qui a suivi a renforcé dans l'opinion le sentiment que les cycles relevaient des aléas du passé, au moment où les théoriciens s'efforçaient de mieux les engendrer. Les États-Unis semblaient ne plus devoir subir la pause d'activité. Le Japon s'apprêtait à battre le record de durée d'expansion des années 60. France même, la croyance à la croissance autorentrante s'est renforcée en 1989, conduisant à négliger les signes de ralentissement perceptibles.

A présent que la plupart des pays de l'OCDE ont connu soit une récession, soit un sévère coup de frein, l'existence de cycles n'est plus uniquement un travail de quelques spécialistes, mais retrouve un caractère opérationnel. En l'occurrence, il s'agit de voir en quoi les retournements d'activité s'opèrent spontanément : il nous faut particulièrement élucider les étapes qui mènent de l'entrée en récession à la reprise, et à quel moment les objectifs des ménages, des entreprises et des finances publiques, pour ce qui est de la gestion du budget, de la monnaie, pour l'État, de la réalisation de ces objectifs.

Pour bien comprendre ce qui se passe durant une récession, il faut d'abord s'entendre sur ce qui l'a motivée. À de nombreuses exceptions, c'est la sollicitation excessive d'un ou de plusieurs facteurs de production (travail, matières premières, énergie, équipements) qui finit par bloquer l'activité puis entraîner sa chute. Plus forte est la sollicitation, plus ample est la chute.

Or, contrairement aux rêves de croissance équilibrée, la probabilité d'emballlement d'une économie développée est toujours élevée. Dès qu'un des facteurs de production se rapproche de la saturation, la croissance individuelle d'investir plus pour lever la contrainte, l'accélération de l'investissement qui en résulte, a des effets multiplicateurs et avive globalement les tensions.

La surchauffe économique a de plus en plus de particularité que les entreprises deviennent les seuls acteurs à mesurer qu'elle se prolonge. En raison de la hausse des besoins d'investissement, des coûts du travail, s'endossent de plus en plus. À l'inverse, les administrations réduisent au contraire leurs besoins de financement, les ménages élèvent leur taux d'épargne.

L'insuffisance globale d'épargne qui résulte de l'épuisement des capacités de production finit par avoir raison de l'excès d'investissement : la production diminue, la longévité de la rentabilité, le financement par actions devient plus coûteux, enfin les restrictions monétaires accentuent la dévalorisation des actifs, rendent les banques plus sélectives. Le plongeon est alors acquis.

Autant de butoirs à la croissance aisée à concevoir, autant de limites à la croissance ne le sont pas. Aussitôt que la récession s'annonce, les facteurs de production redeviennent suffisamment abondants pour satisfaire les besoins de croissance à moyen terme. Toutefois une phase d'emploi s'impose, car les entreprises, ayant perdu l'illusion sur la croissance future, s'aperçoivent qu'elles n'ont ni les moyens ni le besoin d'investir en capacités additionnelles.

De même que le surinvestissement avait fini par miner la situation financière des entreprises, la baisse des stocks d'équipement et la maîtrise des stocks vont permettre de la rétablir. Bien que les profits soient au plus bas, les provisions pour amortissements non employées à de nouvelles investissements, et la baisse des stocks de trésorerie et de décaissement des fonds propres.

L'épargne et la précaution des ménages se traduisent avant tout par un renoncement à des achats de logements, d'automobiles et de gros biens durables. Ce renoncement, largement facilité par la dépréciation antérieure de ces biens, est d'abord volontaire et accentue l'entrée en récession, puis subi, d'autant plus durement que les pertes d'emploi se prolongent. Le résultat est un taux d'épargne élevé, mais qui ne s'accroît plus, et dont la structure se modifie au détriment des placements à long terme.

La condition nécessaire

Cette désaffection des ménages pour l'épargne longue fait pendant à l'objectif de désendettement des entreprises. L'évolution spontanée des taux d'intérêt les encourage. Ceux-ci baissent en raison nominale, ce qui valorise le patrimoine et réduit d'autant l'effort d'épargne nouvelle nécessaire ; ils baissent en valeur réelle, voire augmentent avec les primes à risque, ce qui pousse les entreprises à rembourser au plus vite les emprunts passés.

La reconstitution des liquidités s'avère une condition nécessaire à la reprise économique. Les entreprises ne peuvent développer leur activité qu'une fois leur trésorerie jugée satisfaisante. Les ménages en réduisant leur épargne de précaution, lorsque l'emploi reprend et qu'ils estiment disposer de suffisamment d'argent, comptent et livrent. Les profits ne peuvent se traduire significativement et alimenter les trésoreries qu'à partir du moment où l'effort d'épargne reprend. Or, durant la récession, l'effort de désendettement des entreprises ne se limite qu'au marché financier et l'annulation des lignes de crédit ponctionnées en fait des avoirs monétaires.

La recherche d'une plus grande liquidité ne se fait donc que par le simple jeu des relations ménages-entreprises. Il y faut le mécanisme qui cause les profits des banques peuvent y redresser grâce à l'assouplissement de la politique monétaire par la désinflation autorisée. L'écart entre le taux d'épargne et le taux de consommation est alors positif.

La recherche d'une plus grande liquidité ne se fait donc que par le simple jeu des relations ménages-entreprises. Il y faut le mécanisme qui cause les profits des banques peuvent y redresser grâce à l'assouplissement de la politique monétaire par la désinflation autorisée. L'écart entre le taux d'épargne et le taux de consommation est alors positif.

prêts et le refinancement leur permet de maintenir des concours suffisants aux entreprises demeurées solvables, puis d'accroître ce volume de crédits que les mauvais risques provisionnés.

C'est le rôle de l'État, amplement souligné par Keynes mais aussi par les préceptes de la doctrine de la récession, de prévenir ainsi les enchaînements cumulatifs à la baisse. Cela signifie tout qu'il facilite, et qu'il obstrue, le processus de rétablissement des comptes privés déformés par le surinvestissement antérieur des entreprises, et qu'il évite.

Les leçons que l'on peut tirer de ces enchaînements valent pour l'ensemble des économies développées, en particulier pour la France. Jusqu'à une période récente, le pays a connu une croissance plus cyclique que la moyenne. L'intégration dans l'Europe et le monde et sans doute une certaine perte d'efficacité des gestions publiques et privées font que les fluctuations de l'activité épousent actuellement celles de la Communauté européenne dans son ensemble.

Des lignes claires

La tentation est grande de dire que ces fluctuations nous imposent de l'extérieur et que la politique économique est impuissante à les résorber. Il est plus exact d'admettre que le comportement de la France se rapproche de celui de ses partenaires parce que ses institutions socio-économiques s'en rapprochent aussi, et d'en conclure que la politique économique doit s'adapter à cette nouvelle donne.

Que peut faire l'État face aux alternances de prospérité et de dépression ? Maintenir un cap. Distinguer les objectifs à long terme qui relèvent de sa compétence (défense, justice, sécurité, enseignement, infrastructures collectives), et dont la réalisation sera assurée quel qu'il arrive, et l'objectif de régulation économique et sociale dont l'enveloppe de moyens dépend de l'état de la conjoncture. Une ligne de conduite claire est le meilleur moyen de tempérer la confiance en phase d'optimisme et de la régénérer en phase de pessimisme.

Les stabilisateurs automatiques existent dans les mécanismes de la fiscalité et de la prévention sociale. Les faire jouer librement revient à se donner une règle que les dépenses, les transferts sociaux, soient déterminées par référence à l'évolution potentielle de l'économie, après lissage des mouvements conjoncturels. Leur financement peut être l'impôt, l'emprunt obligatoire ou le crédit bancaire, mais la structure patrimoniale que l'on souhaite donner à l'économie. La répartition par sources devrait relever de la politique budgétaire.

En revanche, l'analyse des enchaînements cycliques nous a montré l'importance du volume d'épargne disponible et du degré de liquidité dans les retournements conjoncturels. C'est l'assèchement de l'épargne puis de sa réaffectation la plus liquide qui provoque la récession ; c'est la reconstitution d'une épargne plus et plus liquide qui

autorise la reprise. Le rôle de la politique monétaire est évident pour celui de la politique budgétaire ; l'être moins, à en juger par certaines propositions qui peuvent aller à l'encontre de l'objectif visé.

En dépit de leur attrait, les grands travaux peuvent entraver le redressement des comptes soit par qu'elles interrompent les efforts de rationalisation des entreprises concernées, soit parce qu'elles font appel au marché financier alors que son volume ne s'est pas encore dégonflé. Les coûts unitaires du travail et les taux d'intérêt à long terme risquent alors de rester élevés et pénalisent les autres secteurs.

L'incitation à l'épargne longue, le fait de réduire les taux à long terme, ne peut plus être considérée comme un instrument conjoncturel, car elle va à l'encontre du désir de liquidité des ménages et ne contribue pas au redressement financier des banques, préalable à la relance du crédit.

Le mode de financement du déficit budgétaire conjoncturel n'est pas indifférent. Ainsi un financement monétaire résultant de l'émission de titres à destination des banques peut stimuler la liquidité alors que le financement obligatoire risque d'engorger le marché. L'État français a interdit depuis 1982 de faire appel aux banques pour des raisons structurelles (encouragement à l'épargne, lutte contre l'inflation, réduction de la part des plus mobilisables). Les succès récents dans ces domaines et la conjoncture favorable à la croissance ne seraient pas souhaitables.

Une mesure temporaire

Le financement monétaire, tel qu'il est pratiqué par les Anglo-Saxons, n'est pas l'appareil des pays inflationnistes ; en Allemagne, les crédits bancaires à l'État atteignent 30 % de M1 (agrégat monétaire) et l'unification monétaire, soit près du double de ce qu'ils sont en France. Une telle différence va au-delà des poids respectifs des dépenses publiques dans le PIB de chaque économie. Le financement monétaire de la part automatique du déficit serait par définition une mesure temporaire ; en phase de haute conjoncture, l'État devrait utiliser son excédent pour réduire les prêts et contribuer à prévenir le sur-investissement en réduisant la liquidité, il annulerait ainsi tout risque inflationniste.

Dans la situation présente, les crédits bancaires à l'État handicapent doublement la reprise : ils entraînent l'assainissement des comptes des entreprises, à la charge financière, et ils empêchent les banques d'inverser les taux ; le financement de l'État par le crédit et la liquidité, l'État peut soulager l'économie en prenant le compte de l'excédent imposé par la gestion du change et en acceptant de prendre temporairement le rôle des banques auprès des entreprises. Le résultat est plus favorable parce que plus supportable l'engagement de stabilité du franc dans le SMU.

► Constaté à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

BIBLIOGRAPHIE

Un inventaire social

Jean-Pierre Dumont, directeur de la recherche de la mutualité paritaire, est un des rares spécialistes qui n'ait pas de la sécurité sociale une vision purement franco-française. Néanmoins, l'ouvrage qu'il vient de publier arrive à point nommé pour éclairer les débats hexagonaux actuels, qu'il s'agisse de la maîtrise des dépenses de santé ou de la réforme des régimes de retraite.

L'inventaire que dresse Jean-Pierre Dumont est impressionnant : depuis dix ans, la quasi-totalité de nos partenaires se sont lancés dans des politiques de ralentissement de leurs budgets d'assurance-maladie et se sont efforcés de programmer une remise à niveau de leurs mécanismes de retraite en fonction des évolutions démographiques.

Parmi les différents types d'adaptations choisis par les pays développés, qui comportent plus ou moins

des solutions « libérales » (montée en charge des dépenses, recours à la capitalisation), inutile de chercher un modèle dont il serait possible d'inspirer. Les différents systèmes existants ne sont pas des variantes d'un même schéma.

Ce travail de recherche s'intéresse également aux efforts déployés par les démocraties populaires et par les pays en voie de développement qui tentent de construire un système de protection sociale ou, plus souvent, de sauvegarder (comme en Amérique centrale, en Amérique du Sud et en Afrique) des systèmes existants mais en voie de paupérisation accélérée.

JEAN-MICHEL NORMAND

► L'Évolution de la sécurité sociale dans le monde (1971-1981-1991), FMP, 24, rue Saint-Victor, 75001 Paris.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

ROUTE NATIONALE N° 7 - DÉVIATION DE L'AGGLOMÉRATION DE NEVERS

Arrêté préfectoral du 10 décembre 1991, a été arrêté l'ouverture publique et la mise à disposition de la déviation de la route nationale n° 7, dite « route de la Nièvre », sur le territoire des communes de CHALUZY, SERMOISE-SUR-LOIRE, SAINT-ÉLOI, COULANGES-LES-NEVERS, VARENNES VAUZELLES, et URZY. Cette déviation sera réalisée en deux phases : la première phase sera la déviation de l'agglomération de NEVERS au sens de l'article L.152-1 du Code de la voirie.

Approuvée par le conseil de compétence des communes de SAINT-ÉLOI et SERMOISE-SUR-LOIRE.

صكزامن الأصل

Dirigeants

S.A. D'HLM DE LA GUADELOUPE



87 personnes - 1000 logements en location
800 logements, commerces et bureaux en accession
à la propriété.
Nous sommes à Pointe-à-Pitre

DIRECTEUR

35 ans minimum, de formation supérieure, avec une expérience analogue dans un organisme tel que SA HLM, OPAC, SEM, etc. ou de gestion dans une entreprise.

Vos capacités d'organisation, d'animation et de négociation aussi importantes que votre souci de rigueur, de gestion et de qualité des prestations.

Relève du Président, vous poursuivrez les actions engagées. Vous dirigerez, organiserez, coordonnerez et contrôlerez l'ENSEMBLE des activités et notamment :
• entretien des locaux
• gestion financière
• gestion des ressources humaines
• gestion des équipements
• relations avec l'environnement
• les collectivités locales.

Votre mission sera de redonner à notre société son rôle privilégié d'opérateur du logement social (choix des terrains, financement, construction et accompagnement social).

Merci d'écrite, sous réf. HLM/DRLGUA/102 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil :
Richard Bénatouil - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris.
DISCRETION ABSOLUE et réponse rapide.

DIRECTEUR

DÉVELOPPEMENT

LOISIRS

Filiale de SODEXHO, groupe du 1er plan mondial dans le domaine de la restauration et des services, nous intervenons avec succès dans le domaine des loisirs et du tourisme fluvial. Au sein de l'équipe de direction, vous prendrez en charge la mise en œuvre de la stratégie de développement en France et à l'étranger.

Vous étudierez et réaliserez les opportunités de reprise et de développement dans ce secteur. A terme, vous prendrez la direction de l'une des affaires suivies.

Cette mission requiert une solide expérience de développement (audit, marketing, négociations) et de management (unité de production, centre de profit). A 35 ans environ, de formation supérieure, vous serez rigoureux et intuitif. Vous parlerez couramment l'anglais ainsi qu'une seconde langue européenne pour évoluer vers une direction à l'étranger.

Merci d'écrite sous réf. LM/6/DDT à Patrick TORDJMAN - SODEXHO - 67 70000 Saint Quentin en Yvelines cedex.

SODEXHO
La vie au travail.



conseils en carrière

Prêt à changer ?
Pourquoi attendre ?

Vous vous interrogez sur votre vie professionnelle ; vous avez le sentiment qu'il vous faut faire un point, pour progresser et vous épanouir davantage.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous aider très concrètement. Depuis 18 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 6000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la carrière du marché.

Et de plus en plus souvent, les entreprises qui veulent conserver leurs hommes-clés leur font appel pour leur faire prendre en charge ces prestations.

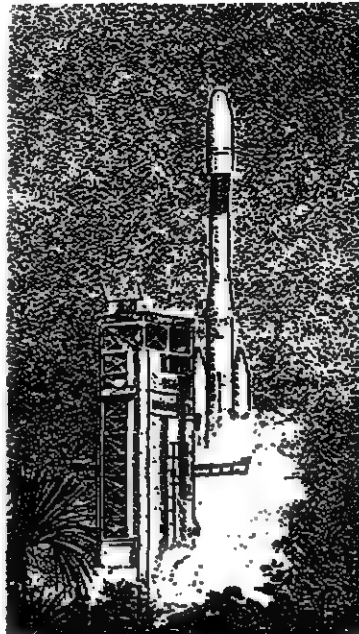
Alors, ne tardez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

11, rue de la République, 92000 Nanterre. Tél. (1) 42.65.42.00
Fax : (1) 42.65.42.49
Bureau : 11, rue de la République

Carrières Européennes en Entreprises

Ingénieur analyse de mission
chez Arianespace, première société
commerciale de transport spatial

La formation ENSI, ENSAM ou diplômé(e) d'une université européenne équivalente. Vous justifiez d'une première expérience de quelques années au sein d'un milieu industriel de haute technologie, dans le domaine informatique (niveau Fortran, C, Unix).

Au sein de la Division Système de la Direction Industrielle, vous aurez la responsabilité :

• de gérer et d'améliorer les logiciels d'étude d'analyse (sur ordinateur HP 9000 Unix)

• de participer :

- aux phases d'analyse de mission préliminaires,

- au suivi technique et à la coordination de la préparation

du programme de vol,

- aux activités Système lors des opérations et des

exploitations de vol.

Bilingue français/anglais, vous effectuerez à partir de

siège d'Evry (Seine-et-Marne) missions à Kourou

(Guyane française) et à l'étranger.

Si vous êtes intéressé(e), envoyez-nous dossier

complet (lettre, CV, photo, prétentions), à

ARIANESPACE, Service des Relations

Humaines, boulevard de l'Europe, 91000

Evry (France).

arianespace

DEMAIN L'EUROPE

Les entreprises européennes, pour relever les défis du développement international, ont besoin de cadres expérimentés et polyvalents. Elles recherchent des personnes capables de gérer des équipes et de développer de nouvelles activités. Elles ont besoin de personnes capables de travailler dans un environnement international et de gérer des équipes multinationales.

Futurs responsables
ressources humaines

Agé(e) de 25-30 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (universités, écoles de gestion, instituts de Sciences Politiques) et/ou ayant acquis une première expérience terrain dans la Distribution sur des missions de Ressources Humaines (recrutement, formation, gestion du personnel, communication), votre motivation, vos idées, votre enthousiasme, nous poussent à rejoindre une équipe jeune, bientôt internationale, porteuse d'un PROJET EUROPÉEN D'EXPANSION et qui partage vos valeurs : favoriser l'esprit d'initiative, privilégier une complicité faite de simplicité, franchise, confiance et sourire.

Après une formation internationale de plusieurs mois auprès des opérationnels et commerciaux sur les différents points de vente de notre société et dans les services

Humaines actuellement en place, nous vous proposerons un projet de développement personnel et une intégration à un poste de responsabilité des Ressources Humaines en France, dans un pays d'origine ou dans un autre pays de la Communauté Européenne.

Vous aurez l'opportunité d'acquiescer votre goût du challenge et votre fort potentiel à vos atouts personnels pour réussir dans la mise en place de nos futurs services de Ressources Humaines et pour adhérer, avec une volonté d'entrepreneur, aux valeurs d'un groupe leader.

Si ce projet vous passionne, adressez C.V., écrit en français et rémunération souhaitée en notant la référence LM/791 sur l'enveloppe à notre conseil : ORNICAR - Place de l'Opéra 6, rue Halévy 75002 PARIS FRANCE

ornicar

L'IMMOBILIER

appartements
ventes

LUXEMBOURG/PANTHÉON
terr. gd stand.,
réceptions,
270 m², vue, Park.
URGENT. 43-25-66-66

locations
non meublées
demandes

EMBASSY SERVICE
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
T. (1) 45-62-30-00

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés,
Déclaration et tous services
Permanence téléphonique
43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ÉTOILE

19 CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Paris, centre, tél. 01.47.33.55.55
Fax : 01.47.33.55.55
CIBES 47-23-84-21

International

RAFAD, société à caractère international, spécialisée dans la fourniture de l'application de financements alternatifs au développement, cherche un/une

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL(E)

avec les compétences suivantes : formation financière et solide expérience bancaire et/ou de gestion de PME. Direction de la Fondation, animation d'équipe de recherches et coordination groupe de consultants. Représentation de la Fondation et recherche de financement. Collaboration étroite avec ONG, milieu associatif du Tiers-Monde. Disponibilité pour voyager (3-4 mois/an). Bilingue français-anglais ; bonnes connaissances d'espagnol ou d'allemand. Niveau universitaire ou expérience professionnelle équivalente.

Conditions d'engagement à négocier (statut ONG-FIG-Genève). Faire offre complètes avec CV, copies de certificats et photo à : **RAFAD**, CP 117, 1211 Genève 20, Suisse.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مركز من الأصل

ÉCONOMIE

Décès de Louis Henry, un des pères de la démographie historique

Avec Louis Henry, décédé le 30 décembre, disparaît un des grands ancêtres, ou des grands aïeux de la démographie française et de l'Institut national d'études démographiques (INED), où il était entré en 1947 et où il a travaillé jusqu'à sa retraite en 1976.

Né en 1911, polytechnicien et officier d'artillerie comme ses contemporains, Jean Bourgeois-Pichat (mort en avril 1990) et Paul Vincent, il était comme eux venu par hasard à la démographie après la deuxième guerre mondiale. Peu connu hors des cercles scientifiques, il a cependant formé des générations de démographes français et, accessoirement, d'historiens par ses travaux et son enseignement à l'Institut de démographie ou à l'Ecole des hautes études, et il a joué un rôle important dans plusieurs domaines. Il a notamment travaillé sur les méthodes de la démographie - il est l'auteur de plusieurs manuels classiques. Il s'est intéressé aussi bien au mariage, à la mortalité, au tiers-monde, ou aux noms de famille, mais il s'est attaché particulièrement à l'étude de la fécondité. Il a notamment analysé les étapes du cycle de la reproduction et mis au point des indices de mesure et des modèles de la fécondité.

Mais, plus encore, il a été l'un des pères de la démographie historique. Il en a établi une méthode en reconstituant les familles anciennes à partir des registres paroissiaux ou figuraient naissances, mariages et décès, par exemple dans ses travaux sur « les anciennes familles genevoises » (1956) ou sur « la population de Crulai, paroisse normande » (1958). Il a aussi lancé l'INED dans une grande enquête sur la France

ancienne (1686-1820) à travers l'étude de quarante villages répartis dans l'Hexagone.

Ses travaux ont fait connaître avec précision « le régime démographique ancien » à forte fécondité et forte mortalité avec ses fluctuations et ses crises, mais ils ont aussi permis de découvrir les premières formes de la contraception en France. Ils ont également beaucoup servi aux historiens en contribuant à renouveler les moyens de l'histoire des mœurs et des sociétés, notamment celles de l'Ancien Régime.

GUY HERZLICH

□ La banque Paribas a réalisé 80 opérations de fusions-acquisitions en 1991. - La banque Paribas a réalisé 80 opérations de fusions et acquisitions en 1991, d'une valeur totale de 50,3 milliards de francs, contre 91 opérations pour 44,5 milliards de francs l'année précédente. Comme en 1990, la moitié des opérations de fusions-acquisitions réalisées en 1991 a impliqué au moins une société étrangère. Parmi celles-ci figurent l'acquisition d'une participation du groupe Axa dans la compagnie américaine Equitable Life, la signature d'un accord entre les AGF et le groupe Banesto avec prise de participation des AGF dans le holding de contrôle de Union y el Fenix. Parmi les opérations françaises les plus significatives, on relève la cession de la Banque de gestion privée au groupe du Crédit agricole et la restructuration de la Financière Robur (fusion UGC DA et Robur DA).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

SIEGE SOCIAL A PARIS 8° - 22, RUE PASQUIER

Spécialiste de la gestion sous mandat, la BIMP met à la disposition de sa clientèle de particuliers, d'entreprises, d'associations et d'institutionnels, une gamme complète d'OPCVM :

Caractéristiques	Actif net au 13.12.91 (en MF)	Valeur liquidative au 13.12.91 (en F)
Monétaires		
Priv/Associations	4 212 325	28 211,37
Privem	238 873	127,39
Court Terme obligataires		
Priv-Court Terme*	362 200	121,50
Primo*	150 917	206,17
Moyen/Long terme obligataires		
Privoblig	319 383	226,41
Privente	98 546	154,35
Pasquier Garantie	121 848	1 708,71
Diversifiés		
Prifrance	64 351	254,26
Privinter	188 410	328,84
Qespriv	117 881	324,40
Privazur	27 199	188,98
Spécialisés		
Prjapon	58 327	83,72
Prj-comptant*	36 222	102,56
Secundo*	40 585	186,67

La BIMP poursuit la restructuration de sa gamme. Elle développera en 1992 de nouveaux produits inspirés par les caractéristiques constantes de son action en matière de gestion collective : sécurité, efficacité, innovation et transparence.

* Une procédure de fusion a été engagée pour Priv-Court Terme et Primo ainsi que pour Priv-Comptant et Secundo.

(Publicité)

Pourquoi toujours ce "Z" et pourquoi toujours lui ? Le sergent Garcia n'avait que cette question en tête.

CECI EST UN MÉDICAMENT CONTRE LE MAL DE TÊTE. LIRE ATTENTIVEMENT LA NOTICE.

aspirine 500
vitamine C
oberlin



CARNET DU Monde

Naissances

Mireille KOLMAYER
et
Edoardo PINOCHET-LOBOS
sont heureux d'annoncer la naissance de

Antoine,

le 29 décembre 1991.

69660 Collonges-au-Mont-d'Or.

- Kigali (Rwanda).

M. Jean-Claude MASBATIN et M^{me},
née Vallée,
sont heureux d'annoncer la naissance
de leur petite-fille

Julia,

chez Agnès et Claude BAYARD,
Maisons-Laffitte, le 10 décembre 1991.

- Il y a soixante-trois ans naissait

Tina

Hoer
a la joie d'annoncer la naissance de

Claudia LUTIN,

le 4 janvier 1992.

- Frédéric
MALTERRE-AURILCOMBE
et Pierre AURILCOMBE

ont la joie d'annoncer la naissance de

Maximilien,

le 16 décembre 1991, à Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du
dimanche 5 janvier 1992

UN DECRET

- N° 91-1413 du 28 décembre
1991 portant dissolution de
l'Agence nationale pour le dévelop-
pement de l'éducation permanente.

Décès

- M^{me} Paule BESSE,
M. et M^{me} Dominique Besse
et leurs enfants,
Evelyn Besse et Jean-Pierre Loize,
ont la douleur de faire part du décès de
leur époux et père,

M. Maurice BESSE,

survenu à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
le 4 janvier 1992, à l'église de Saint-
Sernin.

P. Besse,
Le Fourcat,
81300 Graillet.
Anne et Dominique Besse,
92, boulevard Voltaire,
75011 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jean-Paul COULON,
née Marthe Gredy,

survenue le 30 décembre 1991, dans sa
centième année.

De la part de
M. et M^{me} Jean-Michel Coulon,
M^{me} et M. Olivier Dohé,
M^{me} et M. Jean-Louis Crestey,
ses enfants et beaux-enfants,
Patrice et Marianne Dohé,
Adrien, Mathieu,
Sylvie et Patrice Huere,
Clémentine, Thomas, Antonia,
Laurence et Philippe Petitfère,
Camille, Nicolas, Grégoire,
Aline et Bertrand Salla-Bourdillon,
Julien, Martin,
ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,
Des familles Gredy et Coulon.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité familiale au cimetière de Saint-
Georges-de-Didonne (Charente-Mar-
itime), le 2 janvier 1992.

118, rue de la Faisanderie,
75016 Paris.

- Hélène Papinot-Gires,
François et Colette Gires,
Jean-Paul Gires,
ses enfants,
François Papinot,
Pierre-Emmanuel et Victoria Gires,
Jean-Michel et Marie-Hélène Gires,
François et Isabelle Jacquemard,
ses petits-enfants,
Xavier et Isabelle Bour-Domander-
Papinot,
Auguste et Clément Gires,
Pierre-Yves, Ghislaine, Cédric et
Marie-Henri Gires,
Anne-Laure et Emmanuelle Jacqui-
emard,
ses arrière-petits-enfants,
Raymond Chauvat,
son frère,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Louise GIRES,

née Chazart,

le 2 janvier 1992, à Châteauroux, à
l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu le 4 janvier,
en l'église Saint-Sauveur d'Argentan-
sur-Creuse, suivies de l'inhumation
dans le caveau de famille, où elle
reposera auprès de

Paul GIRES,

son époux, décédé à Niort le 13 octo-
bre 1971.

201, rue de Strasbourg,
36000 Châteauroux.
7, boulevard Beaumarchais,
75004 Paris.
12, place Saint-Sulpice,
75006 Paris.

- La CFDT-AFPA
a le regret de faire part du décès de

M. Michel GRIMAL,
créateur et premier secrétaire général
du syndicat CFDT de la FPA.

- M. Claude Gernon,
député et maire,
président de la Sammasy,
M. Jacques Pictet,
directeur de la Sammasy,
Et leurs collaborateurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Geneviève GUÉRIN,
directeur adjoint,

survenue le 1^{er} janvier 1992.

Les obsèques ont eu lieu le samedi
4 janvier à Couëron (Loire-Atlantique).

Le 4 janvier 1992.

Les obsèques ont eu lieu le samedi
4 janvier à Couëron (Loire-Atlantique).

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Le 4 janvier 1992.

Remerciements

- Son épouse,
Ses enfants
Et sa famille,
remercient tous ceux qui se sont asso-
ciés à leur peine lors du décès de

M. Louis BODARD.

Anniversaires

- Bienvenue à

Clara,

il y a dix ans, le 7 janvier 1982.

Jan DESSAU,

son père, décédé le 10 janvier 1982.

« La mort de ceux qu'on aime, on
y pense, au bout d'un certain temps,
avec une inexplicable douceur. »
A. Malraux.

Marie Zanardi,
sa mère.

- Il y a huit ans, le 31 décembre
1983,

Françoise GAUTHIER
(Vernon-Desroches),

mourut du cancer.

Une pensée pour elle.

M. P. Gauthier,
91450 Etolles.

- Il y a dix ans

Rose LAROCK GRANOFF

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous
ceux qui l'ont connue, appréciée et
aimée.

Galérie Karla Granoff,
92, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

Soutenances de thèses

- Ecole des hautes études en
sciences sociales, 34, boulevard Ras-
pail, Paris-8^e, salle 524, le 8 janvier
1992, à 14 heures, Cyril Grange sou-
tiendra sa thèse de doctorat :
« Noblesse et bourgeoisie dans la
France du XIX^e siècle : les gens du
Bottin modan ».

- Université Paris-III (Sorbonne
nouvelle), vendredi 10 janvier 1992, à
14 heures, salle Bouclat, 17, rue de la
Sorbonne, Elisabeth Martichou-Fa-
bion : « Figures du monstre en Angle-
terre dans la première moitié du XVIII^e
siècle ».

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

Mort de l'acteur Curt Bois

L'acteur allemand Curt Bois est
mort le mercredi 25 décembre. Il
était âgé de quatre-vingt-dix ans.
Acteur de théâtre et de cabaret en
Allemagne, Curt Bois a joué dans
une trentaine de films lorsqu'il fut
le nazisme pour trouver refuge à
Hollywood en 1933. Dans *Casa-
blanca*, on peut le voir en
pickpocket dans le Rick's café tenu
par Humphrey Bogart. Il apparaît
également auprès de Rita Hayworth
dans *la Reine de Broadway* ou
encore aux côtés de Gary Cooper,
Spencer Tracy et Clark Gable. En
1950, de retour en Allemagne, il
devient l'un des plus célèbres
acteurs de théâtre, passant de Schil-
ler à Brecht, sans abandonner le
cinéma : il joue notamment le
bibliothécaire des *Alles du désir*, de
Wim Wenders.

Mince et malicieux, Curt Bois
incarnait une sorte de Tili l'Espé-
ric.

C. G.

BOUTIQUE

Christian Dior

SOLDES

PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES

FÉMININS

BOUTIQUE FOURRURE

PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES

MASCULINS

CADEAUX

LINGERIE

LINGE DE MAISON

BABY DIOR

DU 6 AU 11 JANVIER 1992

DE 10 H À 18 H 30

32, Avenue Montaigne

PARIS 8^e

صكنا من الامل

Les suites de l'affaire Bakhtiari

La presse iranienne adresse une mise en garde à la France

Le journal officiel *Abrar* a appelé, samedi 4 janvier, les autorités de Téhéran à reconsidérer leurs relations avec la France après la demande d'extradition formulée par le gouvernement de Paris contre un ressortissant iranien arrêté en Suisse et soupçonné de complicité dans l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien Chahpour Bakhtiari. De son côté, le journal *Salam*, organe des radicaux, a affirmé dimanche que la France suit « une politique suicidaire » dans l'affaire Bakhtiari, et que les relations entre Paris et Téhéran vont en être « gravement affectées ».

BERNE

de notre correspondant

L'Office fédéral suisse de la police (OFP) ne devrait pas tarder à se prononcer sur la demande d'extradition, présentée par la France, du ressortissant iranien Zeyad Sarhad, soupçonné de complicité dans l'assassinat de Chahpour Bakhtiari, estimé-on, lundi matin 6 janvier, à Berne. Confirmant la nouvelle, un porte-parole du département suisse des affaires étrangères a précisé que « tous les services de l'ambassade sont à nouveau ouverts au public, et le travail a repris normalement ». Si le chargé d'affaires et le chef de la chancellerie bénéficient encore d'une protection policière, tous les membres de la mission diplomatique ont retrouvé leur liberté de déplacement.

L'ambassade de Suisse avait été fermée pendant une semaine en signe de protestation contre les tra-

casseries dont son personnel faisait l'objet, depuis l'arrestation de Zeyad Sarhad, le 23 décembre à Berne. Le gouvernement suisse avait pris cette décision après qu'une employée de sa représentation à Téhéran eut été empêchée de quitter l'Iran pour aller passer sa lune de miel en Argentine. Son départ, finalement autorisé, aura contribué à détendre l'atmosphère. Malgré la fermeture temporaire de l'ambassade, les contacts officiels n'ont jamais été interrompus, d'autant que la Suisse représente également à Téhéran les intérêts des États-Unis et de l'Afrique du Sud.

A Berne, on indique que le cas Sarhad est « totalement séparé » de ce qui s'est passé à Téhéran et qu'il relève des autorités compétentes en Suisse. L'OFP, qui a déjà refusé la requête de mise en liberté provisoire de Sarhad, s'apprête maintenant à statuer sur la demande d'extradition de Paris. En cas d'acceptation, l'Iranien recherché par les autorités françaises disposera d'un délai de trente jours pour déposer un recours auprès du tribunal fédéral, plus haute instance judiciaire de la confédération.

JEAN-CLAUDE BUHRER

L'Eglise et la défense de Paul Touvier

Mgr Decourtray : « Une convergence de comportements individuels »

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a déclaré lundi matin 6 janvier à propos du rapport qui venait de lui être remis par la commission d'historiens sur Paul Touvier et l'Eglise : « L'investigation minutieuse de la Commission n'a pas apporté le moindre commencement de preuve, ni même la moindre présomption à l'appui des affirmations romanesques qui expliquent l'étonnante faveur dont Touvier a bénéficié par quelque tractation ou échange de services. Elle a pareillement établi que jamais une décision quelconque n'avait été prise dans son intérêt par l'institution Eglise mais que cette multiplicité d'interventions était la résultante d'une convergence de comportements individuels ».

GÉORGIE : retranché au Parlement depuis plus de deux semaines

Le président Zviad Gamsakhourdia aurait pris la fuite vers l'Azerbaïdjan

Le président géorgien Zviad Gamsakhourdia, retranché depuis plus de deux semaines dans un bunker du Parlement de Tbilissi, a pris la fuite, dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 janvier, a constaté la correspondante de l'AFP sur place. Le président serait passé, lundi matin, dans la République voisine d'Azerbaïdjan, selon l'agence d'information russe. Les opposants au président, réunis au sein du « Conseil militaire », se sont en partie emparés du Parlement, attaqué la veille à l'artillerie.

Une aile du bâtiment, où des tirs sporadiques résonnaient encore, était en flammes lundi matin. Une épaisse fumée noire recouvrait la capitale. Selon certaines informations, le président, accompagné de son épouse, serait d'abord parti rejoindre ses partisans dans les montagnes de l'ouest de la Géorgie.

Un porte-parole de la représentation géorgienne à Moscou avait déclaré que le président allait se rendre en Arménie ou en Azerbaïdjan, avec sa famille, une soixantaine d'hommes de sa garde, ainsi qu'une forte somme prélevée sur le Trésor public géorgien. Selon ce porte-parole, deux Républiques - l'Arménie et l'Azerbaïdjan - avaient été informées d'une

possible arrivée de M. Gamsakhourdia. L'Arménie avait offert dimanche l'asile politique au président géorgien et à sa famille.

Un responsable des Mkhedronis (Cavaliers), l'un des deux groupes d'opposition qui forment le Conseil militaire, a déclaré que les lieutenants de Gamsakhourdia étaient actuellement en réunion avec le chef des Mkhedronis, Djaba Ioseliani.

« Nous le traquerons où qu'il aille »

Des scènes de liesse ont eu lieu parmi les insurgés qui assiégeaient le Parlement. Les combattants de l'opposition se livraient, selon des témoins, à des actes de pillage, emportant les objets de valeur laissés par les hommes du président. « Il est parti, le dictateur est enfin parti », a déclaré un insurgé, ajoutant : « Il ne trouvera aucun endroit pour se cacher, nous le traquerons, où qu'il aille ». Agé de cinquante-neuf ans, M. Zviad Gamsakhourdia, ancien dissident sous le régime communiste, a été élu président à une majorité écrasante en mai dernier, et jouit toujours d'importants soutiens dans les campagnes. - (AFP, Reuters.)

EN BREF

□ Un entretien de M. Le Pen au *Financial Times*. - Dans un entretien au *Financial Times* du lundi 6 janvier, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé que l'immigration en France était de 250 milliards de francs et celui du chômage à 300 milliards de francs. Selon le quotidien économique britannique, le président du Front national « n'indique pas d'où viennent ces chiffres ni leur signification ». Il y a « quatre millions d'immigrés, six millions, personne ne le sait à un million près », selon le chef du parti d'extrême droite, qui affirme que la présence d'immigrés est ressentie en France « comme l'une des causes du chômage, de l'insécurité et de la surpopulation urbaine ».

□ Le document de référence du Front national sur l'immigration est un rapport interne rédigé par M. Pierre Millon en août 1990, qui évalue son « coût » à 210 milliards de francs.

□ ÉTATS-UNIS : peine maximale pour les assassins d'un touriste dans le métro de New-York. - Quatre membres d'un gang de jeunes gens qui ont assassiné un jeune touriste dans le métro à New-York ont été condamnés vendredi 3 janvier à la peine maximale de vingt-cinq ans de prison. Quatre autres, dont celui qui a poignardé le jeune Brian Watkins, vingt-deux ans, le 2 septembre 1990, seront jugés en février. Cet assassinat avait particulièrement ému l'opinion publique. Brian Watkins et sa famille, de passage à New-York, prenaient le métro à Manhattan, dans le quartier de Broadway, pour aller dîner. Ils avaient été attaqués sur le quai du métro, les agresseurs étant tous âgés de dix-neuf ans. Ils ont déclaré qu'ils avaient agi pour se procurer les 15 dollars nécessaires à l'accès à un dancing. - (AFP.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Héroïne et uranium

Vous avez vu un peu ce qui se passe ? C'est le cata ! Cette pauvre vieille Europe va exploser sous les bombes et imploser sous la drogue. Prise au piège des filières de l'héroïne et de l'uranium. Plaque tournante l'Afghanistan. Non, c'est pas une blague, c'était marqué dans la *Sunday Times* et la *Spiegel*.

Encore un coup de ce saule de Saddam ! Il a planqué dix tonnes d'uranium, pas vu pas pris par les inspecteurs des Nations unies, et ils les a expédiées à qui ? A son copain Chadi, le chef en chef de l'Algérie, menacé par le FIS là, aujourd'hui. Pourquoi faire ? Deux bombinettes de la taille de celle qui a ravagé Nagasaki, fabriquées par un réacteur construit par les Chinois dans le sud du pays.

Vous me direz : Et après ? Qu'est-ce que ça peut nous foutre ? Ils vont quand même pas l'envoyer sur la tour Eiffel. Pas si sûr, rapport aux « Afghans » justement, les plus durs des durs de durs, des intégristes algériens retour de guerre du côté de Kaboul. De prendre le pouvoir, le plus démocratiquement du monde, d'accord, mais bon, ça va

leur donner un petit bouton rouge, et comme ils sont sujet aux démangeaisons ils risquent d'appuyer dessus...

Tiens, à propos de boutons, vous savez combien ils ont captivé de fleurs de pavot, les Afghans, les vrais, l'an dernier ? Deux mille tonnes. Encore plus que les Birmanes et les Pakistanaï. Ils aiment pas l'odeur. Et comme l'argent n'en a pas, leur récolte, ils la réduisent en poudre et ils nous l'expédient via la Turquie par la route des Balkans.

Les cartels colombiens pareil. Sauf qu'ils passent par Hong-kong. Destination : l'Italie. Oui, c'est ça, la Mafia. Normal, à force de renifler, les États-Unis ont le nez bouché, alors ils cherchent un nouveau marché. Un grand marché commun sans contrôle ni frontières, on pouvait pas rêver mieux. Résultat, les services de renseignement allemands ont mis le père Kohl au parfum, de Francfort à Lisbonne et de Copenhague à Athènes, nos ducs vont valser sur des pointes d'aiguilles et retomber en neige d'Ici la fin de l'hiver. Snif, crack, boom, il y a de l'apocalypse dans l'air.

Histoire de la philosophie

REPÈRES

L'urbanisme

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres

LA DECOUVERTE

L'ATREILLE

SON TAILLEUR

GRAND TAILLEUR

Couture « CHIC » 3 essayages

en Janvier, le costume 6950 F

62 rue St André-des-Arts 6^e

Tél. 43.29.44.10

PARKING ATTENDU À NOS MAGASINS

MODE, STARS EN SOLDES !

En 91, ces Stars défilent à toutes les fêtes, toutes les présentations. Elles sont applaudies sur tous les « Podiums ». Somptueuses et désirables ! C'est fini, on soldes... Ces Stars magnifiques sont soldées. Offertes à des prix presque choquants, tellement bas ! Vous choisirez bien sûr les plus séduisantes... Elles sont toutes disponibles pour presque rien... Les tissus - Stars de la mode soldés depuis 15 F le mètre !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

HIPPOLYTE

RIVE GAUCHE

Liquidation totale
-50%

Nino Cerruti
Giorgio Armani
Gianfranco Ferré
Ermenegildo Zegna
Basile
Byblos
Krizia Uomo
Karl Lagerfeld
V2 et Isante
by Gianni Versace
Iceberg

19-21, rue de l'Ancienne-Comédie Paris 6^e, M^o Odéon

SOMMAIRE	
DÉBATS	
Un entretien avec Gérard Darnet, PDG de la Cofrance	2
ÉTRANGER	
Le différend militaire entre la Russie et l'Ukraine	3
La situation en Yougoslavie	3
Algérie : le Conseil constitutionnel écarte l'éventualité d'un troisième tour de scrutin	4
Tchad : M. Dumas a évoqué le prochain retrait des renforts français	4
Vent de démocratie aux îles Seychelles	6
ESPACE EUROPÉEN	
Lisbonne, capitale des Douze	7
Egon Kiepach, M. le Président à Strasbourg	7
Erasmus est passé par Maastricht	7
Tribune européenne : « Une économie saine et sociale de marché », par Dominique Jolly	7
Le Luxembourg, dedans et dehors	7 à 9
POLITIQUE	
M. Charles Pasqua au « Grand Jury RTL-Le Monde » et M. Jacques Delors à « l'heure de vérité »	10
M. Bruno Durieux ne tente pas de reconquérir son mandat de député	10
SOCIÉTÉ	
Le rapport des historiens sur l'affaire Touvier remis à l'archevêque de Lyon	12 et 13
Le rassemblement des jeunes de Tizi à Budapest	13
Le maire de Lyon refuse de signer les attestations d'accueil des touristes du Maghreb	14
Sports : le raid-marathon Paris-Synte-Le Cap	14
CULTURE	
Les danses issues des ghettos de	
l'immigration transforment la chorégraphie américaine	15
Le Festival international du film fantastique d'Avoriaz fête ses vingt ans	15
ÉCONOMIE	
Les accidents de travail ont fait 380 morts dans le bâtiment en 1990	18
Des ruptures d'approvisionnement annoncées dans le CEE après la libération des prix	18
M. Bush annonce une réduction supplémentaire des dépenses militaires américaines	24
COMMUNICATION	
L'avenir de La Cinq : des personnalités politiques souhaitent un débat de fond sur l'audiovisuel	17
CHAMPS ÉCONOMIQUES	
Pauvreté et richesses dans le monde : Suède : jeunes et exclus	19
Grèce : les armateurs et les autres	19
La chronique de Paul Fabre : « Meilleur climat entre les Sept »	19 à 21
Services	
Abonnements	4
Annonces classées	22 et 23
Echecs	14
Carnet	26
Loto, Loto sportif	47
Marchés financiers	24 et 25
Météorologie	27
Mots croisés	13
Radio-Télévision	27
Spectacles	18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LMI	
Le numéro de « Monde » daté 5-6 janvier 1992 a été tiré à 507 330 exemplaires.	

CE QUE CACHE L'ACCORD DE MAASTRICHT

EUROPE : LA FUITE EN AVANT

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE analyse tout ce qu'il reste à faire pour créer l'Europe.

EMPLOI
POURQUOI
LA SUÈDE RÉUSSIT.

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ÉCONOMIE

مكتبة الأمل